

SELON LE «NEW YORK TIMES»

Les États-Unis vont livrer à Israël deux cents missiles sol-sol à courte portée

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvois-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.20 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 10 M.; Tunisie, 100 M.; Belgique, 100 B.; Espagne, 100 P.; France, 100 F.; Italie, 100 L.; Luxembourg, 100 L.; Pays-Bas, 100 G.; Portugal, 100 Esc.; Royaume-Uni, 100 S.; Suisse, 100 Fr.; U.S.A., 100 Cts. Tarif des abonnements page 25

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Congrès américain et le Vietnam

Il y a deux ans, le 27 janvier 1973, était signé l'accord de Paris sur le Vietnam. Si les clauses politiques et militaires de ce long document avaient été appliquées, elles auraient permis le rétablissement de la paix et la naissance d'un régime nouveau issu d'élections. Or, le président Thieu est toujours au pouvoir, les combats font rage au nord-ouest de Saïgon et dans le Delta. Au Cambodge, un pont aérien américain est désormais nécessaire pour assurer la survie du gouvernement républicain. A Washington, le président Ford s'apprête à demander au Congrès une aide militaire supplémentaire de 300 millions de dollars pour Saïgon, et de quelque 250 millions pour Phnom-Penh.

La guerre avait repris au Vietnam du Sud en 1967, à la suite de la violation, par Washington et le régime de Ngo Dinh Diem, essentiellement, des accords de Genève de 1954. On se situait cette fois les responsabilités ?

Les polémiques n'ont pas cessé depuis 1972. M. Thieu a toujours affirmé que le G.R.P. n'existait pas, que le gouvernement de Saïgon représentait la totalité de la population du Sud. Point de vue évidemment soutenu par Washington. Il paraît pourtant difficile de nier que les deux parties sud-vietnamiennes sont placées sur la même « plate-forme ». Il s'agit en fait, de deux administrations rivales (qualificatifs d'ailleurs utilisés par les communistes au sujet de leur gouvernement) qui seraient dûment légitimées, avec la troisième force, former le conseil de commandement, notamment chargé d'organiser les élections.

Dans ce domaine encore, M. Thieu réclame l'accord : pour lui, la troisième force n'est qu'un appendice du mouvement communiste, un moyen de répandre le défaitisme dans la population. Au cours des derniers mois, pourtant, les plus durs accusations contre le régime sont venues de militaires catholiques conservateurs, qui ne furent pas déçus par l'archevêque.

Ce blocage de la situation politique a entraîné la reprise de la guerre. A-t-elle d'ailleurs cessé un seul jour ? En deux ans, les troupes de Saïgon ont tiré des millions d'obus, fournis par les Américains. Le G.R.P., qui avait entre-temps consolidé ses positions grâce au renfort d'hommes et d'armes venus du Nord, a le 15 octobre 1974, annoncé qu'il reprendrait désormais à l'offensive. Il ne s'agit pas, jusqu'à présent, d'une offensive générale, mais de coups de poing locaux sans doute destinés à affaiblir le moral des forces de M. Thieu et à provoquer finalement une crise plaçant les Américains au pied du mur.

Pressant et contestation les derniers développements de l'actualité, dont la chute de Phnom-Penh, mais ne pouvant ou ne voulant pas s'attaquer aux causes profondes de la crise, M. Ford demande des crédits destinés à aider Saïgon et, surtout, à sauver Phnom-Penh.

Au rythme actuel des combats — et des dépenses, — les fonds destinés au maréchal Lon Nol seront épuisés dans deux mois environ. Mais le Congrès paraît pour le moins réticent à suivre M. Ford. Un refus de sa part permettrait-il de couper court à la recherche d'une solution militaire et de redonner leur actualité aux clauses politiques de l'accord de Paris ? Cela dépend aussi de Hanoi : pour le moment, en tout cas, les dirigeants nord-vietnamiens mettent l'accent sur la reconstruction de leur République. Cela dépendra aussi de la troisième force au Sud, qui n'a toujours pas droit à la parole et devrait jouer un rôle modérateur dans le futur régime de Saïgon.

(Lire nos informations page 11.)

AVANT L'ÉTÉ

Le référendum annoncé par M. Wilson mettra fin à l'incertitude sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne

La décision de M. Wilson de fixer une date relativement rapprochée — « avant l'été », donc probablement en juin — sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. a été accueillie dans les capitales européennes avec appréhension, mais aussi avec un certain soulagement. Les partenaires du gouvernement de Londres souhaitent, en effet, que soit mis fin le plus tôt possible aux incertitudes que les demandes de renégociation de M. Wilson font passer sur l'avenir de l'Europe et les institutions communautaires.

A Copenhague, une majorité des députés du nouveau Parlement estimant que, en cas de retrait de la Grande-Bretagne, il y aura lieu de tenir un nouveau référendum sur le maintien du Danemark dans la Communauté. A Dublin, en revanche, une décision négative des Britanniques n'entraînerait aucun changement dans la position du gouvernement irlandais, qui restera dans le Marché commun. L'Irlande, dont les représentants président depuis le 1^{er} janvier les conseils communautaires, s'apprête d'ailleurs à recevoir à Dublin, les 10 et 11 mars prochains, la première « Conférence européenne » réunie au niveau des chefs d'État ou de gouvernement.

De notre correspondant

Londres. — Pour la première fois M. Wilson a indiqué clairement, jeudi 23 janvier, devant les Communes, que la consultation populaire promise au sujet de l'Europe sera un référendum. Celui-ci devrait avoir lieu avant les vacances d'été, c'est-à-dire dans le courant du mois de juin.

Pourtant, sur la façon dont se déroulera cette consultation, le premier ministre a pointé ce que les milieux politiques de Londres appellent ses « acrobaties ». Il a notamment annoncé que, selon les résultats de la consultation, le gouvernement dans son ensemble se prononcera pour le « oui » ou pour le « non », mais que chaque ministre individuellement sera libre de mener campagne contre la décision collective du cabinet.

Cette attitude rompt avec la tradition selon laquelle les membres du gouvernement doivent être solidaires. Elle vise bien entendu à prévenir l'échec éventuel du cabinet travailliste, qui est profondément divisé à propos des affaires européennes. Les déclarations de M. Wilson laissent beaucoup de problèmes en suspens. Le libellé de la question qui sera posée aux citoyens n'est toujours pas décidé. On ne sait pas davantage si les votes seront décomptés sur un plan national ou sur un plan régional, au risque de faire apparaître une scission périlleuse entre l'Angleterre, l'Écosse et le Pays de Galles. Tous ces problèmes feront l'objet d'un livre blanc qui devra être débattu aux Communes avant la mise au point définitive de la loi organisant le référendum. Celle-ci devrait être soumise au Parlement aux alentours de février et recevoir l'assentiment de la reine vers la fin du mois de mai. Encore reste-t-il à savoir jusqu'à quel point le principe même du référendum va se heur-

A ALGER

Les pays exportateurs de pétrole cherchent à arrêter une position commune en vue de la conférence sur l'énergie

La conférence des ministres des affaires étrangères, du pétrole et des finances des trente États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) — Algérie, Émirats, Gabon, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigéria, Ouzbékistan, Arabie Saoudite, Union des Émirats arabes et Venezuela — s'est ouverte à midi, ce vendredi 24 janvier, au club des Pins, dans la banlieue d'Alger. L'ordre du jour de la réunion n'a pas été communiqué. On peut néanmoins que les ministres examinent l'opportunité de la tenue d'un « sommet » des chefs d'État des pays membres de l'OPEP et discuteront de l'élaboration d'une position commune en vue de la réunion préparatoire à la conférence internationale sur l'énergie.

De l'or noir à l'or jaune

par PHILIPPE SIMONNOT

Un certain suspense entoure l'ouverture de la réunion d'Alger. On ne sait pas combien de temps elle durera. On ne connaît pas son ordre du jour. Cette conférence risque de marquer un tournant décisif dans les relations internationales, écrit M. Moudjahid. En effet, la conférence connaît une réponse — quelle qu'elle soit — au sommet franco-américain de la dernière semaine de novembre, après la fameuse interview de M. Kissinger dans l'hebdomadaire américain Business Week.

Les qualités des participants montrent que le problème du pétrole n'est plus seulement pétrolier, si l'on peut dire, même pour l'OPEP. La question des prix du pétrole brut a d'ailleurs été à peu près réglée lors de la dernière conférence de l'OPEP à Vienne, les 11 et 12 décembre dernier, après une nouvelle hausse des prix qui a été et sera pour les neuf premiers mois de 1975, comme pour donner un répit aux pays consommateurs.

Restent, d'une part, l'immense problème monétaire et financier posé par les revenus dont dispo-

sent les pays de l'OPEP, incapables de les utiliser entièrement sur leur territoire et d'autre part, la question de rapports de forces entre l'OPEP et les grandes puissances. Même si M. Kissinger n'envisage une intervention militaire qu'en cas d'« incident », le seul fait qu'il en parle donne à penser.

Pour le moment le « dialogue » n'est même pas ébauché entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole. Il dépendra beaucoup de la conférence d'Alger qui pourra déstabiliser dans des délais utiles. Si les pays industrialisés ont fini par accepter — provisoirement sans doute et non sans arrière-pensées — pour l'instant — les bonheurs du pétrole, et le principe de leur indication parait acquis même aux États-Unis, qui jusqu'à une date récente ne voulaient pas entendre parler, sur les autres problèmes importants on en est encore au stade de l'information et sans doute de l'incompréhension.

(Lire la suite page 34.)

L'ALLOCATION TÉLÉVISÉE DU CHEF DE L'ÉTAT

L'optimisme de M. Giscard d'Estaing surprend et irrite les syndicats

Consacrant son allocation télévisée de jeudi soir 23 janvier aux questions économiques, M. Giscard d'Estaing a successivement traité, sur son terrain et avec optimisme de l'évolution de notre commerce extérieur, de la situation de l'industrie automobile et de la réévaluation du stock d'or.

Les propos du chef de l'État sont généralement accueillis par M. Chalamon (U.D.R.) qui est encouragé par l'optimisme de M. Giscard d'Estaing, et par M. Maharre, président de la Confédération générale des cadres. Ils sont vivement critiqués par tous les autres syndicats et par les porte-parole des partis de gauche qui s'accrochent pour déplorer que rien n'ait été dit des salaires ni du chômage.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 2.)

LA « RÉFORME » UN AN APRÈS

Le premier objectif du pouvoir régional est la garantie de l'emploi nous déclare M. J.-J. Servan-Schreiber

Le premier ministre vient de préciser à l'intention des préfets de région et des présidents des Assemblées régionales de quelle manière celles-ci seront associées à la préparation du VII^e Plan. Elles devront notamment mettre en point un plan d'équipement régional accompagné de prévisions financières.

Ces plans pourraient être l'occasion d'une plus large décentralisation des responsabilités dans la recherche d'une solution aux difficultés les plus immédiates, notamment celles de l'emploi.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle, dans l'entretien qu'il nous a accordé (1), insiste sur la nécessité de traiter les conséquences de la crise actuelle « le plus possible de la réalité régionale et locale ».

Il compte d'ailleurs aborder plus largement cette question de la réforme régionale appliquée depuis un peu plus d'un an au cours du congrès du parti radical, dont il est le président, et qui se réunira les 25 et 26 janvier.

Propos recueillis par JACQUES-FRANÇOIS MON.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Le soir à la chandelle

La table familiale, le coin du feu, voilà tout ce qui reste d'un soir de fête qui s'est vidé de sa substance. Si pour commémorer les Français M. Giscard d'Estaing préfère la méthode du pique-assiette de bonne compagnie à celle du sonnet d'opinion, je ne lui donne pas tort, et cela dès que j'ai quelques heures de loisir, je suis sûr d'être destiné à manger plutôt qu'à faire la conversation.

ROBERT ESCARPIT.

LE MARCHÉ DU DISQUE

Des éditeurs moroses

Cannes. — Malgré la flambée du prix du pétrole et de ses dérivés l'année dernière, l'industrie du disque ne se porte pas mal. On l'a bien vu au neuvième MIDEM (Marché International du Disque et de l'Édition Musicale) à Cannes, où il a fallu aménager dans le palais des festivals une cinquantaine de stands pour accueillir tous les participants, entre le 18 et le 24 janvier.

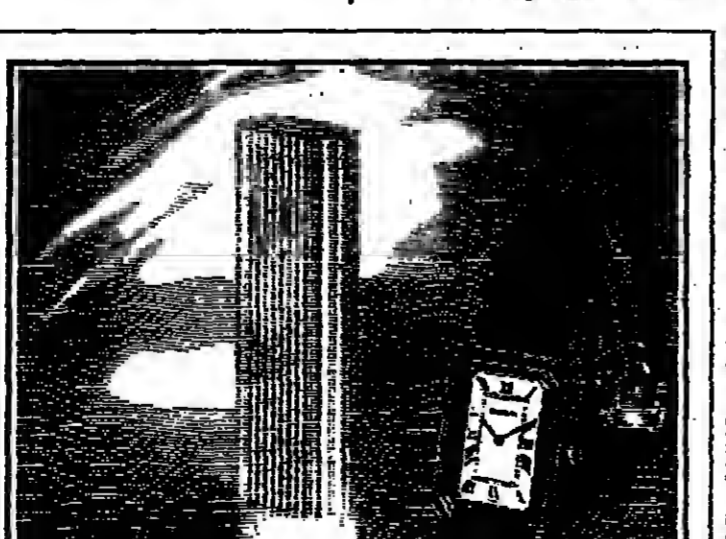
L'agence soviétique pour les droits d'auteur (V.A.A.P.) occupait pour la première fois un des stands alors que, curieusement, son homologue français — la SACEM — « bondait » la manifestation organisée par M. Bernard Chevry et exigeait même de ce dernier qu'il acquittât les taxes des trois galas promotionnels. Petit jeu classique au MIDEM : il faut parler des rapports permanents entre toutes les parties du show-business : chanteurs,

fabricants de disques, sociétés d'auteurs, stations de radio... Mais cette année le Syndicat national de l'édition phonographique et audio-visuelle (SNEPA) a décidé de se fâcher. Selon son président, M. Lucien Adès, le SNEPA — comme la police — se sent mal aimé, par la presse notamment.

CLAUDE DURIEUX.

(Lire la suite page 25.)

Le Monde publiera demain un supplément de dix pages : L'ÉGYPTE : LA CROISSANCE DANS L'ADVERSITÉ



Le mur de Cartier Paris

سكان الأردن

EUROPE

Allemagne fédérale

La réunion de l'Internationale socialiste a été marquée par une vive discussion entre Mme Meir et le chancelier Kreisky

Berlin. — Dans un centre de formation et de repos appartenant aux syndicats, et étroitement gardé par la police, les dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates européens ont débuté le 22 février près de Berlin-Ouest à l'invitation de M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate allemand. La réunion de Mme Golda Meir et de M. Yigal Alon, ministre israélien des affaires étrangères, quatre chefs de gouvernement — MM. Palme (Suède), Kreisky (Autriche), Jørgensen (Danemark) et Bratelli (Norvège) — et dix-huit députés français était présidée par MM. François Mitterrand, premier secrétaire, et Gaston Deferre, président du groupe parlementaire. Cette réunion a été la plus grande partie de leurs travaux aux problèmes du Proche-Orient.

Malgré les réticences des Israéliens, les membres de l'Internationale socialiste ont souhaité que l'Europe puisse contribuer à la paix au Proche-Orient et soit associée à la garantie d'un régime pacifique. M. Brandt a déclaré que porte-parole de la conférence, a déclaré qu'il s'agissait de « garanties complémentaires » aux garanties américaines.

Cependant, le problème palestinien et les nations avec les pays arabes ont provoqué une vive discussion entre M. Kreisky, soutenu par M. Palme, d'une part, et Mme Golda Meir, d'autre part. Le chancelier autrichien, qui rentrait d'un voyage dans plusieurs capitales du Proche-Orient, a insisté sur l'importance, pour les pays européens et notamment pour les partis sociaux-démocrates, de développer des « relations constructives » avec les Arabes. Il a proposé la réunion d'une conférence commune aux partis de l'Internationale et aux partis socialistes arabes. Les partis socialistes européens ont déjà eu des contacts avec l'Union socialiste arabe d'Égypte et ils vont entrer en rapport avec le Bassa syrien et le P.L.N. algérien. La question la plus brûlante a concerné, évidemment, d'éventuels contacts avec les Palestiniens. Les Américains et les Suédois ont soutenu que les Israéliens devaient d'abord négocier avec ceux contre lesquels ils se battent et qu'il fallait arriver à un moment où à un autre, à la reconnaissance de l'O.L.P. Ils ont condamné aussi bien les raids israéliens sur le Sud-Liban que le terrorisme palestinien.

Cette intervention a provoqué une réplique véhémente de Mme Golda Meir. Moins passion-

De notre envoyé spécial

né M. Alon a déclaré que l'O.L.P. n'est pas représentative de tous les Palestiniens et qu'il ne saurait être question d'entretenir des contacts avec elle, aussi longtemps qu'elle soutiendrait le terrorisme et qu'elle ne reconnaîtrait pas les droits d'Israël à l'existence. Certains délégués ont cependant noté une évolution du point de vue israélien. Au cours d'une conférence de presse, M. Alon a admis qu'il existait « une identité politique ».

Très critique à l'égard des Américains, le chancelier Kreisky a souligné que l'Europe ait une politique énergétique propre. Les États-Unis nous ont fait changer trois fois de politique énergétique, a-t-il dit en substance, c'est suffisant.

Les différences politiques et idéologiques entre les partis socialistes européens ont été manifestées à propos de la situation économique mondiale. M. Palme a rappelé que le maintien du plein emploi était une tradition de la politique économique sociale-démocrate qui devait être maintenue et M. Mitterrand a critiqué « l'erreur libérale » qui consistait à lutter contre l'inflation grâce au chômage.

Enfin, en l'absence de M. Mario Soares retenu à Lisbonne, les députés ont adopté un rapport sur la situation politique au Portugal, présenté par un adjoint du ministre des affaires étrangères. Il est très favorable, qu'il s'attache à la tenue des élections et pour le progrès de la démocratisation. A. propos, des relations entre les partis socialistes et communistes, M. Mitterrand a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il fallait partir de « l'unité » et que les deux partis devaient être unifiés, ce qui ne peut être fait que par la voie de la « force électrice ».

DANIEL VERNET.

Grande-Bretagne

Des indiscretions du « Morning Star » font rebondir la controverse sur la fortune de la reine

De notre correspondant

Londres. — Alors qu'elle commence une visite officielle au Mexique, la reine voit sa fortune privée, l'un des secrets les mieux gardés jusqu'ici, devenir l'enjeu d'une controverse politique soulevée par la gauche du Labour. Une certaine dérive travailliste avait déjà manifesté leur mauvaise humeur à l'égard de la reine, apprenant récemment que le gouvernement proposait d'augmenter la liste civile de la souveraine de quelque 400 000 livres par an. En fait, presque tous ces crédits doivent servir à augmenter les émoluments des fonctionnaires de la Cour qui sont, comme tout le monde, victimes de l'inflation.

Une fois sans précédent vient toutefois d'être dénoncée la campagne des membres de la gauche qui critiquent les finances royales. Samedi 22 février, l'organe communiste *Morning Star* a publié centret et les organisations qui auraient été échangées en décembre 1973 entre Downing Street, le palais de Buckingham et le ministère du Commerce et de l'Industrie. A ce moment-là, le gouvernement conservateur avait l'intention de faire voter un projet de loi qui, entre autres choses, aurait permis de réviser, pour le compte de qui ils achètent ou détiennent des titres de sociétés cotées en Bourse. Le but était de permettre à la Cour de continuer à acheter et à vendre des actions sans que le gouvernement conservateur ait l'intention de faire voter un projet de loi qui, entre autres choses, aurait permis de réviser, pour le compte de qui ils achètent ou détiennent des titres de sociétés cotées en Bourse. Le but était de permettre à la Cour de continuer à acheter et à vendre des actions sans que le gouvernement conservateur ait l'intention de faire voter un projet de loi qui, entre autres choses, aurait permis de réviser, pour le compte de qui ils achètent ou détiennent des titres de sociétés cotées en Bourse.

Le référendum européen

DES DÉPUTÉS NATIONALISTES DEMANDENT LE DÉCOMPTÉ À PART DES VOIX ÉCOSAISES ET GALLOISES

Londres. — Plusieurs députés nationalistes gallois et écossais se sont déclarés prêts à voter contre le projet de loi gouvernemental instituant un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne si les voix écossaises et galloises ne sont pas comptées à part.

Ces députés estiment que le décompte à part des voix de leurs régions démontre clairement l'hostilité de la majorité des Écossais et des Gallois à la Communauté européenne.

Le gouvernement britannique souhaite, pour sa part, que les voix soient comptabilisées sur une base nationale afin d'éviter que, des députés ne se trouvent en contradiction avec leurs électeurs si que certaines tendances séparatistes ne soient éventuellement mises en évidence.

Le projet de loi sur le référendum sera publié sous forme de Livre blanc mercredi 26 février.

Union soviétique

TOUT EN SOUHAITANT UNE AMÉLIORATION DES RAPPORTS AVEC LA CHINE

La presse accuse Pékin de vouloir convertir le Japon à sa politique antisoviétique

Dans un long article publié le samedi 22 février, la Pravda fait état des déclarations du premier ministre chinois, M. Chou En-lai, devant l'Assemblée nationale populaire chinoise le mois dernier selon lesquelles Pékin, pour sa part, souhaite un retour à la normale des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. Si les dirigeants chinois sont sérieux dans leurs affirmations, écrit le journal soviétique, et si ils doivent au moins entreprendre des démarches constructives dans ce sens.

L'article de la Pravda est publié peu de temps après le retour à Pékin du chef de la délégation soviétique aux négociations frontalières, M. Ignatchev. L'organe du P.C. d'U.R.S.S. ajoute toutefois que les Chinois n'ont répondu de manière positive à aucune des propositions qui leur ont été faites dans le passé par Moscou en vue de normaliser les relations entre les deux pays. Rappelant les thèses soviétiques sur le différend frontalier, il accuse le groupe maoïste de « faire oublier l'importante question territoriale afin d'accroître l'hygiène politique » en Chine et de « compromettre l'atmosphère générale dans le monde ».

Simultanément, d'autres journaux soviétiques accusent la Chine d'utiliser les négociations qu'elle mène actuellement avec le Japon pour convertir ce dernier à sa politique antisoviétique.

De notre correspondant

Espagne

Une interview du comte de Barcelone dans le quotidien « ABC » est censurée

Le manifeste par lequel vingt-cinq officiers du grade commandant à Barcelone se sont solidarisés avec le commandant Julio Busquet et le capitaine José Julvez, aux ordres de régence depuis le 18 février pour « insubordination » (« Le Monde » daté 23-24 février), comportait, croit savoir le correspondant à Madrid de l'Agence France-Presse, cinq points : affirmation de la loyauté des signataires au gouvernement ; appel à des changements dans la façon de diriger l'État ; à une répartition claire des fonctions militaires et policières ; à une redéfinition des justices civile et militaire ; à la création d'un état-major général coiffant les ministres des trois armes, comme la préconisait l'ancien chef d'état-major, le général Manuel Diaz Alegria, mis à la retraite il y a quelques jours. Le correspondant à Madrid de l'Agence France-Presse indique de son côté que les deux officiers arrêtés seraient, avec de jeunes collègues, les auteurs d'une lettre qui circule actuellement au sein de l'armée, dans laquelle ils assurent que le général Franco, maintenant âgé de quatre-vingt-deux ans, devrait songer à prendre sa retraite.

D'autre part, dans une interview de Don Juan, comte de Barcelone, père du prince Juan Carlos (successeur désigné du général Franco à la tête de l'État espagnol), a été inopinément censurée dans le quotidien monarchiste « ABC ».

De notre correspondant

Madrid. — Le quotidien ABC (monarchiste conservateur) est paru le dimanche 23 février sans ses premières pages. D'après des sources proches du journal, la couverture était occupée par une grande photographie de Don Juan de Bourbon, comte de Barcelone, chef de la dynastie espagnole et père du prince Juan Carlos, successeur désigné du général Franco. Les pages suivantes contenaient le texte de déclarations faites il y a quelques semaines par Don Juan au directeur d'ABC. Elles ont été censurées.

Le comte de Barcelone, partant de l'ouverture, a annoncé le 12 février devant les Cortès par M. Arias Navarro, chef du gouvernement, déclarées dans son interview : « Une grande partie de l'opinion... se prononce chaque jour davantage pour une modification de la structure de l'État dans un sens démocratique. Le prince Juan Carlos s'y est référé à plusieurs reprises. Et c'est cette opinion que les présidents Arias a essayé de servir avec son discours tenu comme celui de « l'esprit du 12 février ».

Commentant la récente loi sur

Portugal

M. MENDES FRANCE EN VISITE À LISBONNE

M. Pierre Mendès France était attendu ce lundi 24 février à Lisbonne, invité par le ministre de l'Économie portugais, M. José Silva Lopes. Le ministre des Affaires étrangères portugais, M. Vasco Gonçalves, premier ministre, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il était heureux de recevoir le général Costa Gomes, président de la République, et le général Vasco Gonçalves, premier ministre.

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Jorge Campino, a déclaré, le 22 février, que le dialogue sur l'indépendance des forces armées et l'intense activité interne du parti socialiste avaient été les seuls raisons qui avaient conduit le ministre des Affaires étrangères, M. Mario Soares, à annoncer son projet d'assister à la réunion de l'Internationale socialiste à Berlin-Ouest. Cette déclaration était sans doute destinée à couper court à un rumeur insistant à Lisbonne, laquelle le secrétaire général du Centre démocratique et social (C.D.S.) à l'issue du congrès de ce parti, qui a eu lieu quasi secrètement à Porto, à la fin de la dernière semaine. Le congrès de ce mouvement avait été interrompu le 23 janvier lorsque des milliers de manifestants gauchistes avaient assailli le local où il se déroulait. Certains dirigeants trop liés au régime de M. Cristiano auraient été éliminés, indique notre correspondant à Lisbonne.

Un dossier sur les conditions juridiques nécessaires pour présenter des candidats aux élections législatives du 13 avril et le Front électoral des communistes (F.E.C. marxiste-léniniste). Ce Front est le quatrième mouvement d'extrême gauche à se lancer dans la compétition électorale. Il s'agit, pour eux, de dénoncer la « force électrice ».

Turquie

UN MORT ET QUARANTE BLESSÉS À LA SUITE D'INCIDENTS ENTRE ÉTUDIANTS DE DROITE ET DE GAUCHE

Un écolier âgé de quatorze ans a été tué par balle et quarante personnes blessées au cours de violents incidents survenus dimanche 23 février à Erzurum, dans le sud de l'Anatolie, entre étudiants d'extrême droite et d'extrême gauche, a annoncé le radio-turc. Le meurtre de l'écolier a été attribué à des coups de pistolets de la gauche et d'intervention d'unités de l'armée appuyées par le préfet d'Erzurum en renfort. Plusieurs boutiques et bureaux appartenant à des syndicats de la gauche ont été saccagés, y compris les locaux du parti républicain du peuple.

Le ministre turc de l'Intérieur, M. Muharrem Özalp, a annoncé la semaine dernière au Parlement que 321 arrestations avaient été opérées à la suite d'incidents entre militants d'extrême droite et d'extrême gauche survenus les 15 et 16 février derniers dans l'est du pays. (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

La visite privée du prince Juan Carlos en France

Nous avons le désir de voir l'Espagne participer à l'Europe déclare M. Giscard d'Estaing

« Nous avons le désir de voir l'Espagne participer de plus en plus à cette Europe que nous nous efforçons d'organiser », a déclaré le samedi 22 février à Chambord, M. Valéry Giscard d'Estaing à l'issue de la deuxième journée de la visite privée en France du prince Juan Carlos. « La France a toujours appuyé la demande de l'Espagne en direction du Marché commun. Nous conservons cette attitude », a poursuivi le président de la République.

Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une brève conférence de presse imprimée par les deux hommes d'État. En d'autres termes, les dirigeants de la Communauté économique.

Le prince Juan Carlos, de son côté, a simplement confirmé, s'exprimant en français, que ses entretiens avec M. Giscard d'Estaing avaient été essentiellement portés sur l'Europe et l'éventuelle entrée de l'Espagne dans la Communauté économique.

Le prince Juan Carlos et la princesse Sophie — qui avait, elle, visité le samedi 22 février le château de Chambord en compagnie de Mme Giscard d'Estaing — ont quitté Tours pour Madrid le 23 février dans la matinée. Ils avaient passé la nuit à Anthon (Loir-et-Cher) dans la propriété familiale du président de la République française.

Une diapositive de 30" ?

Le Système "SOUND-ON-SLIDE" SM

Je désire recevoir une documentation complète sur le "SOUND-ON-SLIDE" qui offre la possibilité de sonoriser les diapositives une à une et de les projeter. Ce système permet de construire soi-même un véritable audio-visuel, de modifier ses tests à volonté et de rajouter à l'audio-visuel, de changer l'ordre de présentation des vues, d'en ajouter ou d'en retirer.

Nom et fonction : _____

Adressé : _____

3M propose deux autres systèmes audio-visuels : la RETROPROJECTION et le "SOUND-PAGE" on "page qui parle".

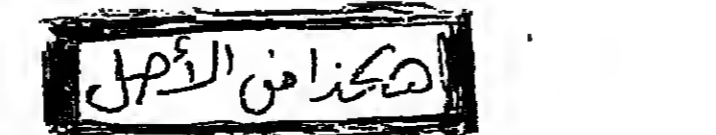
3M France, B.P. 240 - 78019 Paris - Tél. 206.80.80 - Poste 857

3M AUDIO-VISUEL

Formez, informez, communiquez.

JACQUES AMARIC

ERRATUM. — Dans le « Lettre de Malte », publiée dans notre précédent numéro *Le Monde* daté 23-24 février, page 10, il fallait lire en troisième colonne : « Mais jusqu'à présent la Constitution établie en 1964 au moment de l'indépendance... » (et non « en 1964 », ainsi qu'il a été indiqué par suite d'une erreur typographique).



POLITIQUE

Les déclarations de M. J.-J. Servan-Schreiber

(Suite de la première page.)

D'ailleurs, c'est ce qui se fait sur place, les responsables politiques, administratifs, syndicaux et industriels, se concertent pour amortir les crises. La région ainsi naît à la vie.

Je ne veux pas dire que j'accepte la loi de juillet 1972. Il faudra qu'elle soit mise à jour, que l'on crée de véritables structures régionales de décision, selon l'expression même de M. Giscard d'Estaing. Mais nous n'avons pas le temps, à l'heure qu'il est, de procéder de nouveau à un long débat parlementaire pour voter une nouvelle loi. Il me semble préférable de passer l'action sur place. La loi suivra l'expérience.

Nous sommes entrés dans la phase de préparation du VII^e Plan. Que peut être le rôle des régions ?

Après l'emploi, qui est de loin le problème numéro un, l'autre problème est la planification, la préparation du VII^e Plan. Là encore, la réalité doit commander. Les conseils régionaux doivent prendre sur eux de discuter les principaux équipements nécessaires pour les années qui viennent. A eux de montrer leur sens de la responsabilité. A eux de mettre le pouvoir central devant la nécessité d'un dialogue sur ce qui est l'essentiel de la planification moderne : l'équipement du territoire et la formation des hommes.

A la condition d'équiper le pays et de former des hommes, nous verrons des industries nouvelles naître et des investissements s'implanter. Nous retrouvons l'emploi.

C'est la condition d'un instrument efficace d'évaluation d'une véritable région va être la préparation du VII^e Plan. D'ailleurs, le gouvernement a fixé par sa directive de décembre dernier au commissaire au Plan la finalité suivante : La préparation du VII^e Plan doit s'organiser de façon à clarifier les responsabilités incombant respectivement à l'Etat et aux structures régionales. Elle doit être l'occasion d'accélérer par étapes le processus de décentralisation.

Si elle est prise avec sérieux dans chaque région, la préparation du VII^e Plan modifiera profondément, et elle-même, la répartition des responsabilités et des pouvoirs.

D'autant plus que la notion de Plan a déjà beaucoup évolué. Elle va se centrer, je crois, sur deux objectifs liés : les équipements et l'emploi. Ce sont là des responsabilités régionales d'excellence, mais sur lesquelles l'intervention de l'Etat est nécessaire aussi. Le grand défi sera, à l'avenir, que l'Etat n'aura pas à intervenir le premier pour demander ensuite l'accord ou les

décisions complémentaires des régions. Ce sera l'inverse. Les régions diront ce qui leur paraît indispensable ; l'Etat répondra.

En ce qui concerne la composition des conseils régionaux, je crois qu'il faut en rester à une règle vitale : lorsque des hommes et des femmes débattent et votent pour prendre des décisions qui concernent une collectivité, il faut qu'ils en soient les élus.

La carte actuelle des régions nous paraît-elle satisfaisante ?

C'est un problème délicat. C'est aux régions elles-mêmes d'en décider par le débat et par le vote.

Il n'y a pas véritablement de problème de « taille » de région. On voit qu'en Allemagne, les Länder comprennent entre un et dix-sept millions d'habitants. Et c'est un système qui a fait ses preuves de manière remarquable aussi bien dans les périodes de forte expansion économique que dans la période récente de dépression. Les structures régionales ont été d'une aide décisive à l'économie allemande et à l'équilibre social.

Mais on voit aussi qu'en Suisse les vingt-deux cantons sont petits, que certains n'ont même que quelques dizaines de milliers d'habitants. Cependant ils ont les mêmes pouvoirs très étendus que ceux des Länder allemands. Et le système fonctionne également.

Par conséquent, ce n'est pas la taille qui est le facteur décisif. C'est la capacité des élus à travailler régulièrement ensemble sur les problèmes communs.

D'ailleurs, une fois les décisions géographiques prises, on voit les faux problèmes se dissiper. Par exemple, en Lorraine, il y a eu, depuis un siècle, rivalité entre Metz et Nancy. Depuis que la région lorraine est créée, on voit l'harmonisation se faire entre nos quatre départements. En particulier, Metz et Nancy reconnaissent leurs caractères de complémentarité. Ainsi il y a progression vers l'identité régionale, et contrainte à régler les problèmes ensemble.

Etes-vous toujours partisan de l'élection des assemblées régionales au suffrage universel direct ?

Ce que je peux dire, c'est que nous avons discuté en 1971, à l'occasion des dernières élections municipales avec des responsables socialistes et communistes.

Ils m'ont fait deux remarques toujours valables aujourd'hui. Ils sont d'accord sur le pouvoir régional à deux conditions : que la proportionnelle soit appliquée pour l'élection des conseils régionaux et que les investissements passent des contrats sur l'emploi avec les

pouvoirs régionaux. Je trouve ces deux conditions raisonnables.

Et de la désignation par les assemblées de leur propre exécutif ?

Les présidents de région, à l'avenir, devront être élus. Les préfets joueront le rôle de commissaires du gouvernement, dirigeant l'ensemble des services de l'Etat dans la région.

Mais nous n'en sommes pas là dans l'immédiat. Il faut inventer, dans le cadre de la loi, un certain pouvoir exécutif. Je viens d'assister, en Lorraine, à la manière dont cela est possible. Transformer les « commissions de synthèse » de la loi de 1972 en commissions permanentes du type des commissions des conseils généraux de département, au niveau qui donne à quinze ou dix, dans chaque région, soient les interlocuteurs réguliers à la fois de l'administration des services et de l'administration des élus. En commençant ainsi, on crée la concertation régionale sur les vrais problèmes et l'on démontre d'un même coup, devant les structures régionales de décision.

Comment doit s'organiser, dans le cadre actuel, la répartition des pouvoirs entre l'Etat et les régions ?

C'est beaucoup dépendra des dispositions d'esprit du gouvernement de Paris par rapport aux régions. A cet égard, je m'en réjouis au texte de l'accord conclu avec M. Giscard d'Estaing avant le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Ces nouvelles priorités ne doivent pas conduire à un allourdissement de l'appareil d'Etat. Elles passent, au contraire, par la reconnaissance des responsabilités locales qui supposent la reconnaissance d'une structure régionale de décision. Les régions devront, ainsi, être administrées par des élus. La mission des structures régionales devra se couvrir deux grandes catégories : le développement économique, social et culturel de la région ; les grands équipements collectifs

régionaux. La région devra disposer de ressources propres qui lui donnent les moyens de ses responsabilités.

Lois de rendre caduque cette prise de position du président de la République, la crise économique mondiale la rend encore plus actuelle.

Naturellement, il faut distinguer, à chaque instant, dans la répartition des tâches. Par exemple, une crise industrielle comme celle de l'aéronautique à Toulouse ne répond pas à la seule mission du pouvoir régional. C'est une affaire nationale. Et qui doit être traitée au niveau national, voire même international. Il s'agit d'une concurrence mondiale, et surtout, dans l'immense secteur de l'aéronautique. A ce niveau-là, c'est la « mondialisation » du problème qui est la réalité, et non pas sa « régionalisation ».

En revanche, si nous voyons une usine de verre dans une région comme celle de Rhône-Alpes aller vers une réorientation d'emploi, une série d'imprévisibles du marché, il est clair — nous en faisons l'expérience à chaque instant — qu'une concertation au niveau régional permet de pratiquer les reconversions et les réinvestissements nécessaires.

En résumé, tout réside dans une certaine rationalité et une certaine sagesse : une série de problèmes de la vie quotidienne, de l'activité économique et du cadre de vie, seront réglés au niveau régional ; une autre série (monnaie, protection sociale, grands équipements) seront réglés au plan national ; et, enfin, un ensemble croissant de problèmes (prix des matières premières, répartition des activités industrielles ; interdépendance des économies et des marchés ; traités sur les armements modernes et l'inspection internationale) formeront déjà une série d'imprévisibles au niveau planétaire. La mondialisation et la régionalisation sont complémentaires ; l'heure vient de leur réalisation commune.

Libre opinion

A QUOI BON LE PARTI RADICAL ?

par DIDIER BARIANI (*)

A fond d'elle-même, la France est, dit-on, radicale. S'en souvient-elle encore vraiment ? Le parti radical n'a plus, on sait, son audience d'autrefois dans l'opinion publique. Il vit laborieusement sur le flanc gauche de la majorité présidentielle. Certes, il a perdu une partie de ses troupes et de ses élus, qui tentent d'écarter sur le flanc droit de l'union : la gauche. Les deux fractions se disputent avec une ferveur toujours plus contestable l'authenticité d'un héritage de moins en moins perceptible à l'homme de la rue.

De cette famille dispersée, on a essayé tout récemment de réunir ceux des membres qui participent à l'actualité majeure : en attendant mieux, initiative heureuse qui aurait permis de voir revivre au parti radical le Centre républicain, né voilà bientôt vingt ans d'une coalition des radicaux, initiative, hélas ! ajournée, essentiellement, et bien qu'on s'en défende pour des questions de personnes, et cela malgré les efforts méritoires du secrétaire général de la place de Valois.

Dans l'état actuel de choses, le parti radical est, au sein d'un président, M. Servan-Schreiber, dont l'intelligence n'est mise en doute par personne, et qui a l'incomparable mérite de passer publiquement un certain nombre de problèmes de fond sur l'avenir de nos sociétés. Ses réflexions mériteraient souvent une considération plus attentive et plus large.

Malheureusement, bien des formes de son action publique témoignent de son passé un grand nombre de ceux qui ne sont pas ailleurs sans analyses. Il est sans doute navrant qu'il se soit soulevé par-dessus, mais, quel qu'il en soit, une formation politique ne saurait vivre uniquement à travers les déclarations de son président, aussi pertinentes soient-elles.

Les Valoisens disposent, en outre, d'un secrétaire général, Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, qui allie la diplomatie et le sens du contact à une profonde connaissance de la vie politique en général, et de sa famille politique en particulier, à l'égard de laquelle il conçoit un attachement profond. Dans un autre contact, les deux hommes pourraient se compléter harmonieusement.

Enfin, quelques parlementaires locaux et responsables de fédérations ont bien du mal et, en tout cas, bien du mérite à faire vivre le parti sur le terrain face à l'indifférence d'un certain nombre de leurs concitoyens.

Alors faut-il considérer que le parti radical a fait son temps comme force politique organisée ? Et son évolution naturelle le réduirait à une réserve idéologique revendiquée par des hommes politiques d'horizons divers ?

Sûrement pas ! Le parti radical peut jouer sans délai un rôle irremplaçable pour l'équilibre de la vie politique française s'il parvient à traduire les préoccupations d'un grand nombre de citoyens, inquiétés qu'ils se, ou demeurant, fort bien analysés et saisis.

Il s'agit, en réalité, d'orienter la politique de la majorité présidentielle vers des objectifs délibérément sociaux, libéraux et européens. Il s'agit également de défendre le citoyen, la liberté et l'autonomie de l'individu contre les excès du pouvoir. Il s'agit donc essentiellement de promouvoir par l'action des techniques sociales, et pour ce qui est « socialisme », commandées aussi bien par l'évolution de l'économie mondiale que par les exigences de la justice, mais en veillant à permanence à ce qu'il ne s'agisse là que de moyens en vue d'une finalité individualiste et humaniste.

Le parti radical n'a certes pas le monopole de ces idées et de ces objectifs, mais par tradition il en possède, une profonde connaissance et une grande expérience. En outre, il a, si l'on veut, à sa disposition, au travers de « Manifeste radical », un moyen de diffusion de sa doctrine au présent et à l'avenir.

Dans la conjoncture actuelle, où de tous côtés se fait sentir le besoin de dépasser la vie politique française et d'abandonner les simplifications outrancières d'une bipolarisation mal comprise à un grand nombre, le parti radical est le point de passage obligé de ces aspirations et de ces regroupements.

Il doit, en tout cas, constituer la base du regroupement de la gauche libérale, pour son efficacité, dans une formule d'intégration dont le degré reste à étudier. La Fédération de Paris du parti radical socialiste a, pour sa part, pris l'initiative à Paris de ce regroupement, elle s'emploiera à le favoriser sur le plan national.

Au-delà de la création de lignes nouvelles et de déclarations d'intention, un parti ne peut vivre réellement que s'il est utile à la vie politique d'un pays et que s'il a une partie importante des citoyens le ressentent comme tel. Nous avons le bonheur de croire que nous pouvons encore prouver quelque chose à ce sujet.

Bien des orientations données par le président de la République constituent, par leur contenu, un bel hommage à l'apport du parti radical et méritent le plus grand respect de tous ceux qui se trouvent du radicalisme. Elles devraient permettre au parti de trouver sa juste place au sein de la majorité et y jouer un rôle important pour le renouvelon du pays.

(*) Président de la Fédération de Paris du parti radical-socialiste.

pour votre métier ... y compris votre métier de parents :

LES MATHÉMATIQUES

544 pages grand format, 507 mots expliqués, 10 grands articles d'initiation.

Toutes les mathématiques modernes aussi bien que les mathématiques classiques, réunies en un seul ouvrage.

ENSEMBLES, NOMBRES, ALGÈBRE MODERNE, ALGÈBRE LINÉAIRE, ANALYSE LOGIQUE, STATISTIQUES, PROBABILITÉS, etc.

Vous avez des enfants et vous ne pouvez pas les aider. Vous êtes cultivé et vous êtes à peine de pas savoir. Vous êtes élève, vous ne comprenez plus aujourd'hui ce que vous saviez hier. Vous êtes manager, cadre, ingénieur... et vous souhaitez acquérir des notions de statistiques que vous ne savez où trouver. De plus, vous faites du marketing, de la publicité, de la médecine, et vous avez des « manques ».

Voilà ce que vous devez savoir : Parmi les nombreux ouvrages qui ont été consacrés aux mathématiques, celui-ci est le meilleur, car il parvient à donner l'essentiel des mathématiques aussi bien sur le plan historique que logique. — Le Monde

C'est une production de la Bibliothèque de la CEPL.

BON D'EXAMEN GRATUIT

Offre exceptionnelle rien d'autre à acheter !

à retourner au CEPL, 75000 Paris, France ; Palais-St-Jacques, 75001 Paris, Belgique ; Palais-St-Jacques, 75001 Paris, Suisse ; 20, av. Guillemin, 1009 Pully, Suisse.

Envoyez-moi sa communication gratuite à nos mathématiciens pour Durant 10 jours, j'aurai tout le

soir de prendre connaissance de cet ouvrage. Passé ce délai : Je pourrai le garder et le prêter gratuitement. Je pourrai le garder et le prêter gratuitement. Je pourrai le garder et le prêter gratuitement. Je pourrai le garder et le prêter gratuitement.

Prénom _____ Nom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Signature _____

Au-dessus des frontières

Comment, à l'intérieur de chaque région, le partage des responsabilités entre les métropoles et le reste du territoire ?

Il ne faut pas recommencer à l'échelon régional ce qui a été fait à l'échelon national.

Chaque région aura plusieurs centres. Il n'y a aucune raison que le grand centre industriel soit aussi la capitale administrative. Il n'y a pas de raison que la ville administrative soit aussi la capitale industrielle. Il faut laisser chaque ville se développer selon sa vocation. En règle générale, une capitale politique doit être une petite ville plutôt qu'une grande. A ce titre, les rapports entre les hommes et les femmes qui prennent les décisions sont plus intimes et plus faciles.

La soupe présidentielle

Champagne, bar en mousse et côté de bouef, le président de la République, en visite chez un artisan, a constaté que la soupe était bonne. Mais cette expérience n'est pas une affaire triviale, elle peut devenir une véritable affaire d'Etat s'agissant de quel point les solidarités régionales doivent jouer par-dessus les frontières nationales ?

Nous voyons, sur le tas, en Lorraine et en Alsace, combien il est évident que les solidarités régionales doivent jouer par-dessus les frontières. Il y a des années que nos voisins belges, luxembourgeois, suisses et allemands nous ramènent de pouvoir discuter directement sur les problèmes essentiels (grands équipements, navigation, autoroutes, aéroports, sécurité de l'emploi) avec des pouvoirs régionaux au contact direct des réalités. Paris a toujours, jusqu'à présent, été

En Nouvelle-Calédonie

M. STIRN SE PRÉOCCUPE DE L'ÉVOLUTION DU STATUT TERRITORIAL

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est arrivé jeudi 23 janvier à Nouméa, chef-lieu de la Nouvelle-Calédonie. Il devait être reçu par le conseil gouvernemental et par l'Assemblée territoriale et s'entretenir avec les représentants des organismes économiques. Au cours de cette visite, qui durera jusqu'au 30 janvier, M. Stirn se préoccupera de l'évolution du statut du territoire, de la reconstruction de l'industrie du nickel et de la réforme de la fiscalité.

Avant sa visite à Nouméa, le secrétaire d'Etat avait séjourné à Wallis et Futuna, où il s'était attaché à régler les séquelles de la crise traversée par ce territoire en novembre et décembre derniers (Le Monde des 29 et 30 novembre 1974).

LE PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE MET EN GARDE LA POPULATION

La préfecture de la Haute-Vienne a publié, jeudi 23 janvier, en fin de soirée, la mise au point suivante :

« Le bruit ayant couru que M. le président de la République devait venir à l'occasion de sa tournée limousine, le préfet de la Haute-Vienne, vient à mettre en garde la population contre de telles informations qui, dans la circonstance, ne constituent qu'une regrettable plaisanterie. En effet, il est exact que M. le président de la République a annoncé qu'il rendrait régulièrement visite à des particuliers, sans choix en sorte que sur des personnes ayant sollicité elles-mêmes l'honneur de sa visite. Les services de l'Élysée ont alors officiellement la personne concernée. Il est donc recommandé aux personnes qui pourraient être l'objet de sollicitations verbales d'a ce sujet de prendre immédiatement contact avec la préfecture. (...)

Les auteurs de cette plaisanterie auraient pu choisir un autre foyer que celui d'une famille modeste de onze enfants, à laquelle le préfet ne manquera certainement pas d'adresser au nom du président de la République, le dédommagement nécessaire.

LE DINER EN VILLE DU CHEF DE L'ÉTAT

Le dîner en ville du chef de l'Etat a eu lieu à Paris, le 23 janvier, au restaurant de l'Élysée.

ILS ONT VAINEMENT ATTENDU...

(De notre correspondant.)

Limoges. — Une famille de Limoges, M. et Mme Girac — les deux frères dans une usine de la ville — et leurs onze enfants ont attendu vainement autour de la table la venue du président de la République. Deux hommes s'étaient en effet présentés à leur domicile lundi dans la matinée et l'un d'eux avait déclaré en nom et qualité, le Babouin, envoyé de l'Élysée.

« Je suis chargé de vous faire savoir que M. Giscard d'Estaing, président de la République, viendra à l'occasion de sa tournée limousine, le 25 janvier, à 14 heures, au domicile de M. et Mme Girac. Les services de l'Élysée ont alors officiellement la personne concernée. Il est donc recommandé aux personnes qui pourraient être l'objet de sollicitations verbales d'a ce sujet de prendre immédiatement contact avec la préfecture. (...)

Le soir-dinant en voyez de l'Élysée, Mme Girac préparera le repas mais toute la maison sera attendue vainement l'Élysée illustre. Enfin tout le monde fit honneur au menu. — B. S.

Malgré l'absence de M. Giscard d'Estaing, le dîner en ville du chef de l'Etat a eu lieu à Paris, le 23 janvier, au restaurant de l'Élysée.



le P.S. et les renforts

M. GORAGUER
Maire de Quimper
Membre du Parlement
Membre de la Commission

le tc

96
37 N
Membre du CAE

150

Libre opinion
A QUOI BON LE PARTI RADICAL

Le P.S. et les radicaux de gauche renforcent leurs liens

Une certaine tension était manifestée au cours du dernier trimestre de 1974 entre le Mouvement des radicaux de gauche et le parti socialiste. Outre les revendications des radicaux de gauche en matière de circonscriptions électorales, les dirigeants du parti socialiste avaient fort peu apprécié de voir leurs alliés au sein de l'Union de la gauche socialiste et démocrate (U.G.S.D.) se proposer comme médiateurs dans le conflit entre le P.C.F. et le P.S. De cette manière, estimaient les responsables du P.S., les radicaux de gauche donnaient l'impression de renvoyer dos à dos communistes et socialistes, alors que le P.S. a le sentiment de subir une agression non fondée.

M. GORAGUER maire de Quimper ANNONCE SA DÉMISSION

M. Léon Goraguer (div. gauche), conseiller général et maire de Quimper (Finistère), a annoncé, le 21 janvier, qu'il se démettrait prochainement de ses fonctions de maire, sans préciser toutefois à quel moment interviendrait cette décision motivée par des raisons d'ordre familial et de santé.

Agé de soixante-trois ans, M. Goraguer, élu conseiller municipal en 1958, dirige depuis le décès de Yves Thépet, survenu en 1967, une municipalité d'union socialiste et radicale-socialiste. Sa démission, compte tenu des décès de trois conseillers municipaux et de la démission d'un quatrième entraînerait une élection partielle pour pourvoir les sièges vacants (1).

L'éventualité d'un tel scrutin pose déjà la question de savoir si, cette fois, les socialistes et les radicaux de gauche feront alliance avec le parti communiste. Cette alliance toujours renouée depuis 1968, date à laquelle la réalisation du Grand Quimper, a consenti à la fusion de quatre communes, avait provoqué une élection partielle qui s'était soldée par le succès de la liste socialiste et radicale. — (Corresp.)

la réconciliation qui avait suscité des réserves jusqu'au sein du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche.

Dans une déclaration commune publiée jeudi 23 janvier, les socialistes et les radicaux de gauche soulignent que l'union de leurs deux formations « dans le respect mutuel de leur personnalité propre doit être encore la meilleure garantie des changements politiques, économiques et sociaux que nous voulons instaurer. » Ils ajoutent : « L'efficacité commande aujourd'hui d'établir une concertation permanente dans les rapports entre le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche. »

A cet effet, les deux formations ont décidé de réunir chaque mois les instances nationales de l'U.G.S.D. Elles s'engagent à se rencontrer avant de prendre toute décision importante nécessitant par les problèmes d'actualité et demandant à leurs instances locales, départementales et régionales d'établir le même mode de concertation. Elles invitent « tous les militants, tous les élus du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche à unir leurs efforts en vue d'actions communes destinées à développer l'influence de leurs deux formations ».

Le comité central du P.C.F. constate une certaine hésitation chez les travailleurs

L'Humanité du 24 janvier a publié une analyse de la discussion qui s'est déroulée les 21 et 22 janvier au comité central du P.C.F. Le quotidien communiste explique que les dirigeants du P.C.F. ont noté que les arguments sur la crise développés par M. Giscard d'Estaing et par le patronat ne sont pas sans effet sur les travailleurs. En ce qui concerne le débat actuel au sein de l'union de la gauche, les membres du comité central ont constaté que si, pour l'essentiel, tous les membres du P.C.F. ont compris le problème en discussion, tous n'en sont pas « au point de traduire leur conviction en activité ». Chez les travailleurs, les dirigeants communistes estiment que « si l'inquiétude demeure, elle commence à devenir autre chose que le simple recul devant le débat ». « On s'inquiète davantage des dérapages du P.S. et de son refus de l'action commune », e, par exemple, noté M. Jean Barrière (Gironde). M. Lucien Séve, directeur des Editions sociales, a pour sa part, insisté sur le fait que « la bataille » engagée par le P.C.F. « est de longue haleine ».

La controverse au sein de la gauche

LES SOCIALISTES ÉLIMINENT LE P.C.F. DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Les dix-huit conseillers généraux communistes des Bouches-du-Rhône ont voté contre le budget départemental présenté, jeudi 23 janvier, par Mme Irma Rapuzzi, sénateur socialiste. Ils ont estimé que l'augmentation des impôts locaux était trop forte. Le budget représente une augmentation de 16,37 % des impôts, ce qui est trop important et doit être ramené à 8 %. C'est finalement par 23 voix pour (21 socialistes, 2 modérés) et 18 contre (communistes) que le budget a été adopté. Il y a eu 2 abstentions (1 U.D.R. et 1 apparenté communiste).

À la suite de cette rupture intervenue au sein de l'union de la gauche, socialistes et communistes sont entrés en concurrence pour la désignation de membres du conseil d'administration de l'office public d'aménagement et de construction et des membres de la commission départementale. Les sept candidats socialistes ont été élus au conseil d'administration, évincant ainsi les deux élus qu'avait jusqu'à présent le groupe communiste. Il en est allé de même pour la commission départementale. « Avant noté contre le budget, il n'était pas normal que nous participions à cette commission », avait notamment dit M. Louis Philibert, député socialiste, président de l'assemblée départementale.

Dans le Finistère, le comité breton du parti communiste met en cause la position prise par les conseillers généraux socialistes lors du vote du budget départemental, qui prévoit pour 1975 une augmentation des impôts de 18 %. « La majorité des conseillers généraux, soumis au gouvernement, ont pris en charge des dépenses qui reviennent à l'Etat. Seuls les conseillers communistes ont voté contre un tel budget », notent les communistes bretons.

Dans le Rhône, le bureau de la fédération socialiste a adressé à la fédération communiste « une proposition d'entente » afin de « ne pas laisser s'accroître des différences tactiques ».

M. SARRE ET LES TENTATIONS CENTRISTES DU P.S.

La déclaration de M. Georges Sarre, membre du secrétariat du P.S. et animateur du C.E.R.E.S., selon laquelle le parti socialiste serait susceptible de retomber dans des tentations centristes a été sévèrement commentée mercredi 23 janvier au bureau exécutif du P.S. puis dévaluée le lendemain à l'Assemblée nationale (la formule est de l'Humanité du 24 janvier) est intervenue. Le dirigeant du P.S. a en effet déclaré : « Quand Roland Leroy me cite, c'est une façon d'exploiter ma déclaration. (...) Est-ce qu'un seul Français peut croire qu'il y a des risques de voir le parti socialiste aller vers le centre ? Non. Aujourd'hui les risques sont absolument nuls. »

Enfin, M. Jean Popereau, membre du bureau exécutif du P.S. qui présentait jeudi l'ouvrage de Gilles Paulowski Jean Popereau et l'U.G.S.D. (éd. Saint-Germain-des-Près, 70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris), a déclaré à cette occasion : « Le mouvement unitaire est irrévocable pour le P.S. tel qu'il est. Je ne crois pas qu'existe le moindre risque que l'orientation choisie puisse être renversée en cause. » M. Popereau a insisté sur le fait que le mouvement socialiste français a toujours oscillé entre la dispersion et l'unité dans une organisation qui, comme la S.F.I.O. de M. Guy Mollet, n'offrait pas une démocratie interne suffisante.

● Au cabinet de M. Michel Dreyfus, ministre du travail, MM. Dominique Balmay et Michel Lhuignot, administrateurs civils, sont nommés conseillers techniques, par arrêté publié au Journal officiel du samedi 18 janvier.

● Au Conseil d'Etat, M. Marc Barbet, conseiller d'Etat, a été nommé président de la section de l'intérieur, en remplacement de M. Roland Maspétiol, admis à faire valoir ses droits à la retraite. M. André Hirschfeld est nommé conseiller d'Etat en remplacement de M. Barbet.

(Publié)

GRAND ORIENT DE FRANCE

SAMEDI 7^{ème} FÉVRIER 1975

De 9 h. 15 à 12 h. et de 14 h. 15 à 18 h.
Hôtel du Grand Orient - 16, rue Cadet - 75009 Paris

JOURNÉE D'ÉTUDE ET DE RÉFLEXION SUR LE PHÉNOMÈNE ASSOCIATIF ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

sous la présidence de
M. Jean-Pierre PROUTEAU
Grand Maître du G.O.F.
avec la participation de MM.
Henri CAILLAVET, Sénateur, ancien Ministre
Edgar PISANI, Sénateur, ancien Ministre
Maurice BRUGNON, Député
Michel BAROIN, Maître de conférences à l'École des Sciences Politiques
Paul HARVOIS, Professeur d'Enseignement Supérieur
James MARANGE, Ancien Secrétaire général F.E.N.
et de nombreuses personnalités.

Le colloque se terminera par une table ronde à laquelle pourront prendre part toutes les personnalités présentes.
Invitations à retirer au Grand Orient de France.

(PUBLICITÉ)

Contre l'urbanisme du pouvoir :

• PRENONS NOTRE VILLE EN MAINS !

Un projet socialiste pour Paris, édité par la fédération de Paris du PARTI SOCIALISTE.

En vente : 41, bd Magenta, 75010. 7 F Franco. C.C.P. PARIS 175059.

VACANCES

Il est temps d'y penser.

Malgré les circonstances, vous voulez partir, et vous avez bien raison. Mais cette année, plus que jamais, il ne faut pas vous tromper en choisissant votre agence de voyages. Avec le Tourisme Français, jouez donc l'expérience et la sécurité. Et puis, nos prix sont tous frais compris et forfaitaires. En 1975, cela compte !.

Nos 3 brochures sont parues : 650 pages d'itinéraires, de photos couleur, toute une gamme de formules de vacances bien conçues.

HORIZONS LOINTAINS : les grands voyages autour du monde.
L'EUROPE EN AUTOCAR : les circuits-découvertes.
SEJOURS EN AVIONS : les plus belles plages de Méditerranée.

Demandez-les en découpant ce bon, vous serez prêts pour passer de bonnes vacances.

le tourisme français

96, rue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 285.38.38
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 250.88.74
122 avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 285.38.38 poste 280
Succursales : CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, BRUXELLES.

LIC. A 77

Monsieur _____
adresse _____
ville _____
code postal _____

désire recevoir les 3 brochures de l'agence de voyages le Tourisme Français.

Joindre 2.50 F en timbres pour frais d'expédition.

POLITIQUE

LES PROJETS DE M. PONIATOWSKI

Les perspectives de modification de la loi électorale municipale, évoquées au conseil des ministres du 2 janvier dernier (« Le Monde » des 3 et 4 janvier), si imprécises qu'elles demeurent, sont l'objet de la part des élus locaux, d'un certain nombre de commentaires.

Dans la majorité, l'annonce de la mise à l'étude d'une réforme plus « proportionnaliste » n'a provoqué aucun enthousiasme, sans qu'une désapprobation globale de principe lui soit cependant opposée. L'U.D.R. doit examiner le projet au sein

Les perspectives de modifications de la loi électorale municipale

de son groupe parlementaire, mais aussi dans ses différentes instances. Les gaullistes ne sont pas « a priori » hostiles à l'introduction d'une certaine dose de représentation proportionnelle dans la désignation des conseils municipaux. Des élus, comme MM. Achille Peretti, député des Hauts-de-Seine et maire de Neuilly, ou Bernard Pons, député de Lot et conseiller municipal de Souillac, s'y sont même déclarés favorables. Mais l'U.D.R. redoute qu'il s'agisse d'un premier pas vers une extension du système à d'autres élections —

notamment législatives. En outre, de nombreux élus gaullistes ou modérés estiment qu'il conviendrait par ailleurs et par manque d'appuis syndicaux et autres des « opposants municipaux » (minoritaires) beaucoup moins remuants que ne le sont ceux de la gauche. L'« échange » ne leur semble donc pas équitable.

La gauche, de son côté, demeure très sceptique sur l'intention gouvernementale d'instaurer une véritable représentation proportionnelle. Ses commentateurs font observer qu'il ne leur est

pas possible de se prononcer avant que les grandes lignes du projet n'aient été définies, et ils regrettent le secret dont sont entourés à cet égard les travaux du ministère de l'Intérieur.

Le parti communiste rappelle à cette occasion son attachement traditionnel à la représentation proportionnelle intégrale pour tous les scrutins. Il redoute que le système préparé par les services de la place Beauvau, loin de répondre à cette revendication, ne favorise au contraire les regroupements de type centriste au détriment de leur

M. CAROUS (U.D.R., Valenciennes) : la politique ne doit pas envahir les conseils municipaux

Maire sans interruption depuis 1947 d'une ville de plus de trente mille habitants, j'ai été élu successivement au scrutin proportionnel avec panachage (1947 et 1953), au scrutin majoritaire à deux tours avec panachage (1959), et au scrutin majoritaire à deux tours avec listes bloquées (1965 et 1971).

Il s'agit de véritables entreprises, qui ne peuvent être gérées valablement que par des équipes unies autour d'un programme accepté par la population. L'élection municipale peut être évidemment influencée par des considérations d'ordre politique dans la mesure où se présentent des listes de candidats qui font elles-mêmes référence à une tendance. Mais si le scrutin se trouve ainsi politisé, la gestion ne doit plus être soumise aux affrontements d'une campagne électorale prolongée sur six années. Les inconvénients de ce système ont été suffisamment mis en lumière pendant douze ans pour que ceux qui ont vécu cette expérience soient amenés à considérer qu'il faut à tout prix éviter que la politique ne vienne envahir les mairies ; c'est là le rôle des assemblées parlementaires et il convient de leur en laisser l'exclusivité.

M. MARCELLIN (rép. ind., Vannes) : le jeu en vaut-il la chandelle ?

Faut-il changer la loi électorale municipale ? D'après un grand nombre d'informations parues dans la presse, l'objectif serait de séparer, au moment des élections municipales, les socialistes des communistes. L'observateur qui ne se serait guère aperçu, puisque ce sont surtout les élections politiques par excellence, législatives et présidentielles, qui condamnent à l'unité électorale socialistes et communistes. Constatons aussi qu'aujourd'hui, dans le majorité des villes de plus de 10 000 habitants où ils détiennent la mairie, les socialistes ne se sont pas préalablement entendus avec les modérés ou les centristes, ce qui ne les empêche nullement, dans ces mêmes villes, de s'allier eux communistes pour les élections présidentielles et législatives.

M. MORICE (cent. rép., Nantes) : le système actuel est plus efficace

On dit parfois que pour un homme politique la meilleure loi électorale est celle qui n'a été introduite sans doute ! Mais en est-ce si sûr ? Ce n'est pourtant pas un sentiment un peu trop étroit qui dicte ma réponse. Je suis partisan du maintien de la loi actuelle. Quelles sont les raisons de cette prise de position ? Une loi électorale est le plus souvent une loi de circonstance. Le gouvernement ou le Parlement qui la proposent le font dans un but défini dont le caractère politique est évident. On veut barrer la route à telle formation, ou briser telle ou telle coalition, ou plus généralement renforcer les effectifs d'une majorité sortante. On trouve des exemples sous la IV^e République comme sous la V^e. On se souvient de la loi électorale de 1956 établissant des apparentements, loi qui fut traduite par l'élection — non prévue — de trente députés pondusés.

En effet, la loi de 1965 a permis, dans un nombre important de grandes villes, d'apporter la décomposition de la valeur de ces coalitions allées, socialistes aux modérés. Une municipalité qui dispose d'une base électorale qui s'étend sur la même liste, est en même temps contrainte, si elle se trouve en contact étroit et permanent avec la population et agit ainsi avec plus de facilité et surtout plus d'efficacité que toutes autres.

SEMNAINE DE LA PENSÉE MARXISTE
29 janvier - 4 février 1975
(MUTUALITÉ)
LES FEMMES AUJOURD'HUI, DEMAIN
Pour tous renseignements : CEREM, 84, Bd Auguste-Blanqui, Paris (13^e) 336-45-34

Un appel téléphonique: 10000 chambres d'hôtel à votre disposition dans le monde au nouveau bureau des Hotels Americana.
Appelez Paris 359-4433
Ou n'importe quel bureau d'American Airlines en Europe.

AMERICANA HOTELS
Acapulco; Condes del Mar El Presidente Fiesta Terrey
Arabes: Americana Aruba Hotel & Casino Honolulu: Americana Ala Moana Los Angeles: Americana of Los Angeles Houston: Americana City Fiesta Palace Miami Beach: Americana of Bal Harbour New York City: Americana of New York Papeete: Americana of Papeete Palm Springs: Gayton Hotel Racquet & Golf Resort Puerto Rico: Americana of San Juan Rochester, N.Y.: Americana of Rochester Seoul, Korea: Chosun Washington, D.C.: Shoreham Americana

AMERICANA INNS
Albany, N.Y.: Americana Inn of Albany Cincinnati: Americana Inn Cincinnati Airport Dallas/Ft. Worth: Americana Inn of the Six Flags New York City: Americana City Squire Inn Rochester, N.Y.: Americana Inn Towns House

Americana Hotels
90, Champs Elysées, Paris 75008
American Airlines vous offre une plus grande hospitalité.

Il a été fait état de deux nouveaux modes de scrutin possibles pour les futures élections municipales, et tout d'abord la proportionnelle, pour les villes de plus de 30 000 habitants. Que se passerait-il ? Au seul et unique tour, les communistes et les socialistes présenteraient, chacun, une liste qui ferait le plein des voix de chaque parti. Ce qui leur donnerait une chance supplémentaire, en additionnant leurs conseillers municipaux élus, d'éliminer le maire et les adjoints, car n'oublions pas que : 1) c'est l'élection du maire qui a le plus d'importance ; 2) aux élections présidentielles, M. Mitterand a obtenu 51 % des suffrages dans les villes de plus de 30 000 habitants. La deuxième mode de scrutin possible, si l'on en croit la rumeur publique, est celui qui permet à la majorité absolue d'être élue en entier, et, au deuxième tour, joue la proportionnelle. Avec un tel mode de scrutin, il faut mettre tout en œuvre pour passer au premier tour et donc constituer une liste qui puisse passer tout entière au premier tour. On condamne ainsi, dans de très nombreux cas, les socialistes et les communistes à s'unir avant le premier tour.

M. BAUDIS (rép. ind., Toulouse) : renforcer la décentralisation et la participation

Une réforme électorale du scrutin municipal concernant les grandes et moyennes villes paraît utile et nécessaire pour plusieurs raisons. Il faut en fait rechercher une formule qui cumule les avantages et la diversité des tendances dans le conseil municipal et de la stabilité au niveau de la gestion administrative. Cela exerce dans son principe le scrutin majoritaire avec des listes présentées sur l'ensemble de la commune, empêche la participation d'hommes issus de certaines origines politiques ou sociales, alors que toute critique ou contestation est plus positive à l'intérieur qu'à l'extérieur d'une assemblée. Dans la mesure où elle doit s'accompagner de contre-propositions pour devenir sérieuse. Mais une proportionnelle intégrale déboucherait souvent sur des conseils paralysés par le blocage d'un très faible groupe charnière, ou serait soumise à la pression, à

l'ambition déçue, de quelques-uns. La France a rejeté sans regrets l'instabilité de la IV^e République au niveau du gouvernement. Il serait vraiment fâcheux de l'implanter au sein des assemblées communales. Pourquoi ne pas s'orienter vers un système qui tienne compte de l'évolution satisfaisante des villes vers plus de décentralisation et de participation ? Des maires de quartier, des équipements socio-culturels ou sportifs de secteur, en ont préparé la voie, à la satisfaction de tous.

M. CLOUET (ind., Vincennes) : pour l'élection du maire au suffrage universel direct

Il arrive fréquemment, notamment dans le cas du système proportionnel (mais aussi dans celui du scrutin majoritaire lorsque les listes ne sont pas bloquées) que le maire soit élu de façon peu convaincante et à une faible majorité relative. Dès lors, son autorité est médiocre et la gestion municipale se trouve soumise à des aléas de gravité variable dont le plus importants est le refus de voter le budget.

Cet état des choses de fait qui obtiendrait la majorité des suffrages, soit au premier, soit au second tour, serait élu maire, étant entendu que seuls pourraient rester en lice dans ce dernier cas les deux candidats venus en tête au premier tour. La liste du chef de file élu maire se verrait attribuer la moitié des sièges. L'autre moitié serait répartie à la proportionnelle entre toutes les listes présentes au premier tour au prorata des voix obtenues par chacune d'elles. Dans la logique de la formule qui précède, il ne serait pas anormal que soit offert au maire, dans certains cas, la possibilité de dissoudre le conseil municipal et de provoquer de nouvelles élections qui le conduiraient à remettre en jeu son propre mandat.

M. FRÉVILLE (centriste, Rennes) : une équipe représentant l'ensemble de la population

Je ne connais du projet qui serait en gestation que ce que la presse, en a dit. Je m'en tiendrai donc au plan des principes et des généralités. Maire depuis vingt-deux ans, j'ai connu dans les villes de plus de 30 000 habitants la proportionnelle et le régime des listes bloquées. L'application des deux régimes n'a pas eu de développement de notre cité, et la politique d'aménagement global — particulièrement grande — déclinée dans ses grandes lignes sous le premier et deuxième mandat mis en œuvre sous le second.

C'est la raison pour laquelle j'ai combattu à l'Assemblée nationale, en mai 1964, pour le maintien de la représentation proportionnelle lors des élections municipales. Je maintiens ce point de vue, mais l'explique de la façon suivante : il faut à penser qu'il serait conforme, à une saine conception de l'administration communale de prévoir, tout en assurant la représentation proportionnelle, les moyens de donner une certaine prime à la fraction majoritaire, de façon à éliminer les incertitudes administratives et les stagnations et dommages au bien commun.

COMPTABILITÉ INDEXÉE

dont la phase préparatoire est le **Calcul indexé**

du montant réel du bénéfice (ou du déficit), l'impôt restant celui basé sur le bénéfice dans la comptabilité « à parts doubles », qui, hélas ! est encore légale !

Déjà près de 200 entreprises pratiquent le « Calcul indexé ».

Exemples de bénéfices (ou de déficits) par secteur :

Légale Réel	Calcul Indexé	Légale Réel	Calcul Indexé
Allied Chemical	4 75 1 71	British Petroleum	1 25 7 1
Bethlehem Steel	4 75 2 20	British Leyland	2 3 0 0
U.S. Steel	8 01 2 00	International Comp.	2 3 3 (7 0)

(Déficit)

Le promoteur du Calcul Indexé est Alexandre Dubois (1898-1964), ingénieur de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne, qui adopta en 1947 le Calcul Indexé aux Ateliers de Bonpoint, à Saint-Etienne.

Je distribue gratis et franco de port un ouvrage enseignant le Calcul Indexé.

Émile Krieg, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS

Alexandre Dubois fut par excellence le promoteur de la réforme de l'entreprise. Avant de recommander l'ouvrage suivant : Alexandre Dubois, sa vie, son œuvre, Monographie, Préface de M. R. Lebrun, 4 francs franco, chez Imprimerie de France, 4, rue Rollin-Ségurier, 75004 Châteaufort-le-Bel.

quiètent

ET DA

A DUROMÉA (I) proportionnelle

OPERAT
Toutes les...
aux...
OPERATION
SUR LES CALCULS
le plus grand choix

COMMENT
TRE TOUJOURS
PLEINE FORME

CURE DE
PHYSIOTHERAPIE
BIROUMANE

COMITOUR

كسب من الاجل

150

POLITIQUE

inquiètent de nombreux élus de la majorité sans satisfaire la gauche

partil, et n'accusent pour les socialistes les séductions de la cooptation municipale avec la droite.

M. Poniatowski deux hypothèses de travail, parmi plusieurs autres. La première consisterait en une répartition proportionnelle des sièges au second tour entre les deux listes arrivées en tête en premier.

sommes hennés à demander à un certain nombre de maires de grandes villes quelles réflexions leur inspire le système électoral actuellement en vigueur et quelles seraient, selon eux, les améliorations qu'on pourrait y apporter.

formulées par ces élus locaux qui ont presque tous des responsabilités électives nationales.

... ET DANS L'OPPOSITION

M. DUROMÉA (P.C., Le Havre) : pour la proportionnelle à toutes les élections

A la demande de M. Giscard d'Estaing, le ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski, prépare — en secret, comme à l'accoutumée — un projet de réforme de la loi électorale municipale.

Les élections, et pas seulement municipales. Un exemple pris au Havre illustre bien cette nécessité, puisque les sept cantons électoraux urbains varient de cinq mille à quarante et un mille électeurs, pour des raisons aussi évidentes que révoltantes.

M. JOURDAN (P. C., Nîmes) : un plan visant à disloquer l'union de la gauche

L'annonce faite par le pouvoir, parmi ses objectifs pour 1975, de la mise en point d'un projet de réforme de la loi électorale municipale, a de quel espoir l'inquiétude légitime des travailleurs, des démocrates et de l'ensemble des forces de progrès de ce pays.

M. MAUROY (P.S., Lille) : pouvoir gouverner sans écraser et participer sans cautionner

Le mode de scrutin en vigueur pour les élections municipales est particulièrement injuste et inadéquat. En effet, le système majoritaire et les listes bloquées aboutissent inéluctablement à réduire dans des proportions importantes le nombre des citoyens représentés dans les assemblées ainsi élues.

opérations qui seraient conçues pour régler des problèmes internes à l'actuelle majorité. On ne doit pas tricher avec un système électoral. Le parti socialiste, pour sa part, et cette notion figure clairement aussi dans le programme commun de gouvernement, est favorable à un véritable scrutin proportionnel, donnant à chaque formation la part correspondant effectivement aux voix que lui a accordées le suffrage universel.

loi électorale municipale

VS LA MAJORITE

M. MORICE

M. FREVILLE

OPERATION CHOC SUR LA HI-FI. Toutes les grandes marques aux prix les plus bas. OPERATION SUPER CHOC SUR LES CALCULATRICES ELECTRONIQUES. Le plus grand choix - Les plus grandes marques. WASHINGTON ELECTRONIC

COMMENT ETRE TOUJOURS EN PLEINE FORME. ... alors que vous êtes surmenés, déprimés par le rythme de la vie quotidienne? Pourtant il existe, en Roumanie, un traitement qui, dans des instituts dotés de la technique la plus moderne, vous redonne vitalité et dynamisme.

CURE DE PHYSIOTHERAPIE EN ROUMANIE. COMITOUR votre tourisme-conseil. 161 rue Saint-Honoré Paris 1. Tel. 260.38.55

CLINIQUE DES CHARMETTES S.A. Chemin de Mornes, 10 CD-1303 Lausanne/Suisse. Tél. 021 22 41 31. Gynécologie et Obstétrique. Ouverte toute l'année.

vient de paraître : Michel Massenet LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE. Pour un Etat sans bureaucratie. Editions HOMMES ET TECHNIQUES. Diffusion : DIFF - EDIT.

(Publicité) POURQUOI LES HOMMES MESURANT 1,80 m. OU PLUS ET LES HOMMES FORTS PRÉFÈRENT S'HABILLER CHEZ « JOHN RAPAL »

PARCE QUE le styliste français de renommée mondiale qui à Londres, New-York, habille les hommes grands et les hommes forts a saisi au point avec JOHN RAPAL une superbe collection « Prêt-à-Porter » de costumes, pardessus, gilets, vestes de sport, pantalons, chemises, pull, dans des tissus de grande qualité.

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30. LUSHEUX. CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE. 7, RUE DE L'ÉGLISE - 92250 LA GARENNE

après inventaire prix exceptionnels sur tous nos tapis 20% ORIENS d'origine 15% CHINOIS ROUMAINS d'origine. Les Lisses de France. 98 bd haussmann Paris 8. tél. 522 88 25 - 88 68. VELIZY 2 tél. 946 28 36

PIANOS ORGUES CLAVECINS Plus de 150 marques - 300 modèles exposés piano center 242.26.30

en location 1 immeuble pour 1000 personnes. CHANTE-COO : DES BUREAUX HEUREUX! Knight Frank & Rutley France. 260.67.53

ASSUREZ-VOUS DES REVENUS LOCATIFS ANNUELS INDEXÉS EN SUISSE EN FRANCS SUISSES nets d'impôts et taxes INVESTISSEZ DANS LES MOBIL HOMES. CRANS-SUR-SIERRE (VALAIS). CREDIMO 1, route de Florissant 1206 GENÈVE

ENVOYER DOCUMENTATION GRATUITE A. NOM, ADRESSE, PAYS, TEL.

COMPTABILITE INDEXE Calcul indexe

DIPLOMATIE

Israël et la C.E.E. s'engagent à supprimer progressivement les droits de douane sur les produits industriels

Bruxelles (Communauté européenne). — Un nouvel accord de libre-échange entre Israël et la Communauté a été paraphé jeudi 23 janvier à Bruxelles; il devrait être signé à Tel-Aviv dans le courant du mois de mars. Son objectif prioritaire est d'éliminer pour l'essentiel et progressivement les obstacles tarifaires qui entravent encore le commerce entre les deux parties.

Aux termes de l'accord avec Tel-Aviv, la Communauté s'engage à supprimer complètement les droits de douane perçus sur les importations des produits manufacturés israéliens d'ici le 1^{er} juillet 1977. Cependant, pour un nombre limité de produits « simples » (produits pétroliers raffinés, tissus de coton, certains vêtements), la C.E.E. soucieuse de préserver ses propres entreprises

est autorisée à instituer un régime de « *plafonds* » au-dessus desquels des droits de douane pourraient être rétablis.

Israël, dont l'industrie est plus jeune, disposera de délais sensiblement plus longs : pour 60 % des importations en provenance de la C.E.E. les droits de douane

La Communauté, soucieuse d'établir une zone d'échanges préférentiels avec ses voisins méditerranéens, négocie actuellement des accords de même nature avec l'Algérie, la Maroc, la Tunisie et l'Espagne. Enfin, la commission vient d'adresser aux Etats membres un projet de mandat de négociation avec l'Egypte, le Liban, la Syrie et la Jordanie.

De notre correspondant

doivent être supprimés d'ici le 1^{er} janvier 1980. Pour les 40 % restants, la démobilitation tarifaire commencera le 1^{er} juillet 1977 pour s'achever en principe le 1^{er} janvier 1980. Cette échéance pourra cependant, si nécessaire, être retardée au 1^{er} janvier 1983. Jusqu'en 1983, l'accord prévoit la

faculté pour les Israéliens de relever certains droits de douane afin de favoriser le développement de nouvelles industries; les droits de douane ainsi instaurés devraient être eux aussi éliminés au 1^{er} janvier 1980. Au plus tard à cette date, la Communauté et Israël formeront une zone de libre-échange industriel.

L'accord prévoit aussi une réduction substantielle des droits de douane perçus sur les principaux produits d'exportation agricole d'Israël : 80 % pour les conserves d'agrumes; 70 et 60 % pour les jus de tomates et les jus d'agrumes. La réduction sur les oranges a été fixée à 80 % sur le marché des six Etats membres fondateurs de la C.E.E. et à 80 % sur les marchés du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

M. DESTREMAU VA SE RENDRE EN ASIE ET EN AMÉRIQUE LATINE

M. Bernard Destremau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a annoncé le jeudi 23 janvier, au cours d'un déjeuner offert par la presse diplomatique française, qu'il effectuait un voyage en Asie en février et en Amérique latine en mars.

Il se rendra en visite à Ceylan du 15 au 19 février, puis au Bangladesh les 21 et 22 du même mois et enfin, du 23 au 26 février, à Extremadura, où il représentera la France aux cérémonies de couronnement du roi du Népal.

M. Destremau sera à Lima du 17 au 21 mars et présidera ensuite la délégation française aux travaux des commissions mixtes franco-équatorienne, puis franco-columbiennes.

PROCHE-ORIENT

Selon le « *New York Times* »

Washington va livrer à Tel-Aviv deux cents missiles sol-sol à courte portée

Le « *New York Times* » annonce ce vendredi 24 janvier que les Etats-Unis vont vendre à Israël deux cents missiles d'une portée d'environ 112 kilomètres et qui peuvent être dotés d'une charge conventionnelle aussi bien que d'une ogive nucléaire. Précédemment, Washington avait livré à Israël des avions de combat et des bombardiers pouvant porter des armes nucléaires.

M. Rabin répond aux propositions de M. Sadat

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Itzhak Rabin n'a pas résisté, finalement, au désir de répondre aux propositions contenues dans l'interview accordée au *Monde* par le président Sadat. S'adressant jeudi 23 janvier à des délégations de l'Appel juif unifié, le premier ministre israélien a précisé que sa réponse se rapportait non seulement aux propos publiés par le *Monde* mais à tous ceux que le président égyptien avait tenus ce mois-ci.

C'est une réponse de principe que donne M. Rabin, qui affirme qu'il ne saurait accepter de conditions préalables à une négociation. Or, estime le premier ministre, le président Sadat met une condition en indiquant qu'Israël devra se replier en trois mois sur les trois fronts. « On ne peut, ajoute-t-il, accepter la moindre notion de limitation de temps qui pourrait être considérée comme une ultimatum. »

Après s'être félicité que le président égyptien ait cautionné les efforts entrepris par M. Kissinger, M. Rabin a dit qu'une nouvelle rencontre à Genève n'était pas redoutée par Israël, « mais à condition, a-t-il indiqué, que les conversations qui se dérouleront ne soient pas conformes aux souhaits définis actuellement par les Arabes, car ce serait alors l'imposée et peut-être la guerre. »

C'est vers M. Kissinger que les regards vont maintenant se tourner. Le secrétaire d'Etat fera une

tournee des « capitales des pays de l'effacement » dans la prochaine quinzaine. Les nouvelles de Washington ne placent pas ce voyage — aux yeux des Israéliens — sous le signe de l'ingérence. « Il s'agit de l'intérêt des Etats-Unis qu'Israël soit pacifique et bien défendu », a déclaré le président Ford au cours d'une interview télévisée, et la grande presse américaine fait des révélations sur des opérations israéliennes de matériel de guerre modernes par les Etats-Unis à Israël.

ANDRÉ SCAMAMA.

CORRESPONDANCE

Une lettre

de M. Jean Daniel

Au sujet de *Compte rendu de l'émission « Point sur l'automne 2 »* (Le Monde du 24 janvier), M. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, nous écrit :

« Je n'ai pas dit, car je ne le pense pas, que les Arabes ne peuvent pas accepter l'existence de l'Etat juif. Certains l'acceptent déjà sous condition, d'autres non. Je ne l'ai pas dit, parce que je ne le pense pas, mais si je l'avais pensé et si je l'avais dit, ceux qui ne connaissent savent que je n'aurais pu le faire tranquillement. Ce n'est ni votre manière, ni la mienne d'être tranquilles devant le tragique. »



ENSEMBLE DAME, blouson salopette, enveloppe polyamide, ouatrage 100% polyester, coloris : turquoise, matro, orange 410 f **328 f**

ENSEMBLE HOMME, blouson salopette, enveloppe polyamide, ouatrage 100% polyester, coloris : marine coquelicot, RAF 425 f **340 f**

SKIS frêne contrecollé, semelle polyéthylène, carres acier, protège-spatsule et talon métal 180 x 210 **138 f**

BATONS coniques en Durollinox, poli brillant **22 f**

NOUVELLE BOUTIQUE SKI
MAGASIN 2 - 1^{er} ETAGE

Samaritaine
PONT-NEUF (rivoli) • VELIZY 2 • ROSNY 2 • CERGY

AVEC SES **SOLDES FANTASTIQUES**

MONDIAL MOQUETTE
RESTE LE MOINS CHER!
A QUALITE EGALE

MOQUETTE DECOREE
100% NYLON
GRANDE LARGUEUR
29 F le M²

SUPER TAPIS AIGUILLETE
MARQUE RENOMMEE
STOCK LIMITE
10 F le M²

MOQUETTE ANGLAISE
L'ARGEURS 3,66 et 4 m
COLORIS MAGNIFIQUES
59 F le M²

1500 FINS de ROULEAUX SACRIFIEES
TOUTES GAMMES
TOUTES QUALITES
A TRES BAS PRIX

APRES INVENTAIRE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

DEPECHEZ VOUS!
100 000 m² EN STOCK!

OUVERT : LUN - MAR - MER - JEU - VEN
9h à 21h
SAMEDI - DIMANCHE
9h à 20h

MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, R.N. 5, Tél. 338.44.70

PARIS 14^e : 90, bd Jourdan, 50 m porte d'Orléans, Tél. 336.38.62

SARCELLES : 29, av. de la Division Leclerc, R.N. 16, Tél. 990.00.77

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m Pte des Lilas, Tél. 858.16.46

PARIS 13^e : 40, Quai d'Austerlitz, face gare d'Austerlitz, Tél. 331.72.38

PARIS 19^e : 144, bd de la Villette, M. Cl. Fabien et J. Jaurès, Tél. 203.00.79

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni, Tél. 605.45.12

COIGNIERES (N 10) : près Trappes route du Pont d'Aulneau - Tél. 461.70.12

Irland
Britanniques
que durera la

VENEZ SKIER
avec l'Union
des étudiants juifs
France o La Plage

248

سكنى من الامم

1501

EUROPE

Irlande du Nord

Les Britanniques renoncent à négocier tant que durera la flambée de violence

Belfast (Reuter, A.F.P.). — Les autorités britanniques ont fait savoir au Sinn Féin, alle politique de l'IRA provisoire pour la fin de tout contact aussi longtemps que durerait l'actuelle flambée de violence. Pour sa part, l'IRA provisoire ne s'est pas encore prononcée sur les propositions britanniques. Celles-ci portaient, selon des informations non confirmées, sur la réduction des effectifs anglais, en Ulster, de quatre mille à cinq mille hommes et la libération de cinq cents internés dès que les violences auraient cessé.

Une bombe a causé d'importants dégâts, jeudi 23 janvier, au foyer de l'hôtel Europa de Belfast, qui a déjà été la cible de vingt-six attentats. L'explosion n'a pas fait de victimes, les clients ayant été évacués à temps. Le même jour, le village de Newtown-Hamilton, à la frontière des deux Irlande, a été évacué par des hommes armés et avaient conduit un camion-citerne contenant 10 000 litres de carburant, avec une bombe à bord. Elle a pu être désamorcée à temps.

● A LONDRES, un professeur a été blessé par balles à son domicile par des inconnus se réclamant de l'IRA et qui, semble-t-il, l'ont confondu avec un major de l'armée qui habite deux portes plus loin, dans la même rue. Une bombe a explosé dans une station de pompage.

● A DUBLIN, les autorités de la République d'Irlande ont fait

libérer, pour raisons de santé, M. Joe Cahill, ancien commandant de l'IRA provisoire pour la ville de Belfast, qui purgait une peine de trois ans de prison. Il souffrait d'une affection circulaire cardiaque.

Autriche

L'OPPOSITION DEMANDE L'ORGANISATION D'ELECTIONS ANTICIPÉES

(De notre correspondant.)

Vienne. — Après maintes tergiversations, l'opposition populiste autrichienne s'est résolue à déposer, jeudi 23 janvier, une motion pour demander l'organisation d'élections anticipées le 8 juin prochain. Cette décision a été rendue publique par la voix du président de l'Ö.V.P., M. Schleinzer, au cours d'une conférence de presse impromptue.

Le chancelier Bruno Kreisky a immédiatement réagi. Selon lui, la date des élections doit rester fixée, comme prévu, au premier dimanche du mois d'octobre. Toutefois, le chancelier a indiqué qu'il revenait aux instances dirigeantes du parti socialiste (S.P.O.) d'en décider.

La décision du Parti populiste a d'autant plus surpris les milieux politiques autrichiens qu'il y a quinze jours encore M. Schleinzer affirmait ne pas vouloir déposer de motion en faveur d'une dissolution du Parlement avant les vacances. L'initiative du président de l'Ö.V.P. répond aux vœux de ceux qui, dans son parti, estiment que l'opposition a actuellement le vent en poupe. Depuis un an, les socialistes n'ont pas gagné une seule élection dans les Landers, à l'exception de Vienne.

M. Schleinzer, en prenant l'initiative, espère mettre le gouvernement et le parti socialiste dans l'embarras. Sur le fond, le moment semble avoir été choisi en raison de l'important déficit financier qui vient d'être révélé ; les rentrées d'impôts sont inférieures d'environ 7 milliards de schillings par rapport aux prévisions, notamment en raison du rendement insuffisant de la taxe à la valeur ajoutée (4,2 milliards de schillings de moins que prévu).

A. Rd.

U.R.S.S.

Le mois « d'absence » de M. Brejnev

De notre correspondant

Moscou. — Voici un mois que M. Léonid Brejnev n'a pas été vu en public et que les autorités soviétiques n'ont donné aucune explication officielle sur son absence. Sa dernière apparition remonte au 24 décembre dernier lorsqu'il a assisté à l'ouverture de la session du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Cinq jours plus tard, il recevait les ministres égyptiens des affaires étrangères et de la défense pour leur communiquer sa décision de ne pas assister, pour le moment, de voyage au Proche-Orient ; mais il n'existe aucune photographie de l'événement.

Selon la version égyptienne de la rencontre, le secrétaire général avait reçu les deux ministres « allongés », dans une datcha située à plusieurs dizaines de kilomètres de Moscou.

Selon l'agence Tass, M. Brejnev a également assisté, le 8 janvier, à l'enterrement de sa mère au cimetière de Novodévitchi. Mais aucun observateur occidental n'a vu le secrétaire général, dont le limousine était entrée directement dans le cimetière. Jeudi soir cependant, on confirmait, de source soviétique, que M. Brejnev était bien présent à Novodévitchi. On ajoutait qu'il reprendrait « bientôt » sa place aux côtés de ses camarades du bureau politique. Que lui-même entend par « bientôt » ? Une dizaine de jours, deux semaines au maximum, semble-t-il. Au même moment, il est vrai, une nouvelle rumeur se répandait dans certains milieux étrangers de Moscou : le secrétaire général aurait été libéré de ses fonctions. Mais, ce vendredi matin 24 janvier, comme tous les jours depuis un mois, le nom de M. Brejnev est en bonne place dans la Pravda.

Alors ? Alors, il faut continuer à attendre, à traquer des signes extérieurs, parfois contradictoires, comme par exemple tel article de la Pravda insistant lourdement sur le principe de la collégialité, ou tel article de Ljermstovmaya Rossia vantant

les prouesses militaires du colonel Brejnev au cours de la seconde guerre mondiale.

Dans une dizaine de jours, on seure au moins à quel s'en tenait sur les informations d'origine soviétique concernant un retour du secrétaire général.

Toujours selon les mêmes sources, M. Brejnev ne serait atteint d'aucune maladie incurable. Très fatigué par ses rencontres avec le président Ford et Giscard d'Estaing, ainsi que par son voyage en Mongolie, affecté par le mort de sa mère, il aurait simplement mis longtemps à se relever d'une maladie pulmonaire. C'est pourquoi, ajoute-t-on, il n'a reçu ni le premier ministre australien, M. Whitlam, ni le ministre polonais des affaires étrangères, alors qu'il avait accusé, par exemple, le 10 de 1974, le ministre polonais de la défense.

Quant à l'annulation du voyage au Proche-Orient, certains officiels soviétiques reconnaissent maintenant en privé qu'après tout des raisons politiques ont très bien pu le motiver.

JACQUES AMALRIC.

« Les choses ont changé... »

Jusqu'à présent, les correspondants étrangers accrédités ou venant en U.R.S.S. jouissaient du droit élémentaire de détenir n'importe quel livre.

Un durcissement en la matière vient d'intervenir d'urgence. Ainsi, trois journalistes (un Français, un Américain et un Italien) ont dû abandonner entre les mains des douaniers, à leur arrivée, le *Panorama* en U.R.S.S., de Michel Tapp, ouvrage interdit en U.R.S.S. Le livre ne sera rendu qu'à leur départ.

« Les choses ont changé », a-t-on dit au journaliste italien, qui s'étonnait, car il était déjà venu à plusieurs reprises avec ce livre en U.R.S.S. sans avoir en aucun cas.

Sans doute les autorités cherchent-elles à décourager, en ce moment de conjonctures, les recherches « kreninologiques ».

Un vrai « cinglé » de hi-fi

Dans sa famille, tout le monde a toujours fait de la musique. Lui-même joue du piano. Mais « moins bien que mes frères » confesse-t-il. Est-ce la raison pour laquelle il s'est tourné vers un instrument plus moderne, la chaîne haute-fidélité ?

Toujours est-il qu'aujourd'hui, à 23 ans, Philippe Taieb est sans conteste l'un des tous premiers spécialistes français en matière d'installations hi-fi.

Très tôt, ce vrai « cinglé de fidélité » s'est trouvé insatisfait : aucune des chaînes vendues sur le marché n'était capable de restituer un enregistrement dans son intégralité, comme le ferait un matériel professionnel. Aussi commença-t-il à « bricoler » lui-même ses propres installations, pour lui, pour ses frères, pour ses parents. Il finit par créer, dans la maison de campagne familiale, un véritable studio d'enregistrement : les cinq frères y réalisèrent quelques disques.

Entre temps, un séjour à la Faculté des Sciences lui permettait d'acquiescer la base théorique qui lui manquait pour dépasser le stade « artisanal ».

Un soir, un ami musicien vient en visite. Stupéfait par la qualité de ce qu'il entend, il demande à Philippe Taieb de lui réaliser une installation semblable. Ce sera le premier client. Et le début de l'engrenage. Car le premier ami lui envoie deux autres, lesquels à leur tour en font autant. Une sorte de club privé des clients Taieb se constitue bientôt, composé d'industriels, de médecins, d'artistes. Comme cette chanteuse qui, entendant l'une de ses propres bandes sur une installation Taieb, se sépara aussitôt de la chaîne qu'elle venait d'acquiescer pour en commander une à Philippe, puis deux, puis trois.

Aujourd'hui Philippe Taieb franchit une nouvelle étape. Il veut dépasser le cercle d'intimes qui l'entourait jusqu'ici et conquies un public plus large. Pour ce faire, il ouvre boutique à Paris. Au 145, rue de la Pompe.

Le secret de Philippe Taieb tient en deux phrases. Premièrement, il faut que tous les maillons soient bons pour qu'une chaîne soit bonne. Deuxièmement, il ne suffit pas que tous les maillons soient bons pour qu'une chaîne soit bonne.

Autrement dit, il n'y a pas de haute fidélité sans matériel de très haute qualité. Mais cela ne suffit pas. Il y a tout un travail d'engineering à faire, une étude acoustique *in situ* de l'implantation. Philippe Taieb ne vend pas du matériel. Il vend une installation « clés en mains ».

Vous trouverez rue de la Pompe des appareils qu'on ne trouve pratiquement nulle part ailleurs. Comme le bloc ampli-tuner SAE, qui coûte plusieurs millions d'anciens francs. Ou la platine Empire, sans doute la meilleure platine au monde, dont on est trop souvent réduit à o utiliser que la cellule. Tout cela est en démonstration (avec les enceintes JBL 4350, à proprement parler incommensurables) au moyen d'une discothèque de deux à trois cents disques : ou presque tous les « cas » sont représentés (citations notamment un enregistrement de piano tout à fait exceptionnel — et l'on sait qu'il n'y a pas de test plus difficile pour un matériel hi-fi).

Toutefois Philippe Taieb ne s'intéresse pas qu'au « gros » matériel. Pour lui, en effet, « il existe une installation optimale pour chaque niveau de prix ». Et son expérience de « perfectionniste » lui permet de guider au mieux le neophyte sur la voie royale de la haute-fidélité. Le débutant trouvera rue de la Pompe du matériel de première qualité à partir de 2.000 F.

Quant au magasin lui-même — dont les travaux ont été « corrigés » en permanence, en cours de route, jusqu'à l'obtention du résultat maximum — il est tout entier conçu comme un vaste auditorium, permettant notamment une véritable écoute quadriphonique. A notre connaissance, une telle qualité d'audition n'existe nulle part ailleurs à Paris.

Jean-Marc Labbé

Philippe Taieb, conseil en haute fidélité, 145 de la Pompe, 75016 Paris. Téléphone 553.58.46

PROCHI-ORIENT

Washington... deux cents millions...

M. Kahr...

CHANGES...

ES STIQUES

MONDIA MOQUETTE MOINS CHER A QUALITE EGAL

TAPIS AGUILLE 10

ANGLAISE 59

VOUS! STOCK!

English Bookshop

WH SMITH

Les 24 et 25 Janvier

20%

de remise

Livres, Cadeaux, Jouets, Cartes, Spécialités Anglaises

English Bookshop

248, rue de Rivoli, 75001 PARIS - Tél. : 260-37-97

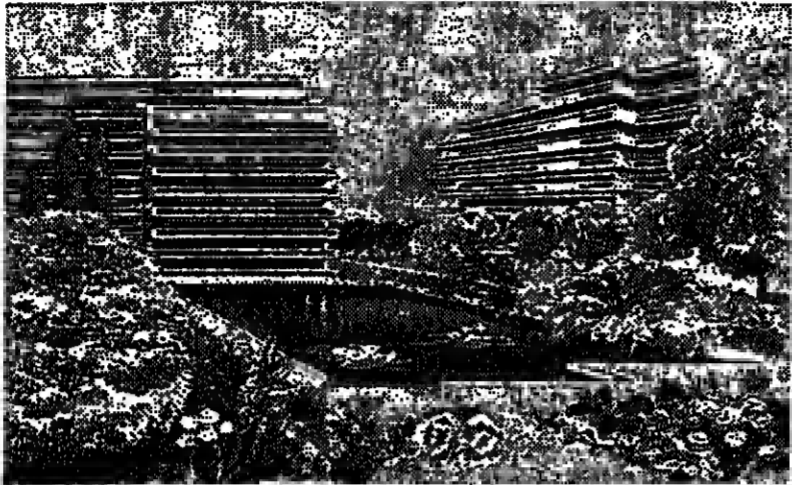
PUBLICITES RÉUNIES

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
122, av. du Maine, 91F. 47-52 (F. 10m)
TERRASSE COUVERTE
Ses demoiselles en brochette
Son homard poché vivant
Son célèbre carré d'agneau
Ses blasons et saucisses flambées

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

les Nymphéas de l'île à Neuilly

des appartements de rêve à 5.600 F le m²



16, boulevard du Parc - 92 Neuilly - (île de la Jatte)
Possibilité prix fermes et non révisables
sur immeuble boulevard du Parc (ivraison 1^{er} trimestre 1976).

Renseignements sur place :
de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h
(tous les jours sauf mardi et
mercredi). Tél. 747.85.96.

RÉALISATION
sinvim
compagnie bancaire

18, avenue George V
75008 PARIS
Tél. 704.72.00

SOLDES SOLDES SOLDES SOLDES

jusqu'au samedi 1^{er} février
à tous les étages dans tous les
rayons des Galeries Lafayette
d'Hausmann, de Belle Epine,
de Maine-Montparnasse et à
l'entrepôt de l'île Saint-Denis.

galeries lafayette

ASIE

L'éveil de la démocratie en Thaïlande

Environ dix mille manifestants, conduits par des étudiants, ont incendié, mercredi 22 janvier, la résidence du gouverneur de la province méridionale de Nakhon-Si-Thammarat. Ils accusaient cette personnalité d'avoir réparti de manière injuste les secours destinés aux victimes des inondations (qui ont fait deux cent trente-neuf morts). Le même jour, à Bangkok, un photographe du « Bangkok Post » et une autre personne ont été tués par balles lors d'une rixe entre factions d'étudiants; le général Narong Mahanont, directeur des services de police de la ville, a été griève-

ment blessé ainsi que trois autres personnes. D'autre part, à Nakhon, dans la nuit du 22 au 23, a eu lieu un incident des étudiants, dans l'armée, ont tiré sur la police: il y a eu trente blessés de part et d'autre.

C'est donc dans une atmosphère de violence que les Thaïlandais vont élire une nouvelle Assemblée dimanche 28 janvier, quinze mois après le renversement du régime militaire. Notre correspondant fait ici le point de la situation à la veille du scrutin.

I. — L'opposition s'organise

Bangkok. — Ils étaient cinq mille — étudiants, employés, ouvriers, intellectuels ou petits-bourgeois — à assister à la grande réunion électorale du parti des forces nouvelles, le Panang Mai, sur le vaste terrain de Saman Luang — au cœur de la capitale — bordé par des ministères, l'université Thammasat et le palais royal.

Sillonnés de marchands de coca-cola et de friandises, la foule écoutait calmement les orateurs. Ces derniers, surtout intellectuels et membres de professions libérales, mais aussi militaires. — Il y en a dans tous les partis, — dénonçaient la politique « réactionnaire » de leurs adversaires, et demandaient plus de justice sociale, aux applaudissements de la foule. Des bannières et des ballons roses flottaient par-dessus la brise du soir.

Le Panang Mai est l'illustration du renouveau politique qui remue la Thaïlande depuis que les étudiants ont jeté bas le régime militaire, en octobre 1973, et versé

De notre correspondant
PATRICE DE BEER

leur sang pour que renaisse la démocratie. Ce mouvement est le plus original des quarante-trois partis politiques, pas un de moins, qui présentent aux suffrages de dix-huit millions et demi d'électeurs, un total de 138 candidats pour 240 sièges. Formé par un groupe d'intellectuels qui ont luté ensemble depuis dix-sept ans contre les dictatures successives, il refuse à la fois les alliances sans principes et les méthodes douteuses utilisées pour évincer les élections. Le parti ne se fait guère d'illusions: il est trop jeune, il n'a pas reçu de fonds d'hommes politiques, d'industriels ou de donateurs étrangers; il souhaite avant tout convaincre pour reformer la société en profondeur. Il n'espère pas gagner les élections du 28 janvier, mais compte sur les consultations ultérieures pour s'imposer.

comble de l'indécence, et au grand scandale des milieux conservateurs, de nombreux hommes sont entrés dans la partie le 20 et le 21 décembre 1974; atteignant leurs supérieurs pour leur autoritarisme et leurs conditions de vie sans rapport avec l'austérité monarchale. La grève de la «ahn» entreprise ce mois-ci par cinq hommes supérieurs pour obtenir la réintégration de deux hommes injustement chassés, il y a quinze ans, pour des motifs politiques, a été soutenue par plus de deux mille religieux; et elle vient de se terminer par un succès.

Toute une population maintenue dans le respect et le silence prend conscience de ses droits, voire de sa force. La révolution de 1932, qui, sous la direction de M. Pridi Phanomyong, mit fin à la monarchie absolue, n'avait pas soulevé un tel mouvement.

Ce phénomène est-il irréversible? Une nouvelle tentative de généraux pour accéder au premier plan se heurterait à une sérieuse opposition. Des groupes d'étudiants ont même constitué de petits stocks d'armes. Pour les diviser, certains services de police ont formé des commandos d'élèves des écoles techniques, dans le plus pur style néo-fasciste.

Les militaires ne paraissent pas partisans d'un nouveau coup d'Etat. Le général Sa-ud Kerdphol, directeur de la coordination de l'Internal Suppression Operation Command, chargé de la répression anticomuniste, et qui a succédé au Communist Suppression Operation Command, a déclaré à ce propos: « Ce serait une excellente excuse pour que les communistes justifient un soulèvement. » Conscients de la difficulté des problèmes à résoudre et de l'opposition que provoquerait un putsch, assurés aussi par la présence de certains d'entre eux dans les partis politiques, les militaires auraient récemment décidé de rester en retrait si le morcellement du prochain Parlement en partis et factions rivales rendait le pays ingouvernable.

Une élite bureaucratique

Depuis quinze mois, la Thaïlande a bien changé. Elle est sortie de la léthargie où l'avait plongée une avalanche de coups et de contrecoups d'Etat, d'élections, de Constitutions (dix en quarante-deux ans) et de gouvernements (trente-cinq au cours de la même période). Dans une région du monde où la démocratie connaît bien des débâcles, le royaume, son souverain en tête, s'est débarrassé d'une dictature incompétente, taillonnée et trop ouvertement liée aux Américains.

Le gouvernement de transition formé dès le renversement des maréchaux Thanom et Prapass, et qui restera en fonction jusqu'à ce que les nouveaux députés lui choisissent un successeur: il agit avec lenteur. Présidé par l'ancien président de la Cour suprême, proche du roi, il a cherché avant tout à calmer les esprits, avec le désir sincère de céder au plus tôt la place. Le cabinet et l'Assemblée ont continué à gérer le pays sans se préoccuper le moins du monde du renouveau de la campagne, et sans chercher à influencer les électeurs. Le gouvernement, émanation d'une élite bureaucratique, n'a pas, en la force, ou la volonté, de résister aux pressions des militaires, toujours présents et actifs dans la coulisse, et n'a pas tenté de mettre en place un système politique qui aurait renforcé le pouvoir civil, face à celui des états-majors.

Une situation « révolutionnaire »

Alois qu'en Allemagne, en Indonésie, en Malaisie, à Singapour ou aux Philippines, étudiants et intellectuels sont soumis à une sévère répression, que la presse demeure insipide et sans courage, une opinion publique est née à Bangkok. Critiques et suggestions, débats, manifestations et grèves se succèdent. Les partis d'opposition, mais aussi l'homme de la rue, ont les moyens, s'ils le veulent, d'exprimer leurs désirs.

Il est encore trop tôt pour affirmer qu'une telle situation se perpétuera après les élections. Pour la première fois depuis quelle est entrée dans le monde moderne, la Thaïlande — seul pays de la région à ne jamais avoir été colonisé — connaît aujourd'hui une situation « révolutionnaire ». Mais que les touristes amateurs de temples ou de massages se rassurent! La guerre civile ne semble pas aux portes de Bangkok. Le système traditionnel, fondé sur une bureaucratie omnipotente et omnipotente (il y a environ 800 000 fonctionnaires, 350 000 soldats, policiers et membres des forces para-militaires, soit plus de 7 % des personnes en âge de travailler) et sur le respect de la hiérarchie, est mis publiquement en question.

Les étudiants, les intellectuels, impatients, ne sont pas seuls à critiquer les institutions — à l'exception de la personne royale,

Prochain article:

**PLÉTHORE ET CORRUPTION
DES PARTIS**

Fabriqués pour vous devant vous...
SALONS
Convertible-2 fauteuils
DE STYLE
RUSTIQUE
MODERNE
EN VELOURS (tapis)... TISSUS...
à 2894 F offre valable
partir du 25 janvier au 8 février
de
Panoramique 5 place 3490 F Chauffage de style 3400 F
Cobriolel-Fauteuil Louis XIII, Louis XV, anglais, rustique, moderne, etc...
Fabrique de sièges... 67 rue de la Roquette... XI^e arr. Paris...
(ouvert du Lundi au Samedi inclus)

au centre
du meilleur NEUILLY
**LES JARDINS
DE CHEZY**
41 rue de Chezy - 92000 NEUILLY
dans un jardin
2 petits immeubles
en pierre de taille
19 appartements
seulement

presque le 7^e
**DESAIX
CHAMP de MARS**
28 rue Desaix - 75015 PARIS
un petit immeuble
résidentiel
en pierre de taille
17 appartements
de grand luxe
+ chambres individuelles

Vente directe par constructeur
CONSTRUCTIONS LUCIENNE
34 rue de l'Abbé Grégoire
75015 PARIS 842.47.66

Nom _____
Adresse _____
Desaix Jardins de Chezy M

**LE CENTRE DU VERRE
BOUSSOIS**
sera réouvert au public
à partir du 20 janvier 75.
au 43, rue Caumartin,
75009 PARIS. 260-33-25

سكزا من الاصل

ASIE

Japon

L'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le premier ministre invite ses compatriotes à « vivre modestement »

Tokyo (A.F.P.). — « C'est la fin d'une époque », a déclaré en substance le premier ministre, M. Takeo Miki, à l'ouverture, vendredi 24 janvier, de sa nouvelle session parlementaire. « Après trente ans de croissance économique accélérée », a-t-il ajouté, « le Japon est obligé de s'adapter dans le dernier quart du vingtième siècle à une situation qui a radicalement changé, à la fois à l'intérieur et dans le monde entier. »

Le premier ministre a invité les Japonais non seulement à « vivre modestement » pour ne pas gaspiller les ressources mondiales, mais encore à mettre fin à la confrontation entre patrons et ouvriers, qui engendre des revendications de la part des syndicats. Il a, d'autre part, rejeté l'idée d'un « Japon désarmé », situation qui, a-t-il précisé, aurait un « effet défavorable » sur la paix et la sécurité en Asie.

Le ministre des affaires étrangères, M. Kiichi Miyasawa, a, de son côté, indiqué que le gouvernement soumettra pour ratification à la Diète le traité de non-prolifération nucléaire, dès qu'un accord sera intervenu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les procédures d'inspection. Le Japon, jusqu'à présent, redoutait que la ratification soit pour lui un handicap pour l'exploitation commerciale de l'énergie atomique.

M. Takeo Fukuda, premier ministre adjoint et directeur de l'agence de planification économique, et Masayoshi Ohira, ministre des finances, ont affirmé pour leur part qu'il fallait, pour sortir de la crise, « stabiliser les prix ». « Encore un pas, et nous

y sommes », a affirmé M. Fukuda, mais à condition de ne pas choisir l'expansion comme les Occidentaux, et de s'en tenir à une austerité monétaire et fiscale. Il prévoit que la croissance réelle pour l'année fiscale (qui commence le 1^{er} avril) sera de 4,3 %, que la balance commerciale aura un excédent de 5 200 millions de dollars et que le déficit de la balance des paiements sera de 1 700 millions de dollars.

(Lire page 33 l'article sur le nouveau budget japonais.)

AFRIQUE

Guinée-Bissau

Le nouvel État se heurte à des difficultés économiques

M. Vasco Cabral, ministre des finances de la République de Guinée-Bissau, a présenté, jeudi 23 janvier, au cours d'une conférence de presse, les objectifs du P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert).

M. Cabral a souligné les « difficultés » économiques et sociales que rencontre son gouvernement, notamment dans les zones encore occupées par les Portugais. Il y a quelques mois, les « forces armées locales » (milites) levées au temps de la guerre coloniale, ont dû être maintenues. « Elles jouent un rôle

de protection, de défense et participent aux travaux agricoles ». La planification se fera d'après le « principe du contrôle démocratique ». L'État a déjà pris en charge l'importation des denrées de première nécessité et applique un contrôle des prix rigoureux. Les entreprises privées seront maintenues, « à condition qu'elles soient utiles à la nation ».

L'aide du Portugal est sollicitée, notamment pour la formation des cadres, mais « l'aide ne constitue pas la condition essentielle du développement ». En politique extérieure, le ministre des finances a rappelé l'option de la Guinée-Bissau en faveur du non-alignement. Des relations particulières seront établies avec Conakry et Dakar. Quant aux îles du Cap-Vert, M. Cabral a précisé la procédure qui sera suivie après l'accession à l'indépendance, prévue pour le 3 juillet. Sous les auspices d'un gouvernement provisoire, comprenant des Portugais et trois membres du P.A.I.G.C., une assemblée nationale populaire sera élue, qui se prononcera sur l'union avec la Guinée-Bissau. L'idée d'organiser un référendum est abandonnée. — O.P.-V.

(PUBLICITE)

Organisation commerciale faisant partie de groupes primaires financiers italiens, avec très bonne introduction dans le secteur de l'automobile, offre sa collaboration à importants constructeurs de produits automobiles pour le développement des ventes sur le marché italien.

Ecrire n° 10 110, Le Monde Publicité qui transmettra

(1) M. Daillo, 20, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Dahomey

LE GOUVERNEMENT AFFIRME AVOIR DÉJOUÉ UNE TENTATIVE DE PUTSCH

Cotonou (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — Le porte-parole du gouvernement dahoméen a affirmé, jeudi 23 janvier, qu'une tentative de putsch a été déjouée, dont l'instigateur serait le capitaine Janvier Assogbo, ministre de la fonction publique et du travail, et commandant de l'unité de blindés cantonnée à Ouidah, à 50 kilomètres à l'ouest de Cotonou.

Selon le porte-parole, le capitaine Assogbo aurait incité ses troupes à la rébellion et leur aurait fait signer un document le 21 janvier, en direction de Cotonou. Le capitaine Assogbo, qui a été relevé de ses fonctions et condamné à six mois de prison, est considéré comme un « coupé de force ». Son arrestation a été annoncée par le chef de l'État.

Le gouvernement dahoméen a indiqué qu'une autre personnalité serait impliquée dans cette affaire. Il s'agirait de M. Bertin Borna, ancien ministre, actuellement haut fonctionnaire à New-York.

(Dans un rapport en date du 16 janvier, qu'il a adressé à M. Michel Segal, inspecteur général des finances, le capitaine Janvier Assogbo accuse le lieutenant-colonel Mathieu Kérékou, chef de l'État dahoméen, de corruption, affirmant que celui-ci a coté une somme de 35 millions de francs C.F.A. (700 000 francs) dans une affaire de fournitures destinées à l'État dahoméen. Dans ce document, le capitaine Assogbo évoque « ce qui lui était reproché avec harpe et héméisme aux entres, à ceux-là que nous redevons responsables des maux dont souffre le pays, ceux de nos compatriotes qui souffrent la peine de forfeiture pour s'être comportés en citoyens déshonestes, cupides, etc. », et ajoute : « Ces maux sont dus, malheureusement, tout bon train dans les rangs de ceux-là qui doivent désormais servir d'exemples, de guides, pour trapper dans la justice, la légalité et dans la rigueur tout compatriote convaincu de culpabilité de malversation, de corruption, etc. »)

● Pour commémorer le deuxième anniversaire de l'assassinat d'Amilcar Cabral, fondateur du P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert), le Comité international culturel N'krumah (1) organise une conférence-débat sur le thème « Le mouvement des masses dans l'Afrique actuelle » qui aura lieu samedi 25 janvier à 15 heures, à l'I.R.F.E.D., 49, rue de la Glacière, Paris (13^e).

(1) M. Diallo, 20, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Somalie

Après les exécutions de Mogadiscio

LE GENERAL BARRE DÉNONCE LA « VIRULENTE CAMPAGNE » DES MILIEUX MUSULMANS INTÉGRISTES

(Correspondants.)

Mogadiscio. — Les dix hommes présentés par la presse officielle comme des « faux Oulamas », qui ont été passés par les armes le 23 janvier (le Monde a du 24 janvier) avaient été appréhendés, du 15 au 17 janvier, à l'instigation des membres de la capitale, pendant qu'ils se livraient à une virulente campagne de mystification contre la décision historique du 11 janvier, par laquelle le gouvernement révolutionnaire a annoncé que les lois somaliennes seraient révisées, dans le but d'en « libérer » toute discrimination contre l'homme et la femme à partir de l'année 1976.

En annonçant personnellement cette décision, le général Siyad Barre, qui parlait au stade de Mogadiscio à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la mort de l'indépendance nationale Hawa Othman Tawo, jeune veuveuse tuée au cours d'une manifestation anticolonialiste en 1949, précisait que c'est ainsi que la Somalie révolutionnaire veut donner sa contribution à l'Année internationale de la femme, proclamée par les Nations unies.

Redoutant une réaction des milieux religieux intégristes, le chef de l'État invitait à tous les bons musulmans à saisir le message d'égalité, de justice et de progrès social contenu dans le Coran, et fidèles étant venus pour modifier et améliorer la société de son époque, et non pas pour en figer les injustices et les inégalités.

Les Oulamas les plus connus et les plus respectés de la capitale somalienne n'ont pas réagi ouvertement. Les suppléants appartenant aux quelques dizaines de praticiens somaliens formés dans des pays arabes et, pour la plupart, salariés par une fondation islamique dont le siège se trouve en Arabie Saoudite, qui ont déclenché une campagne contre la « décision sacrilège du gouvernement ». La cour, qui a prononcé les dix peines de mort, a déclaré avoir les preuves « accablantes » selon lesquelles la provocation a été organisée sous l'instigation d'un pays étranger, a reconnu les accusés coupables de plusieurs violations de la « loi » sur la sécurité de l'État, promulguée en 1974.

A travers le monde

R.F.A.

● L'INTERNATIONALE LIBÉRALE, qui regroupe les partis libéraux, tiendra une réunion les 2 et 9 février à Berlin-Ouest, à l'invitation de M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères et président du parti libéral de R.F.A. — (A.F.P.)

Chili

● UN ACCORD DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE a été signé avec l'Espagne le 23 janvier par l'amiral Jose Merino, un des membres de la junte militaire chilienne et premier d'entre eux à se rendre en visite dans un pays étranger non latino-américain. — (Reuters.)

Chine

● LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow, a été reçu, jeudi 23 janvier à Pékin, par le ministre chinois des affaires culturelles, M. Chou Jung-han. — (A.P.)

Danemark

● M. POUL HARTLING a ouvert jeudi 23 janvier la session du Folketing issu des élections anticipées du 9 janvier. Le gouvernement minoritaire libéral qu'il dirige reste en place : il dispose de 42 des 179 sièges de Parlement, soit 20 de plus qu'auparavant. Le plan de stabilisation économique restera en sommeil jusqu'à la négociation des conventions collectives, renouvellables en mars. — (Corresp.)

Etats-Unis

● RUSSELL MAGEE, qui avait participé, en août 1970, au tribunal de San-Marin, à l'enlèvement de quatre personnes et à la fusillade qui avait ensuivi fait quatre morts, a été condamné, jeudi 23 janvier, à la prison à vie par la cour d'assises de San-Jose, en Californie. Le 10 août 1970, Magee, déjà condamné à vie, se trouvait devant le tribunal avec deux autres détenus de San-Quentin, lorsque le frère du révolutionnaire noir George Jackson tenta de libérer les trois prisonniers. Les trois

Grèce

● LE GENERAL PERICLES ECONOMOU, qui commandait la 2^e force aérienne tactique à Larissa, a été nommé commandant en chef des forces aériennes grecques, en remplacement du général Alexandros Papanicolaou, mis à la retraite d'office. — (A.F.P.)

Italie

● LA GREVE GÉNÉRALE DE QUATRE HEURES déclenchée, jeudi 23 janvier, à l'appel des trois grandes centrales syndicales a été suivie par près de treize millions de salariés du secteur public et du secteur privé (le Monde du 24 janvier). Deux cent mille manifestants ont défilé à Rome. A Milan, le siège de l'Association patronale de Lombardie a été attaqué par un groupe de jeunes gens après la dislocation d'un cortège de plusieurs milliers de personnes. — (A.F.P.)

Mexique

● LE NOUVEAU MINISTRE DES RESSOURCES NATIONALES est arrivé à Cuba le 20 janvier. M. Francisco Javier Aizjo devait discuter avec les dirigeants de La Havane du projet mexicain de création d'une organisation économique latino-américaine. — (Reuters.)

Turquie

● UN ÉTUDIANT A ÉTÉ TUÉ et cinq autres blessés au cours d'un affrontement entre groupes politiques rivaux à l'École supérieure d'ingénieurs d'Istanbul. Les heurts entre étudiants qui ont commencé en novembre dernier dans les principales villes universitaires du pays, ont fait jusqu'à présent trois morts et quelque soixante-dix blessés. — (A.F.P.)



la nouvelle collection club des meubles à emporter à des prix sympas

LEVITAN

63 bd Magenta - Paris 10e. Parking.
NOCTURNES DU MARDI AU VENDREDI JUSQU'À 22 H.

Parly II - Rosny II - Rungis "Belle Epine"
NOCTURNES
DU MARDI AU VENDREDI JUSQU'À 22 H.

Argenteuil : 23 av. Gabriel Péri. NOCTURNES
MERCREDI ET VENDREDI JUSQU'À 22 H.
OUVERT LE DIMANCHE MATIN.

Argentine
LA POLICE ET L'ARMÉE
PRENENT UNE OPÉRATION
CONTRE L'E.R.P.
LA RÉGION DE TUCUMÁN

group
Pi

RENE CASSIN
de l'Institut
Prix Nobel de la Paix
LES HOMMES
PARTIS DE RIENS
la réveil de la
France abattus
"En Rene Cassin
résidant la profonde
compréhension,
la hauteur morale et
l'fermeté spirituelle."
SOLJENITSYNE
PILON



سكيا في الامم

AMÉRIQUES

Argentine LA POLICE ET L'ARMÉE MÈNENT UNE OPÉRATION CONTRE L'E.R.P. DANS LA RÉGION DE TUCUMAN

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — La situation s'est à nouveau tendue ces derniers jours en Argentine, notamment dans les provinces de Buenos-Aires, de Córdoba et de Tucumán. En particulier, une vaste opération a été récemment lancée dans cette dernière région par des forces de police et de l'armée, vraisemblablement membres de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P., d'inspiration trotskiste), auraient été...

Venezuela LE PRÉSIDENT CARLOS ANDRÉS PÉREZ REMANIE SON GOUVERNEMENT

Caracas (A.F.P., Reuters). — Le président Carlos Andrés Pérez a annoncé, le jeudi 23 janvier, le premier large remaniement de son gouvernement depuis qu'il est entré en fonctions, il y a onze mois. Huit ministères sur quinze, dont l'intérieur et les affaires étrangères, changent de titulaire. M. Octavio Lepage, secrétaire général du parti gouvernemental Acción democrática, fait son entrée au gouvernement en devenant ministre de l'Intérieur, poste qui équivalait à celui de vice-président. M. Ramon Escovar Salom, auparavant secrétaire général de la présidence de la République, devient ministre des affaires étrangères, et M. Efraim Schacht Aristiguieta, jusqu'ici chef de la diplomatie vénézuélienne, le remplace à son poste. Les six autres ministères touchés par le remaniement sont l'économie, où M. José Ignacio Casalla succède à M. Carmelo Lauria, la Justice, pris en charge par M. Armando Sánchez Bueno, le travail revenant à M. Leopoldo Suárez Figarella, l'information attribuée à M. Guido Grossoni, l'agriculture allant à M. Carmelo Contreras et la santé publique qui va à M. Antonio Parra Leon. (Le Monde a publié le 14 mars 1974 la composition du cabinet vénézuélien.)

Etats-Unis La surtaxe sur les produits pétroliers importés oppose le président Ford au Congrès et aux syndicats

La surtaxe décrétée par la Maison Blanche touche les importations de pétrole brut, les produits à base de gaz naturel, l'essence et autres produits finis, à l'exception de l'éthanol, du propane, du butane et de l'asphalte. Durant un conversation téléphonique avec des reporters de la N.B.C., le président Ford a réaffirmé le droit du peuple américain à compter sur son gouvernement pour le protéger, fidèle par la force, contre l'« étrangement » de son économie par un hiatus de ses approvisionnements énergétiques. (De notre correspondant.)

Washington. — Passant outre aux objections de la majorité démocrate du Congrès, le président Ford a signé, le jeudi 23 janvier, une ordonnance « proclamation » augmentant les droits de douane sur le pétrole brut à dater du 1^{er} février. Cette mesure se traduira dans les trois mois par une augmentation du prix de l'essence de 3 « cents » par gallon (4,25 l), augmentation qui atteindra ultérieurement 10 cents après l'adoption des autres recommandations du programme économique de la Maison Blanche. Le président a souligné la nécessité d'agir vite. « Chaque jour qui passe sans action énergique de notre part rend notre économie de plus en plus vulnérable », a-t-il dit après la signature du document. Répétant cet avertissement dans une interview donnée dans la soirée à la chaîne de télévision N.B.C., le président Ford a invité ses critiques démocrates, soit à se rallier à son programme, soit à présenter leur propre projet. En fait, la décision d'augmenter les tarifs douaniers (1 dollar par baril à partir du 1^{er} février, et puis deux augmentations du même montant en mars et avril pour arriver à la limite prévue de 3 dollars par baril) ne manquera pas de provoquer un sérieux affrontement avec les leaders démocrates qui, depuis plusieurs jours, avaient mis en garde le président Ford contre cette initiative. Ne pouvant légalement contester le droit du président de prendre une telle décision par décret, leur objectif est de gagner du temps. Le nouveau président de la puissante commission des voies et moyens de la Chambre envisage de lever l'autorisation demandée par le secrétaire au Trésor de relever le plafond de la dette nationale de 495 à 604 milliards de dollars au projet de loi visant à ajourner l'application de la hausse des tarifs douaniers sur les importations de pétrole. Au Sénat, M.M. Kennedy et Jackson, réunis en la circonstance, ont rallié une cinquantaine de leurs collègues à une motion dans le même sens afin de permettre au Congrès, disent-ils, d'« élaborer d'équitables solutions de rechange ». Apparemment en tout cas, le président a pris le risque d'un conflit avec le Congrès. Répondant aux journalistes après la signature de sa « proclamation », il a déclaré que le Congrès avait certes le pouvoir de faire trainer...

l'application de sa décision, mais, a-t-il ajouté, faire un pas en arrière n'est pas le bon moyen de résoudre le problème de l'énergie. Il n'a cependant pas exclu la possibilité d'un compromis pour autant que le Congrès passe à l'action dans le cadre qu'il s'est tracé. La détérioration du climat des relations entre la Maison Blanche et le Capitole ne pouvait être mieux illustrée que par l'initiative du sénateur Mansfield, leader de la majorité démocrate, qui déposa une motion demandant le rationnement de l'essence dans un délai de quelques semaines, immédiatement après que M. Ford eut annoncé son intention d'opposer son veto à une telle loi. Bref, de part et d'autre, on parait s'être figé dans une attitude de défi. Enfin, le président ne peut pas compter comme son prédécesseur...

sur la coopération au simple bienveillance du monde du travail. M. Meany, président de la grande centrale inter-syndicale, A.F.L.-C.I.O., quatre millions de membres, a ouvertement pris position contre le programme présidentiel. S'adressant aux leaders syndicaux convoqués en hâte dans la capitale, M. Meany a recommandé des quotas d'importation, l'interdiction des échanges avec les pays producteurs de pétrole, qui appliquent l'embarco pétrolier l'an dernier, la suppression de toute aide aux pays arabes, « Pas d'aide, pas d'échanges commerciaux, pas de livraison d'armes, rien jusqu'à ce que le chantage s'arrête... », a-t-il dit, avant de conclure : « Tel est le prix qu'il faudra payer pour reprendre le destin économique de l'Amérique des mains des chéikhs. »

Le Trésor américain va lancer de très importants emprunts

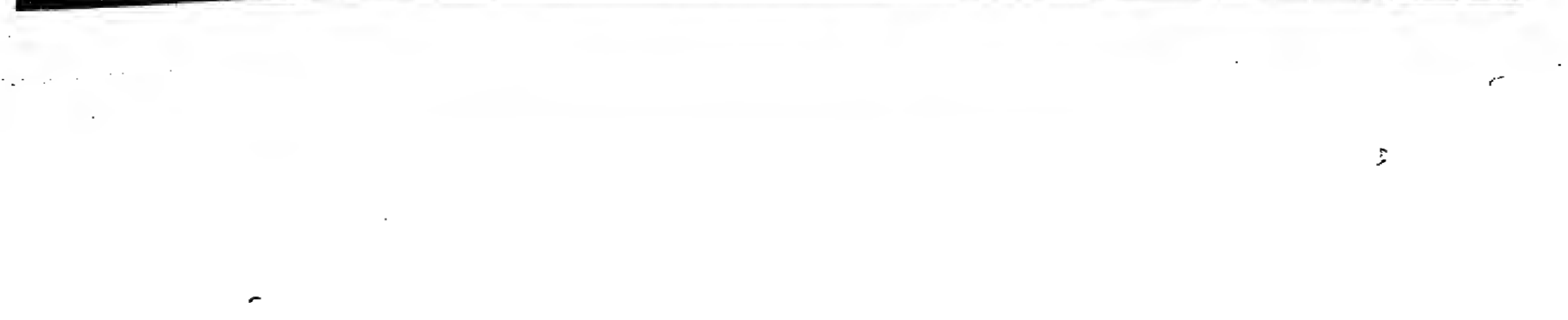
Pour financer le programme de relance économique présenté par M. Ford, le Trésor américain va devoir émettre, au cours du premier semestre, de nouveaux emprunts pour un montant de 28 milliards de dollars (150 millions de francs). Ces opérations sont destinées à combler le déficit budgétaire des Etats-Unis, estimé à environ 30 milliards de dollars pour l'année fiscale qui se termine le 30 juin et à 45 milliards de dollars pour l'exercice 1975-1976. Il s'agit de la plus importante action de ce type engagée par le gouvernement fédéral depuis la seconde guerre mondiale. Elle dépasse de sept fois le montant maximal emprunté pendant une période comparable au cours des cinq dernières années. Le lancement de ces émissions nouvelles aura pour effet de crever le plafond de la dette publique, qui est actuellement de 495 milliards de dollars. Il a été nécessaire de demander au Congrès de relever d'ici ou le 30 juin 1975 cette limite à 604 milliards. Les nouveaux emprunts s'ajoutent aux 17 milliards d'émissions à plus long terme et aux émissions régulières, cela va ouvrir à une position gouvernementale d'environ 5 milliards par mois sur le marché des capitaux, déjà considéré comme insuffisant, bien que de nombreuses entre-

prises aient leur investissements. L'opération risque en outre de donner un coup d'arrêt à la baisse des taux d'intérêt qui se généralise aux Etats-Unis. Le secrétaire adjoint au Trésor, M. Gardner, a d'ailleurs déclaré que cette baisse allait cesser vers le milieu de 1975. De son côté, M. Simon, secrétaire au Trésor, a même affirmé que la situation actuelle risquait de provoquer « des hausses significatives des taux d'intérêt dans le pays », si la masse monétaire n'était pas contrôlée de façon sensible ; ce qui souhaite le nouveau président de la commission bancaire de la Chambre des représentants, M. Reuss. Selon les experts, la Réserve fédérale devrait laisser cette masse croître à un rythme annuel d'au moins 8 %, si elle ne veut pas provoquer une contraction du crédit qui ferait obstacle au relèvement économique.

La relance américaine se révèle ainsi particulièrement délicate à mettre en œuvre. Sa nécessité vient pourtant d'être confirmée par de nouveaux résultats mauvais. D'une part, les commandes nouvelles de biens durables placées par les industriels ont baissé en décembre de plus de 10 % par rapport à novembre, et ont baissé de 11,1 % en un mois (contre 11,8 % en novembre 1974). Pour l'ensemble du quatrième trimestre, les commandes nouvelles ont en diminution de 8,1 % par rapport au troisième trimestre, et de 0,5 % par rapport aux quatre derniers mois de 1974. D'autre part, près d'un million d'Américains se sont inscrits dans les bureaux de chômage durant la première semaine de janvier, soit près de trois cent mille de plus qu'au cours de la semaine précédente. Cet accroissement est le plus important enregistré depuis l'entrée en vigueur du système des allocations de chômage en 1937, et les nouvelles inscriptions s'ajoutent à celles des quatre millions six cent mille chômeurs qui ont déjà perdu des allocations. Le taux global de chômage, qui atteignait déjà 7,1 % de la population active en décembre, devrait s'élever prochainement à 8 %. Aussi M. Simon a-t-il souligné que, face à une situation qui allait empirer avant de s'améliorer, les réductions d'impôts constituant une mesure à hautement prioritaire que le Congrès devrait adopter de toute urgence, en la dissociant — s'il le fallait — des propositions énergétiques contestées à la fois par les démocrates et certains républicains. Les parlementaires semblent en fait disposés à collaborer avec la Maison Blanche dans le domaine fiscal et ont décidé de commencer à étudier exécutivement les mesures de réduction d'impôt. — M. B.

groupe des Presses de la Cité nouveautés

Advertisement for Presses de la Cité featuring books by René Cassin, Pierre LeFranc, Charles Offrey, Madeleine Riffaud, Anne Denieul, and Gérard Devouassoux. The books include 'Les Hommes Partis de Rien', 'Voici tes fils', 'Termine pour les machines', 'Les linges de la nuit', 'Rois fous et sages', and 'Le Souffle de la Montagne'. Each book is accompanied by a short review or quote.





roche-bobois ou la vraie valeur des choses

L'investissement cuir
Outre ses qualités connues : solidité, toucher agréable, entretien sans problème, le cuir, en tant que revêtement de siège, représente un investissement qui « amortit » sur bien des années.

le meilleur rapport qualité/prix
C'est seulement en rapprochant la qualité du prix que l'on découvre la « vraie valeur des choses ».

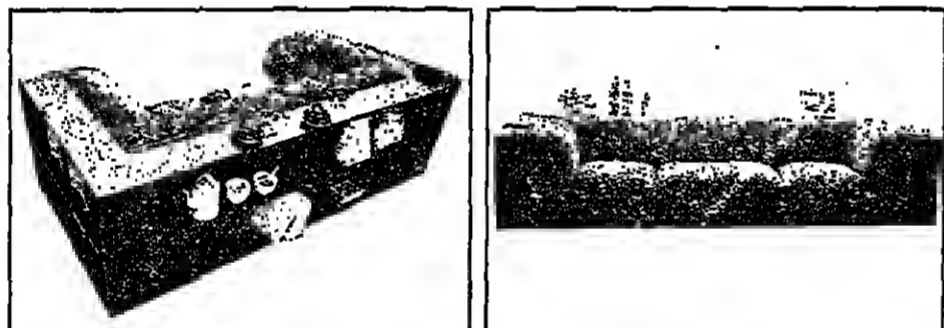
La qualité du salon « Igloo », c'est le cuir, c'est la technique nouvelle de la mousse « haute résilience » avec ressorts spiraloïdes intégrés qui allient une extrême souplesse à une tenue parfaite, c'est la technique ancienne du passepoil, apogée de la tapisserie traditionnelle. C'est aussi, sur le plan fonctionnel, la possibilité d'intégrer le « coin-repos » dans un environnement bibliothèque et un véritable programme de rangement.

Le prix, c'est le résultat du marché Roche-Bobois/tanneries.

le marché roche-bobois/tanneries
Roche-Bobois, spécialiste du cuir, est le plus grand « consommateur » d'Europe. Nous avons passé un marché avec nos tanneries pour préparer une quantité importante de peaux, pour les tanner, les poncer, les retendre, les retourner et les teinter en 4 couleurs : rouille, vert, bleu elfe et lavue.

Nos tanneries, assurées d'un tel marché, ont fait un effort exceptionnel sur leurs prix qui nous permet de vous faire bénéficier jusqu'à épuisement de notre stock de peaux d'un barème spécial Roche-Bobois/tanneries.

*Ce barème spécial situe le salon « Igloo » à 13,5% au-dessous de son prix Tarif Catalogue R-B 75



ROCHE-BOBOIS

82-88 BO DE SEBASTOPOL PARIS tel. 278 10 50 PARKING ASSURÉ ET 10 RUE DE LYON PARIS tel. 343 95 55 PARKING ASSURÉ

PARIS 7 ^e	82-88 BO DE SEBASTOPOL PARIS tel. 278 10 50	ROUEN	15 AV. GAMBETTA 76000 tel. 28 96 96
ATHIS-MORS	37 RUE DE ROYENNEVILLE 47100 tel. 02 23 02 02	STRASBOURG	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 67000 tel. 27 13 13
BOIS-COLOMBES	2 PL. R. P. 91 91000 tel. 27 72 72	THIONVILLE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 57000 tel. 27 13 13
BOULOGNE-BEINE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 63000 tel. 27 13 13	TOULON	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 83000 tel. 27 13 13
MELUN	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 77000 tel. 27 13 13	TOULOUSE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 31000 tel. 27 13 13
ST OMERAIN s/L	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 59000 tel. 27 13 13	TROYES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 10000 tel. 27 13 13
SEVRES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 49000 tel. 27 13 13	VALERCIENNES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 59000 tel. 27 13 13
VERSAILLES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 78000 tel. 27 13 13		
ALJACCIO	101 AV. MARSHALL 20000 tel. 04 27 27 27	POITIEVINE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 86000 tel. 27 13 13
AMBIENS	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 80000 tel. 27 13 13	ROUENNE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 44000 tel. 27 13 13
ANGERS	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 49000 tel. 27 13 13	SAINT-DENIS	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 93000 tel. 27 13 13
ARCEUILLE	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 93000 tel. 27 13 13	ST-DENIS REUNION	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 97400 tel. 27 13 13
AUBRECY	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 45000 tel. 27 13 13	BRUXELLES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 1050 tel. 27 13 13
AVIGNON	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 84000 tel. 27 13 13	CARD	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 30000 tel. 27 13 13
GASTIA	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 65000 tel. 27 13 13	LIÈGE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 4000 tel. 27 13 13
ANTONNE	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 41000 tel. 27 13 13	LUXEMBOURG	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 1050 tel. 27 13 13
RESCARD	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 43000 tel. 27 13 13	ORAN	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 34000 tel. 27 13 13
RODEZ	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 12000 tel. 27 13 13	OTTAWA	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 45000 tel. 27 13 13
ROUBAIX	11 RUE DE LA REPUBLIQUE 59000 tel. 27 13 13	QUEBEC	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 71000 tel. 27 13 13
ROUEN	15 AV. GAMBETTA 76000 tel. 28 96 96	TOBONTO	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 41600 tel. 27 13 13
SAINT-DENIS	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 93000 tel. 27 13 13	VALERCIENNES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 59000 tel. 27 13 13
SAINT-ETIENNE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 42000 tel. 27 13 13	VERMONT	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 55000 tel. 27 13 13
STRASBOURG	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 67000 tel. 27 13 13	WYOMING	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 57000 tel. 27 13 13
THIONVILLE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 57000 tel. 27 13 13		
TOULON	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 83000 tel. 27 13 13		
TOULOUSE	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 31000 tel. 27 13 13		
TROYES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 10000 tel. 27 13 13		
VALERCIENNES	20 RUE DE LA REPUBLIQUE 59000 tel. 27 13 13		

VIENT DE PARAÎTRE : le nouveau catalogue R-B 75. Bon à découper pour recevoir le catalogue 75 (132 pages couleurs). Participation aux frais d'envois 7 Francs français (remboursés à votre premier achat) en timbres ou tout autre moyen à votre convenance.

Dans tous nos magasins, notre catalogue vous sera remis gratuitement.

SOCIÉTÉ

1975 : ANNÉE DE LA FEMME

Libres opinions

Non à l'égalité

par CLAUDE DU GRANRUT (*)

L'ORGANISATION des Nations unies a proclamé que 1975 serait l'Année de la femme. Cette célébration fait courir tous ceux, et ils sont nombreux, qui n'y voient qu'une nouvelle manifestation du désir des femmes de conquérir les privilèges des hommes.

Il est fort. Les femmes ont obtenu un niveau d'évolution qui leur permet de donner une autre dimension à leurs revendications. Ces douze mois qui leur sont dédiés arrivent à point nommé pour contrôler leur volonté de changement : les sceptiques vont découvrir ce que peut faire la moitié de l'humanité lorsqu'elle est animée d'un même élan de solidarité.

Dans ce mouvement, les Françaises ont un rôle important à jouer. Outre le fait qu'elles disposent d'un responsable au gouvernement et d'un comité national chargé d'orchestrer les thèmes de cette année de la femme, les Françaises possèdent un statut juridique que bien des étrangères leur envient. Ces Latines viennent d'obtenir le droit de contrôler les conditions de leur procréation. Ces mères, restées bonnes ménagères, sont plus nombreuses à exercer une profession que les femmes des autres pays occidentaux ; elles mettent leurs enfants dans des maternités qui n'existent pas ailleurs. Enfin, les adeptes du blue-jean ont atteint un niveau d'éducation parmi les plus élevés d'Europe.

Serai-ce qu'en France tout est résolu et que les autres pays n'ont qu'à le prendre pour modèle ? Bien au contraire. La position française, bien que basée sur une évolution générale n'a d'autre intérêt que de pouvoir dénoncer les voies qui ne mènent nulle part et d'inciter l'ensemble des femmes à mener des actions plus étayées et plus radicales.

Ballottées entre les bouillies en pot et la machine à laver, amenées insidieusement à rechercher une certaine liberté dans le plaisir, livrées aux tâches subalternes et d'appoint dans un gynécée reconstruit au bureau ou à l'usine, vouées à la retraite étripée, les Françaises peuvent jauger le degré de leur progrès et crier « casse-cou ». Il y a eu progrès, certes, mais justement celui-ci bute sur les obstacles qu'il a permis de découvrir.

Ces Françaises soient majoritaires parmi les titulaires du B.E.P.C. ou du baccalauréat ne rendent pas, cependant, sans modification dans ses méthodes et dans son contenu, et sans un pédagogisme qui s'attacherait plus à éveiller qu'à transmettre, l'éducation maintiendrait les femmes dans leur inadaptation et leur infériorité : le système tourne à vide et conlue de le faire, sans profit pour personne.

Que les femmes constituent, en France, la force montante de l'emploi leur permet également d'affirmer que, seule, une politique globale de l'emploi basée sur les situations régionales et liées à la politique du logement, comportant à la fois réduction d'horaires et mise en œuvre d'un marché unique du travail, permettra de résoudre ou de prévenir la montée du chômage féminin. Une nation peut-elle, sans danger, continuer à gaspiller la moitié de son potentiel et rattraper par des bas salaires et des emplois inadaptés le coût des études et de la formation féminines ?

Que, enfin, les ménagères dans leur H.L.M. de Sarcelles ou leur pavillon de Perpignan réalisent l'insignifiance de leurs tâches et s'interrogent sur le constant autisme qui fait passer la vie à côté d'elles, pose le problème fondamental de l'identité de la femme et de son rôle social et culturel.

Alors, au nom de quoi les Françaises se sont-elles laissé leurrer ? A mon sens, au nom de l'égalité avec l'homme.

Tout se passe comme si l'homme représentait la norme vers laquelle il faut tendre. A ce jeu, les dés sont pipés : que peut une « portion d'homme » sinon, au mieux, devenir un homme entier, et pour l'instant, au berceau des salaires, une femme ne représente que deux tiers d'un homme.

Pourquoi ne pas chercher à décrire une trajectoire distincte de la trajectoire masculine. Pourquoi ne pas abandonner l'asymétrie au profit d'une séquence, et le ressemblance au profit de l'originalité ?

Pourquoi ne pas accepter d'être différent, de croire dans la différence ; d'accroître même cette différence afin d'apporter à la collectivité sa participation, sa propre échelle de valeur, sa propre idée de la famille, du travail, du service collectif, du logement et même, pourquoi pas, du système monétaire et de la politique ?

Accepter la norme masculine sans honte et sans tabou freudien, chercher à l'épanouir pour retrouver sa valeur culturelle, le dégarer de son carcan pour lui rendre le sens de la créativité. Et, au nom de celle-ci, dire « non à l'égalité ».

L'Année n'aura pas été vaine si toutes les femmes décident qu'il ne suffit pas de naître femme, il faut aussi le devenir.

(*) Secrétaire générale du Comité du travail féminin (127, rue de Grenelle, Paris-VII^e), responsable du secrétariat français pour l'Année internationale de la femme.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel
le 24 janvier 1975 :
UN DÉCRET
modifiant l'article premier du décret n° 45-2075 du 31 août 1945 relatif aux musées des beaux-arts.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITÉ D'ORAN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture à l'Université d'Oran pour l'année 1975

DE MATÉRIELS SCIENTIFIQUES DESTINÉS À ÉQUIPER DES LABORATOIRES D'ÉLECTRICITÉ

- LOT n° 1 : Equipement du laboratoire électronique ;
- LOT n° 2 : Equipement du laboratoire haute tension ;
- LOT n° 3 : Equipement du laboratoire machines ;
- LOT n° 4 : Equipement du laboratoire de mesure électrotechnique ;
- LOT n° 5 : Equipement du laboratoire automatique et asservissements ;
- LOT n° 6 : Equipement en composants électrotechniques ;
- LOT n° 7 : Acquisition d'un microscope électronique à balayage.

Les fournisseurs intéressés pourront retirer le cahier des charges à partir du 10 janvier 1975 au Service de l'Équipement de l'Université d'Oran, B.P. 18, Oran-Saint-Charles.

Les offres seront soumise sous pli cacheté et adressées au commanditaire à Monsieur le Recteur de l'Université d'Oran avant le 25 février 1975, délai de clôture, le cachet de la poste faisant foi.

« Informer et donner confiance »

Le Comité national d'organisation pour l'Année internationale de la femme (1) précise le calendrier des manifestations qui seront organisées en France :

1^{er}, 2 ET 3 MARS. — Au cours de trois Journées internationales, dont le thème sera la « prochaine étape », se réuniront à Paris et les femmes auront des responsabilités gouvernementales dans les pays d'Europe et francophones, ainsi que les femmes occupent des positions de responsabilité dans les domaines politiques, économique, social et culturel. Outre les séances plénières, cinq commissions se réuniront sur les thèmes suivants :

- 1) La participation politique, syndicale et professionnelle ;
- 2) Le rôle des femmes dans la vie économique (avec un sous-groupe sur les femmes en milieu rural) ;
- 3) L'éducation, la formation, la culture ;
- 4) La famille, l'habitat, la natalité ;
- 5) La justice, les droits des femmes, l'information.

Une manifestation sportive, une exposition sur « les différentes images de la femme », dans le monde et en France, des femmes dans les établissements scolaires seront aussi organisées. Le comité diffusera une brochure (en français et en anglais) sur la situation des femmes en France, une affiche, un timbre et une monnaie spéciale.

24 OCTOBRE. — A l'occasion de la Journée internationale des femmes, la France organisera « des manifestations diverses, dont la forme n'est pas encore définitivement arrêtée, la plus large confrontation devant présider à leurs modalités ».

Le secrétariat d'Etat à la condition féminine et le Comité national d'organisation ont décidé d'organiser principalement à Paris « des manifestations destinées à mieux informer les femmes, à développer leur conscience sociale et leur sentiment d'appartenance à une collectivité en marche ».

Contribuer à leur donner confiance en elles et dans les autres femmes, être fibres d'émancipation dans ce monde pour autant, en harmonie avec les hommes, et à développer leur liberté de jugement, d'action et d'espérance pour la « prochaine étape » des Françaises.

(1) Le comité est présidé par Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine. Un secrétariat permanent a été installé 32, rue de Babouin, à Paris (7^e), tél. 556-88-00.

(PUBLICITE)

FONDATION ANATOLE DEGERE

Un groupe d'anciens élèves de M. Anatole Degeré, professeur de mathématiques au Lycée Janson-de-Sailly et à l'Ecole Sainte-Geneviève de Versailles, parmi lesquels :

- M. François CONTAMIN, professeur à la Faculté de Médecine, M. Alfred MAX, journaliste, M. Pierre SAMUEL, professeur à l'Université de Paris-Sud, M. Maurice SCHUMANN, de l'Académie Française, sénateur, ancien ministre, M. Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, député,

ont décidé, afin d'honorer le maître de ce maître exceptionnel, de créer une fondation portant son nom et destinée à contribuer aux progrès de la pédagogie des mathématiques. Ils lancent un appel à tous les anciens élèves de M. Degeré pour qu'ils participent à cette œuvre.

Les dons peuvent être adressés au C.C.P. 34.085-30 LA SOURCE (M. Mantoux, 90 bis, boulevard de la Reine, 78000 Versailles, ou M. Guét, 4, boulevard de Gloigny, 78000 Versailles).

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

EXPOSITIONS
S. 6 - Tableaux, mobilier, fourrures, etc. le Blanc.
S. 6 - Tableaux mod. M. Robert, S. 10 - Art d'Extrême-Orient, Céramique, Jade, bois sculptés, pierre dure, peintures, émaux M. Portier, M. Anis, Pinar, Tajan
S. 11 - Tableaux, meubles et objets d'art XVIII^e et XIX^e, M. Bondu, S. 14 - Médus, bijoux, M. Pescheteau.

VENTE A VERSAILLES

M^{rs} P. et J. MARTIN C.F. ass. Tél. 950-88-00
DIMANCHE 26 JANVIER A 14 h. GALERIE DES CREVAUX-LEONIS 6 bis, avenue de Neuilly
OBJETS D'ART D'EXTRÊME-ORIENT Exposition vendredi et samedi

سكيا في الامم

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

LES RÊVES DES RICHES...

A Nice, un nouveau piège à pétrodollars



l'enseigne d'un des plus prestigieux palaces roccos de la Côte d'Azur, le Ruhl, aujourd'hui remplacé au numéro 1 de la Promenade des Anglais par un moderne caravansérail fait de verre et de marbre, l'hôtel Méridien, à Nice, vient d'être doté d'un nouveau casino.

Conforme, paraît-il, aux goûts des joueurs de notre temps, qui ne s'embarrassent plus d'un smoking ou d'une robe longue pour affronter le hasard, mais apprécient tout de même un confort fonctionnel et des matériaux cossus, le dernier-né des établissements de jeux européens peut prétendre à recueillir une partie de la manne que dispensent, sur les bords de la Méditerranée, ceux qui espèrent un jour ou l'autre s'attirer les faveurs de la Fortune.

Entre Marseille et la frontière italienne, y compris Moolte-Carlo, la déesse aux yeux bandés possédait déjà douze temples où huit cent mille joueurs sacrifièrent, en 1974, plus de 250 millions de francs.

Troisième convive à ce banquet, le Casino-Ruhl s'installe sans dissimuler son appétit. Les autres « casinos tiers », à l'abri de toute superstition, ont choisi d'accueillir avec un sourire un peu forcé, le nouveau venu qui justifie ainsi son intrusion : le Ruhl a fait que remplacer le vieux casino municipal de Nice dont la faillite

est consommée et la démolition prévue. Et puis, il est prouvé que la multiplication des établissements de jeux dans un secteur donné incite les joueurs à les fréquenter tous davantage.

Sous les apparences de la concurrence, on escompte donc une expansion générale. Enfin, il faut se souvenir qu'avant la dernière guerre Nice comptait sept casinos qui ne sont plus que trois.

Les Français d'ailleurs jouent de plus en plus, et, en 1974, ils ont laissé dans les cent quarante-sept casinos français 262 231 208 F, soit 10,9 % de plus qu'en 1973.

Si l'on ajoute à cela que l'hippodrome de Cagnes a encaissé, en 1974, pour 370 millions de francs, on peut considérer que la Côte d'Azur est un endroit où plus qu'ailleurs on veut tenter sa chance.

En bon parrain qu'il est, M. Jean-Dominique Fratoni, qui possède déjà le casino-club de Nice, où il va ouvrir une école de croupiers, et le casino-beach de Sainte-Maxime, a tenu le Ruhl sur les fonts baptismaux, avec le sourire d'un homme mathématiquement convaincu des profits qu'on peut attendre. Quant aux

fonds (tout court) engagés dans la construction des salles de jeux et du complexe qui les entoure, parking, discothèque, cabarets, restaurants, etc., ils atteignent la somme de 80 millions de francs. Interrogé sur la qualité de ses partenaires dans cette opération dont M. Jacques Méderin, le député-maire de Nice, attend un regain d'animation pour la ville, M. Jean-Dominique Fratoni a répondu « qu'il s'agissait d'une société anonyme dont la moitié du capital remanié d'amis italiens, l'autre moitié d'amis français ». Un administrateur italien, M. Cesare Valasanta, ne s'est pas montré plus loquace, mais il semble bien que ces investissements transalpins soient parvenus sur la Côte d'Azur après un léger détour par les Bahamas, ou les Italo-Américains ont des intérêts importants dans les casinos de Freeport et de Paradise Island.

Décor victorien

Pour avoir créé — avec d'autres amis — le Victorin-Sporting Club de Londres, M. Fratoni a le sens du confort de type anglais. Le décorateur et l'architecte d'intérieur qui réalisèrent le Ruhl ont sans doute admis ce penchant car les salons de jeux d'une superficie de 1 800 mètres carrés sont doublés comme ceux d'un club de Pall Mall. Chaque secteur, de la roulette au baccara, offre une ambiance particulière sous des lustres sobres, bien que ventiles, à pendentifs de cristal taillé. Un peu trop puissants à notre goût. Les boiserie d'acajou ou de merisier, les plafonds aux motifs d'or pâle, les moquettes épaisses, fuschia ou grenat, les coins intimes — où l'on se retient de ses émotions en tirant sur un havane, — canapés profonds et larges fauteuils, font que l'on se sent tout disposé à risquer son argent, face à des croupiers portant le col roué qui ne s'ied pas à tous.

Les jeux américains, plus bruyants que les autres, ont été installés dans un salon particulier au décor victorien : plafond laqué et murs dans les tons rouges et bleus, murs tendus de tissus marouflés sous lambrequins brodés à franges d'or. Les tables de Black Jack ou de craps comme celles du « privé », où fonctionnent la banque à « tout va », dont les enjeux sont sans limitation, ont été pourvus de tapis bleu roi, ce qui est une innovation ; le vert ayant jusque-là une exclusivité qu'aucun spécialiste n'explique !

Le restaurant des jeux, sous un plafond parabolique aux murs d'onyx, est pourvu d'une baie donnant sur les jeux américains, qui prennent ainsi une allure d'oquarium, tandis que le bar d'acajou s'étire au long de glaces aux tains fatigués. La chère, faut-il le préciser, est excellente, comme celle du restaurant du cabaret situé à l'étage au-dessous, où l'on trouve, redevenu terrifié par nécessité, M. Pellegrin, le maître d'hôtel principal du quartier. France, tout étonné de l'immobilité des lieux !

Ce cabaret est aussi une réussite dans le genre. Quatre cent cinquante revêtues peuvent trouver place sur des gradins adossés à un bar aux murs de velours à dessins géométriques, verts, ornaux et or. La scène, pourvue des derniers perfectionnements techniques, cascades lumineuses, jeux d'orgues électroniques, permet l'évolution des tris recrutées en Angleterre et la présentation d'attractions de qualité comme les fameux « Stupids » de Las Vegas.

Marlène

Nous avons pu apprécier, lors d'une répétition générale, l'élegance des costumes, qui paraissent inspirés par ceux que Cecil Beaton créa pour My Fair Lady, le bon goût d'une chorégraphie neoclassique et les jolies gambes d'une danseuse chantante, empruntée à la télévision allemande qui l'avait

enlevée au Lido de Paris, Mlle Marlène Charell. Bien que présentée vedette d'une scène où l'on s'attend à en voir d'autres, cette Marlène-là ne fera pas oublier la célèbre compatriote devenue américaine. Elle n'a de commun avec elle que le prénom.

Si l'on ajoute à ce complexe unique sur la Côte d'Azur un parc de stationnement souterrain pour cinq cents automobiles, d'où l'on accède directement par ascenseurs capotés, soit aux salles de jeux, soit à l'hôtel Méridien, qui compte bien loger les joueurs internationaux, on estimera, comme la plupart des Niquois, que le nouveau casino joue une martingale très étudiée.

Et pour être sûr que le baccara ne manquera pas de bras, ses dirigeants s'apprêtent à envoyer outre-Atlantique et dans le golfe Persique des propagandistes convaincants, capables de rabattre les dollars et les pétrodollars vers la promenade des Anglais. Et déjà, pour loger les émir attendus, tels de nouveaux Crusus, Jean-Dominique Fratoni entend prendre, à quelques centaines de mètres, du casino, au bord de la mer, la construction d'un palace qui ne comportera que soixante suites de grand luxe. « Je veux faire de Nice La Mecque du jeu en Europe », a dit le manager corse, ce qui est naturellement une façon de parler... — M. D.

* Le produit des jeux dans les cent quarante-sept casinos français a atteint en 1974 262 231 208 francs, soit 10,9 % de plus qu'en 1973 (236 595 500 francs). Le « Municipal » de Cannes : 26 994 982 francs ; le Palais de la Méditerranée à Nice : 25 899 706 francs et le casino de Cagnes-sur-Mer : 16 628 615 francs. Le casino de Monte-Carlo a fait, en 1974, 154 millions de recettes de jeux.

L'HOTELLERIE HORS DES CHAINES

LES chaînes hôtelières tiennent le haut du pavé ; de quatre étoiles au motel d'autoroute, leur signal apparaît bientôt dans tous les champs de vision du voyageur, et le voyageur se laisser tenter de plus en plus par un confort, un service, une restauration qu'on dit « standardisées » au défaut d'autre vocabulaire, mais qui est en train de gagner du terrain et peut à petit de faire l'unanimité.

Face à ce danger, les hôteliers indépendants ont inventé — ils ont créé, ont paré ? — l'originalité en leur service ? Plus simplement en leur avenir ? Le Crédit hôtelier, commercial et industriel (plus de 6 milliards de francs espagés en dix ans, soit vingt mille prêts ayant permis la création ou la modernisation d'environ 200 000 chambres) leur a posé la question. C'est le résultat de l'enquête qu'il publie aujourd'hui, et qui donne pour ainsi dire la température et la mesure du courage et de l'inquiétude qui anime et agite l'hôtellerie familiale en France.

Objectif 1985 : c'était inéluctable. Ainsi pour 25 % des chefs d'entreprise interrogés, c'est la qualité du service qui apparaît comme devant fournir un atout majeur aux futures sociétés d'exploitation ; le confort arrive en second, suivi par l'emplacement de l'hôtel. Assez curieusement, la gastronomie, prise dans son sens le plus noble, n'incite que 3 % d'entre eux à en faire un cheval de bataille. En revanche, le cadre obtient bien davantage de suffrages (17 %).

La TV sans enthousiasme

An chapitre des difficultés auxquelles les hôteliers (hôtels familiaux, répétées-le) s'attendent dans l'avenir, la majorité met l'accent sur la gestion proprement dite de leur établissement. On notera, suivant le lieu où est installé l'hôtel, des pôles d'inquiétude : « qui vient de la capacité jugée insuffisante » aux aires de l'activité saisonnière.

Quelle silhouette pour l'hôtel de demain ? De l'avis des hôteliers, souligne l'enquête, les établissements de moins de 20 chambres devront plus que doubler leur capacité de manière à offrir en moyenne 30 à 40 chambres. Ceux de 20 à 49 et de 50 à 99 chambres devront marquer une progression respectivement de 12 et 5 %. Plus étonnant : les hôtels ayant actuellement plus de 100 chambres devront voir — capacité idéale — leur nombre se stabiliser aux alentours de 125.

« Quels seront les éléments de confort indispensables à un hôtel comme le vôtre dans dix ans ? » Les réponses dans l'ordre d'importance : chambres avec W.C., isolation phonique, salles de bains, téléphone direct. La télévision ne paraît pas être un « outil » indispensable aux hôteliers puisqu'elle recueille moins de 50 % des avis favorables.

Revenons sur la cuisine. Plus de tiers des hôteliers servent, affirmant-ils, une cuisine dite « classique » de 12 et 5 %. Plus d'un tiers s'orientent vers la moitié vers une cuisine rapide, les autres vers une cuisine gastronomique et 10 % enfin vers une cuisine familiale ou plus simple.

Et si vous deviez reconstruire votre hôtel, quelle formule choisiriez-vous ? Ici, les hôteliers paraissent ne pas vouloir abandonner de sitôt leur métier et leur vocation puisque une forte majorité affirme qu'ils reconstruiront leur établissement selon une formule confortable et typique.

Alors d'où viendront les dangers ? Ils répondent : des grandes chaînes, des locations d'appartements, de l'attrait des pays étrangers. Sourires ou grimaces ? Finitôt sourires : 63 % des hôteliers se montrent optimistes ; 24 % optimistes modérés ; 13 % pessimistes.

...LES SOUHAITS DES PAUVRES

En Lozère, un hôte payant à la table familiale

CINQ cent mille hectares partagés entre des forêts drues, des landes sauvages, des vallées dont on ne voit pas le fin ; des sites réputés, qui s'appellent le parc national des Cévennes, les gorges du Tarn, la Margeride, les grottes de Dargilan, l'Aubrac, les Causses ; des richesses archéologiques — châteaux, églises, villages fortifiés, maisons anciennes, pierres levées, menhirs et dolmens — et des ressources thermales ; à l'heure des grands inventaires touristiques, la Lozère ne compte plus ses biens, ni ses atouts.

Le département, pourtant, se

meurt de mort lente. En un siècle, il a vu sa population diminuer de moitié : 144 700 habitants en 1851, 81 859 en 1962 et 71 500 en 1973, soit, à peu de chose près, la population d'une ville moyenne française, ou encore le chiffre d'accroissement annuel d'un département comme l'Essonne. A l'origine de cette dépopulation alarmante, deux causes essentielles : l'exode rural et la faiblesse insigne du taux d'accroissement naturel. L'excédent du taux de natalité sur le taux de mortalité était, en Lozère, de 0,8 pour 1 000, tandis que la moyenne nationale tourne autour de 4 pour 1 000.

Si conforter l'armature des petites villes, renforcer les réseaux des collectivités locales, innover au plan des régimes juridiques pour favoriser la diversification des activités, sont les trois moyens essentiels sur lesquels le gouvernement entend miser sa politique en faveur des régions désertées, comme l'indiquent très récemment M. François Essig, délégué adjoint à l'aménagement du territoire, aux élus lozériens réunis à Mende, le tourisme, seconde activité départementale après l'agriculture, est naturellement appelé à jouer dans l'avenir de la Lozère (et, parlant, dans toute la « France fragile » pour reprendre les termes de M. Essig) un rôle d'importance.

Premier objectif, accueillir. Accueillir pour susciter une animation et créer de nouvelles activités directement liées au milieu rural. Pour ce faire, il conviendrait de mettre en place des structures originales d'hébergement partiellement intégrées aux sites retenus pour ne pas risquer de les endommager. Leur implantation comme leur capacité doivent, dans tous les cas, être définies en liaison étroite avec les actions d'aménagement rural, de manière à proposer au citadin la possibilité d'établir des contacts avec le monde paysan et à procurer aux agriculteurs une activité complémentaire, qu'il serait souhaitable de voir s'étendre au-delà des

deux mois d'été, si possible pendant l'année entière.

Pour favoriser l'insertion de la population locale dans la « machine » touristique, la construction ou la restauration de gîtes ruraux s'impose, conjointement avec le développement de l'accueil à la ferme, sous toutes ses formes habituelles (camping, repas à la table de ferme, accueil et hébergement de groupes équestres, etc.). D'autre part, le tourisme lozérien mise sur la randonnée « toutes saisons », à ski l'hiver, à pied et à cheval durant les autres mois de l'année. Toutefois un développement satisfaisant de cette triple activité ne saurait s'entendre sans la mise en place de nouveaux balisages d'itinéraires, et, là encore et surtout, de gîtes d'étapes judicieusement placés et même conçus de manière à pouvoir être utilisés, dans les périodes creuses, par les ruraux eux-mêmes en quête de lieux de rencontre et de centres d'animation « interne ».

Espaces vierges

Pour l'heure, dix centres équestres organisent des randonnées en groupe (de dix à quinze participants à la fois) d'une durée d'une semaine. Le cavalier a la charge entière de sa monture, l'hébergement se fait à la ferme, à l'hôtel ou dans l'un des gîtes déjà existants. Le prix de ces chevauchées est de l'ordre de 90 à 120 francs par jour.

Pour les randonnées pédestres le parc national des Cévennes et l'association « Drailles » proposent des sentiers balisés à parcourir seul (avec un topoguide en poche) ou accompagné, d'une durée d'une demi-journée à une semaine. La semaine coûtera — sans hébergement — aux avertisseurs de 85 francs par personne.

Mais il faut noter aussi le canoë-nyak, pratiqué sur un réservoir (Tarn, Tamon et Truyère) couvrant 224 kilomètres de rivières ; la pêche dans 477 cours d'eau ; tous classés première catégorie (on

prend chaque année) ; la spéléologie, notamment sur la cascade Méjean, riche de plus de quatre cents avens ; le ski de randonnée, l'accueil à la ferme et la gastronomie régionale qui propose des plats robustes et garantis naturels, charcuteries de haut goût, fromages ignorants la pasteurisation, poissons, champignons, grenouilles...

Une demande nouvelle

Parler d'une « nouvelle forme de tourisme » serait excessif : le monde rural français a déjà prouvé (notamment lors de l'année passée qu'il était à même de satisfaire — jusqu'à un certain point — toute une gamme de structures encore très insuffisantes — une demande nouvelle, émanant de citadins sensibilisés par leur besoin réel de retour aux sources, loin de la pollution et du trac des villes, parfois même contraints, par les retombées de la crise, de renoncer à de lointains séjours.

La Lozère, si elle recueille les aides indispensables pour « bâtir » son organisation touristique, se placera sans peine parmi les tout premiers départements français candidats au tourisme en milieu rural.

« La chance de ce département, devait dire encore M. Essig, c'est le maintien de son cadre naturel, les grands espaces vierges, un pays non pollué. L'aménagement du parc national des Cévennes et de sa zone périphérique, l'aménagement du Lar, le développement du ski nordique qui apporteront un peu d'animation et un peu de vie aux zones isolées durant la dure période de l'hiver, voilà autant d'actions qu'il faut poursuivre dans le cadre de la politique de la montagne. »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(*) Office départemental du tourisme de la Lozère, 48000 Mende.
(*) A Paris : Maison de la Lozère, 1 bis, rue Hauteville, 75006, tél. : 226-92-09.

nouvelles frontières
Faites votre voyage

propos de nombreuses formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de nous qu'un transport à bon marché.

PARIS/NEW YORK 1050 F AR
PARIS/SANAA 1550 F AR
PARIS/MEXICO 1980 F AR
PARIS/DELHI 2250 F AR

Ces vols sont ouverts à tous, sans aucune discrimination.

Circuits organisés

Groupes de 30 personnes avec un accompagnateur N.F. Itinéraire proposé à l'avance - Hébergements et transports intérieurs réservés -

- du 9 février au 23 février -
- du 22 mars au 6 avril -

Découverte de L'EGYPTE :
1850 F tout compris
avec transport Paris/Le Caire
AR en jet

Bon à découper - à retourner à
NOUVELLES FRONTIÈRES
63 avenue Denfert-Rochereau
75014 PARIS
tél 325.57.51 et 633.28.91

NOM
Prénom
rue N°
Ville
Je désire recevoir la documentation sur le voyage

**ORGANISATION TECHNIQUE
TOURAVENTURE**
Licence 793 A

APRÈS 40 ANS
impossible de rater
SES VACANCES
car V.V.T. a tout prévu

Spécialiste des laisirs en toutes saisons, V.V.T. conçoit, prépare et organise des programmes (France et étranger) qui vous séduiront.

Si vous voulez détente, repos et confort, et vous aspirez à la découverte d'horizons nouveaux, si vous aimez la liberté, consultez-nous.

Nous vous proposerons des vacances « sur mesure » !
Catalogue gratuit et tous renseignements à :

**Voyages
Vacances
Tourisme**
Licence 635 A
5, bd Vaugirard, 75015 Paris
538-52-12

Tourisme

« UN AVENIR POUR NOTRE PASSÉ »

Les villes d'art à la Conciergerie

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a inauguré le mardi 21 janvier l'exposition consacrée aux villes d'art d'histoire et de tradition à la Conciergerie du palais de justice de Paris (1). C'est le...

Confient (Pyrénées-Orientales). Des spécialistes (parisiens) présentant, selon un plan et des thèmes bien définis, des documents comparables seraient fait tout autre chose. Bien plus symbolique est finalement cette idée de concours qui a permis aux bonnes volontés locales de s'exprimer. Comme l'a rappelé M. Alain Baquet, directeur de l'architecture et président du comité exécutif de l'Année européenne, le souhait des organisateurs était essentiellement de faire participer les élus et la population sur place.

Aux détours du labyrinthe installé dans la magnifique salle des gens d'armes de la Conciergerie (pour ne pas se perdre, il faut commencer par l'Alsace et suivre les fleches vertes collées au sol) le visiteur est sollicité par toutes sortes d'images et d'objets. Les cathédrales et les églises y ont la part belle, surtout à Poitiers, Limoges et Caen, preuve de l'idée encore très « monumentale » qu'on se fait du patrimoine architectural.

Vierge au manteau Mais de nombreuses villes ont choisi de montrer leurs rues et les ensembles architecturaux parfois composés de façades simples qu'elles offrent : Lectoure (Gers), le fameux cours Mirabeau d'Albi (Tarn), la rue du Gros-Horloge à Rouen, la place ducale de Chartres, les rues de Lille, de Granville ou d'Ancey sont là. Des maisons nobles ou simples (Chartres, Rennes et Vitré), les fermes de granit de Guerlesquin (Finistère) ou à pans de bois de Beuvron-en-Auge (Calvados) aussi. Et les quelques comparaisons de leur état avant et après restauration, toujours spectaculaires, retiennent le regard : le couvent des Jacobins à Toulouse, l'abbaye des Prémontrés à Font-A-Mousson, le palais de l'Isle à Ancey, des maisons de Lille, Troyes ou Chartres.

Des objets, peut-être un peu trop nombreux, distraient le visi-

teur d'une suite d'images qui aurait pu être fastidieuse : statues, clés d'arc sculptées et coqueaux de bois (Lille), échantillons de ferronneries (Strasbourg), objets d'art religieux (Le Puy, Montbrison...), comme cette vierge au manteau de Bar-le-Duc, et outils d'artisan, comme l'alphabet de ses compagnons charpentiers (Tours).

L'architecture contemporaine n'est pas oubliée : Dijon, Strasbourg, Colmar présentent des projets ou des réalisations et Ancey expose la maquette du nouveau quartier de la Manufacture. On peut voir aussi les maisons modernes construites dans le Marais, à Paris, et le projet du tribunal administratif de Nice.

Les répercussions qu'a eues l'organisation de l'exposition sur la vie locale sont malheureusement peu sensibles, sauf à Manosque où les enfants des écoles ont participé à sa préparation et à Saint-Sever (Landes) où des jeunes ont construit une maquette remarquable du centre ancien de cette petite ville de 5 000 habitants.

Enfin, l'administration chargée de la protection des monuments historiques et des sites ainsi que des monuments-musées sauvegardés conjointement avec le ministère de l'équipement explique pour la première fois au public ce qu'elle fait : une action qui est bien moins négative que le croient généralement ceux qu'elle gêne.

Il serait navrant qu'une telle exposition ne pût être présentée plus longtemps à Paris, ou transportée en province. Pourquoi pas dans le palais des Papes d'Avignon ou les entrepôts Laine de Bordeaux, dont une maquette montre justement l'intérêt ?

MICHELLE CHAMPENOIS.

125 F c'est l'Angleterre en voiture par l'Hoverlloyd 100 à l'heure sur un paquebot volant, c'est un voyage fabuleux dont vous parlerez longtemps. L'HOVERLOYD, c'est Calais-Ramsgate en 40 minutes avec au bout l'autoroute de Londres. Traversée de la voiture à partir de 125 F (suivant dimensions). Brochure, horaires et réservation auprès de votre agence de voyages ou à HOVERLOYD: Tél. Calais 34.67.10 - Paris 225.33.95

LES ENIGMES DU MONT SAINTE-ODILE

CAMP d'investigations pour l'historien et de recherches pour l'archéologue, endroit privilégié pour le géographe, haut lieu de grâce enfin pour le croyant annuellement muet en pèlerin, le mont Sainte-Odile, avec, bon an, mal an, près d'un million de visiteurs, est, à 40 kilomètres de Strasbourg, l'un des sites dont l'Alsace peut s'enorgueillir à juste titre. Jacques Legros, à qui l'on devait déjà plusieurs ouvrages d'une Allemagne (des Guides bleus) à une Scandinavie annondée (Jeune Atrique) en passant par des Voyages (Horizons de France), n'a pas travaillé moins de dix années — dont une entière sur place — à la rédaction de ce nouveau livre. Son Mont Sainte-Odile se veut non seulement une somme de toutes les connaissances acquises enrichies de ses propres réflexions et deductions, mais encore un reflet de toute l'histoire de l'Alsace, et, partant, de l'histoire tout court.

Avec lui, le lecteur pourra percer enfin les énigmes qui restent attachées au Mont païen, cette énigme mégalithique loquée de 10 kilomètres, à l'abri de quoi Eichon, duc d'Alsace — « ce barbare Euticon dont le nom est si ridicule », écrit le Claudel d'Images et signets entre les feuilles, — lui bâtit, vers la fin du septième siècle, le monastère de Hohenbourg.

Le « passeur d'âges », comme l'appelle encore Claudel, ignore que ces chapelles, ces tours et ces cloîtres deviendront un peu plus tard le lieu d'origine de la sainte Odile — « Ma grande Odile, en vision si douce, avec des pans noirs de rouille — Au titre d'Alsace chargé de vos courtes, avec un soleil si libellé, — une aveugle et musculeusement guérie par Erhard, évêque de Rasibonne.

C'est donc à ce que l'auteur appelle lui-même un « tourisme métaphysique » que nous convie ce gros volume riche de notes, de précisions, d'analyses. Il s'ouvre sur une étude du paysage environnant, puis les lieux habités, se poursuit avec l'évocation de la naissance du christianisme en Alsace, nous retrace ensuite l'histoire même d'Odile, s'arrête ensuite sur les heures et malheurs de l'abbaye avant d'aborder la situation actuelle, puis de se résumer sur une visite détaillée de l'ensemble. Un « lieu écrit de mémoire entre ses esprits et ses âmes », comme l'écrit dans sa préface Mgr Jean-Joëlle Weber, ancien archevêque de Strasbourg. — J.-M. D.-S.

Le Mont Sainte-Odile, reflet de l'histoire d'Alsace, par Jacques Legros. Il existe deux éditions du texte : l'une, soignée et illustrée, parus aux éditions Albin (10, rue Barchinon, B.P. 91, 88-colmar) et vendue au prix de 140 F; l'autre, de présentation plus simple, publiée par S.O.S. (106, rue du Sac, 75006 Paris), au prix de 40 F.

A CENT DOLLARS PAR JOUR Des croisières avec de l'audace

LORS que le marché mondial des croisières ne retient que d'échos pleurants, un armateur grec, John C. Carras, se lance à contre-courant. Et, paradoxe supplémentaire, il propose aux agents de voyages et aux touristes des croisières de grand luxe. Le groupe britannique Peninsular and Oriental (P. and O.), l'un des plus grands armateurs du monde, annonce que son paquebot de 20 000 tonnes, le Nevada, va être retiré du service au raison d'une hausse sans précédent des charges d'exploitation. Le navire de luxe danois Copenhagen est à la recherche d'un acheteur quelques jours seulement après avoir été lancé et avoir entraîné dans la faille huit cent quarante commanditaires. En Floride, véritable cœur du monde pour ce genre de loisirs, la tendance n'est pas à l'optimisme. En France, toutes les études financières les plus récentes concordent et montrent que l'exploitation d'un nouveau paquebot pour remplacer la France serait déficitaire en 1975 d'un mois à 7 millions de francs.

Les portes d'or De fait, ce sont des croisières de vingt et un jours qui sont proposées à partir de fin de juillet en Méditerranée. Le prix moyen pour une cabine à deux lits est de 6 000 F. Rien n'a été ménagé pour offrir le luxe, le confort et les divertissements les plus nombreux sur ces navires de 162 mètres et de 17 000 tonnes. Ils auraient pu accueillir 800 personnes, mais on a préféré limiter le nombre des voyageurs à 480. Les cabines qui, presque toutes, ont le vue sur le large, sont vastes (15 à 24 mètres carrés) et équipées d'une salle de bains, d'air conditionné réglable individuellement, d'un téléphone et d'une télévision en circuit fermé. L'équipage — en majorité des Grecs — se compose de 250 personnes.

sorte de croisière — à la carte. Et, pour cela, surmontant trois obstacles : le sentiment de claustrophobie à bord, les escaliers — à la hauteur — et le « pseudo-amateurisme » à bord qui, habituellement, n'a rien à voir avec un quelconque enrichissement culturel des passagers. Il s'agit, excluant le tourisme amateuriste et montagnard, d'offrir le détente pour le corps et pour l'esprit, d'ouvrir les portes de la connaissance et de l'art. Chaque voyage s'articule autour d'un thème : la civilisation byzantine, les cités de Levant, les villes de la mer. Des conférences assurément passionnantes. En outre, à partir de Pâques 1976, les navires feront escale à Porto Carras, en Halkidiki, non loin du mont Athos, où, sur un domaine de 160 hectares, l'armateur édifie des suberges, des villas, des hôtels, un grand amphithéâtre de 3 500 places, un golf, un manège.

Une « Guêpe » pour les marins d'eau douce — Péniche-hôtel doté d'un vrai pont-promenade, d'un bar et de dix-sept cabines doubles, le Guêpe-Bulle, somnolent emmené, le long d'un week-end, des marins d'eau douce au lit de la Seine. On jette l'ancre à Moret-sur-Loing et à Samois. Et si le cœur leur en dit, les passagers peuvent alors enfourcher une bicyclette à l'escalade il court la campagne silencieuse.

S. S. Bore-III lève l'ancre deux fois par semaine (les mardi et vendredi), quittant la capitale finlandaise à destination de Leningrad ou de Tallin, capitale de l'Estonie. Aucun visa d'entrée en U.R.S.S. n'est demandé aux participants, qui logent à bord du paquebot. Cette belle unité coûte trois cent dix places réparties en quatre classes ; on trouvera à son bord, outre des salons confortables, un

sauna authentiquement finlandais. * Office national du tourisme de Finlande : 13, rue Anbar, 75009 Paris, tél. : 973-96-21.

LA RÉSIDENCE DU VIEUX GÈRE A 30' de Notre-Dame de PARIS par le R.E.R. A GRISY-SUISNES (banlieue sud-est) PAVILLONS 104 m2 180.000 F PRIX FERME, avec jardin privé et garage. Possibilité de crédit. Renseignements : J. BÉCHU, 21, rue des Mûriers, ORLÉANS. Tél. : (38) 62-05-68.

40 ANS... croisière vers RHODES départ le 19 avril Ne rêvez plus, mais débarquez enfin sur ces terres de légendes : Rhodes - Beyrouth - Athènes - Olympie... Attention, cette croisière est spécialement réservée aux plus de quarante ans, et il faut absolument s'inscrire avant fin février. ... Vous vivrez 13 jours inoubliables dans la luminosité des pays méditerranéens ! Catalogue gratuit et tous renseignements à Voyages Vacances Tourisme Licences G.S.A. 5, bd Vaugirard, 75015 Paris - 538-52-12

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS Côte d'Azur CANNES HOTEL DU PARC *** NN, près mer et casino, plein confort. Parking. Gd parc. MENTON HOTEL LA FEROUSE *** NN, Jardins, Bord mer. Tél. 20-04-06. NICE HOTEL FRATEL *** NN, (Plein confort) entièrement neuf, calme, jardin, piscine chauffée. Pension complète 120 1/2 pension 100 T.T.C. HOTEL GOUNOD *** 3, rue Gounod, Annecy, hôtel, central, calme, très confort, ch. et pch. de 70 à 100, tout compris. Tél. (03) 28-26-20. VILLEFRANCAIS-SUR-MER Hôtel WELCOMME ***, bord de mer, salon d'hiver. Tél. : (03) 20-10-26. Montagne Alpes du Sud, 4400 LE SAUZE, 1.400 m. Hôtel LE DAUO *** NN, près des pistes, piscine chauffée, sauna, possibilité séminaires. Tél. : (03) 21-06-59. Provence 04-VILLENEUVE-de-HE-PROVENCE près Manosque sous le ciel le plus pur d'Europe BEPOS, CALME, CONFORT LE MAS SAINT-YVES *** NN demi-p. à partir 30 F net. T. : 78-42-51. Province BORDEAUX LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX *** N, Apple calme, 44 à 64 F T.T.C. Centre affaires et spectacles, 2, place de la Comédie, Bordeaux. Tél. : 52-04-03 à 05. Angleterre VICTORIA (Londres) HAMILTON HOUSE HOTEL, Bead and Breakfast à partir de 25 F par personne 60 Warwick Way, SW1. Téléphone : 01-621-1211. Suisse AROSA (Grisons) HOTEL VALSANA, 1er étage, Courtois de beaux Placards pleins air et Placards couverts.

HOVERLOYD PLUS VITE MOINS CHER VERS L'ANGLETERRE M adresse ville code postal Désire recevoir gratuitement une brochure HOVERLOYD A retourner à HOVERLOYD Hoverport International 62106 Calais

GEORGES-HENRI SATGE carnet de vol aux commandes d'un Jumbo PRESSES DE LA CITE Au fil des pages de "carnet de vol", l'auteur répond aux questions que se posent les millions de passagers qui confient leur vie au-dessus des océans et des continents à un seul homme, le commandant de bord.

GUIDE I PAYS mystérieux

VOYAGE En

صلى الله عليه وسلم

Tourisme

VOYAGE DANS LE TEMPS
En Algérie, sur les chemins de l'histoire

Le voyageur qui parcourt l'Algérie peut y découvrir des vestiges archéologiques d'époques très diverses : tous les âges depuis le préhistorique ont laissé des traces sur cette contrée du Maghreb.

Dans les pays étranges du Sud algérien, les découvertes du Tassili révèlent avec éclat que l'art rupestre peut se mesurer sans complexe avec les plus hautes expressions de l'homme dans l'histoire.

La réputation de Tipasa ou de Tingad a maintenant largement débordé les frontières, mais bien d'autres vestiges qui parsèment le territoire national méritent d'être mieux connus pour la beauté et le charme de leurs sites.

Les vestiges de l'occupation romaine

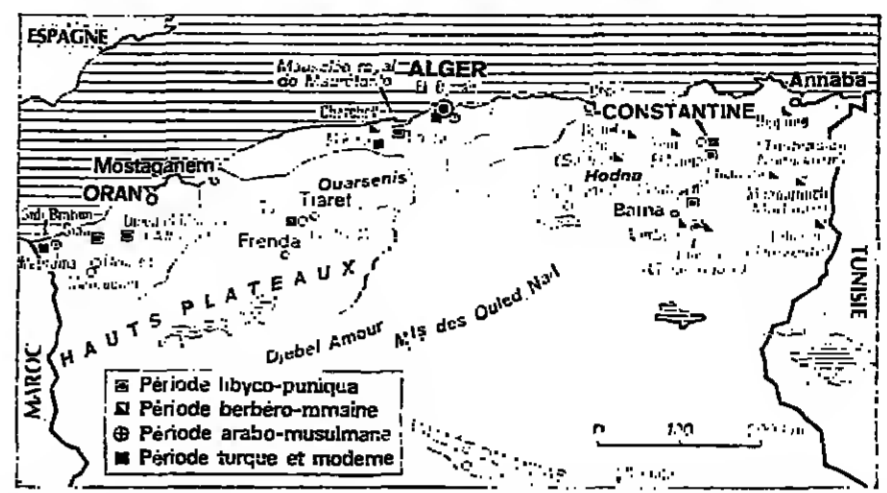
Sites et monuments de la seconde phase sont néanmoins les plus nombreux, car ils ont souvent reconvert les constructions des époques précédentes comme à Cherchell, capitale du roi Juba II, ou à Hippone, autre résidence royale numide.

Toutes les villes de l'époque berbéro-romaine sont loin de se ressembler totalement. On peut y retrouver certains monuments comme le forum, la curie, la basilique judiciaire, les temples, le théâtre ou l'amphithéâtre, mais sans être une exception, car l'urbanisme a dû partout ailleurs tenir compte des aménagements

l'âme d'un peuple épris de liberté et profondément attaché aux valeurs de la civilisation arabo-musulmane. Toutes les villes ou presque reflètent une histoire millénaire enrichie par l'influence de l'Orient et de l'Occident musulman (Andalousie).

Le long périple des Kharadjites du huitième au douzième siècle nous conduit dans leurs capitales successives : Tahert, non loin de Tiaret, Sedrata près de Ouargla et enfin la Pentapote du M'Zab. Il ne reste que peu de choses des deux premiers établissements, mais la vallée du M'Zab, à 600 kilomètres au sud d'Alger, autrefois région inaccessible et peu hospitalière du désert, est devenue et demeure toujours une oasis accueillante et vivante au cœur du Sahara.

Plus au nord, on découvre deux célèbres cités hammadiques : la Qalaa des Beni-Hammad et Bejaia. La Qalaa (citadelle), fondée en 1007 après J.-C. au sud-ouest de Sétif, prospéra jusqu'en 1067, date à laquelle les Hammadiques s'installèrent sur la côte, à Bejaia. L'ancien minaret, dont la restauration vient d'être terminée,



est le joyau de la Qalaa tandis que le château du Fanal et le palais de la Mer, où les fouilles se poursuivent, livrent de précieuses indications et d'inestimables trésors.

Bucoliques

Des le onzième siècle, l'art algérien s'est enrichi des apports de l'Espagne musulmane et les vestiges almoravides sont remarquablement conservés dans les grandes mosquées de Tlemcen, d'Alger et de Nedroma. Le royaume de Tlemcen connut une nouvelle période de grandeur du douzième au quinzième

siècle. On peut encore aujourd'hui se recueillir dans la mosquée de Sidi-Bel-Hassein (1296) dont le mihrab est un chef-d'œuvre, admirer l'élegant minaret de la Grande Mosquée et la somptueuse décoration méridionale de Sidi-Bou-Medienne et de sa medersa nouvellement restaurée. Aux abords de Tlemcen, les ruines bucoliques de Mausourah, construite par les Mérinides au quatorzième siècle, retiennent le visiteur.

Plus proche de nous, la période turque a marqué la ville de Constantine avec le palais d'Ahmed Bey et surtout la célèbre casbah d'Alger. El-Djazair, l'ancienne médina, a su garder son cachet

propre, le charme mystérieux de ses ruelles escarpées, ses terrasses étagées, ses encorbellements et ses minarets... Le Comédor, le serviteur des monuments historiques et la municipalité d'Alger s'emploient actuellement à sauvegarder et à mettre en valeur ce site, source d'inspiration de grands architectes et urbanistes de notre temps.

De nombreux sites, enfin, témoignent de la résistance nationale, attestent de hauts faits d'armes, notamment de ceux de l'émir Abd El-Kader à Tagdempt (Tiaret), Sidi-Kada (le camp de la Smalaa, Miliana) et Sidi-Brahim...

VACANCES ÉTÉ - HIVER AU CHALET DE LA COLOMBIÈRE SUPER GRAND BORNAND (HAUTE-SAVOIE) - 1.350 m. A 30 minutes d'ANNECY dans une petite station très bien équipée. Vous trouverez le calme, l'air pur, la beauté du site que vous recherchez et un placement sûr (locations faciles). Appartements très bon standing, vue sur les pistes : du mini-studio au 2 pièces à partir de 45.000 F. PRIX FERME. Crédits possibles.

"Je suis propriétaire et vous ?" Vous aussi pouvez devenir heureux propriétaire. En achetant une chambre d'hôtel pour le temps de vos vacances. A la neige, à la mer ou même à Paris. Le Prix ? Il est plus que raisonnable. Et c'est un patrimoine que vous pourrez vendre, louer ou prêter et qui prend de la valeur au fil des jours. Les Hôtels ? Ils font tous partie d'une grande chaîne hôtelière et vous offrent leur expérience et leurs services. Plus de services ménagers, ni de problèmes domestiques. Les Résidences Hôtelières Françaises : pour vivre à fond vos vacances. R.H.F. vous propose : 1 à Mégeve : Le Mont-Blanc*** (7 jours : 8500 F) 2 à Chamonix : La Carillon*** (7 jours : 6000 F) 3 aux Ménières : Pierre-Blanche** (7 jours : 6000 F) 4 à Reulle-sur-Mer : Le Bedford*** 5 à Fréjus-Plage : Le Capitole*** 6 Le Trévas : Le Naviret*** 7 à Paris : Résidence Champs-Élysées*** S'adresser sur place ou NOVIM, 2, av. Montaigne, 75008 Paris 359.50.02

GUIDE DE PARIS mystérieux. Poétiques, cocasses ou tragiques, découvrez les secrets des rues et des quartiers de Paris. Retrouvez au Procopée Voltaire et Diderot, mais méfiez-vous, Bertrand, le vampire de Montparnasse, éventre encore chaque soir un cadavre... 8,00 f chaque volume illustré. PRESSES-POCKET

USA & CANADA

ALLER/RETOUR A PARTIR DE 1550f (Canada 1675f)

Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord. Appelez Paris 073.50.56 ou adressez-vous à votre Agent de Voyages.

Greyhound Varajet

ACENT HOTEL... leres avec de l'audace

40 ANS... RHODES

330-52-12

ENFI SATUL

DES DE LA COTE

Jeux

Dames

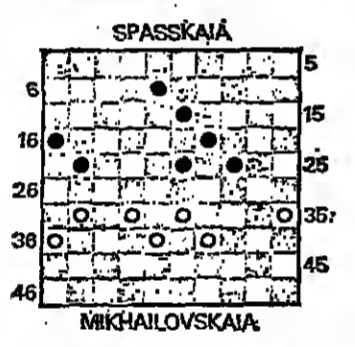
Femmes entre elles

Le championnat du monde féminin... qui s'est déroulé à Amsterdam...

Simultanément à son lieu le championnat du monde « juniors » qui a vu la victoire inattendue de Jeanne Schillard...

La performance de Schillard est remarquable... car elle ne compte que 3 000 licenciés alors que la Fédération hollandaise compte 15 000 licenciés...

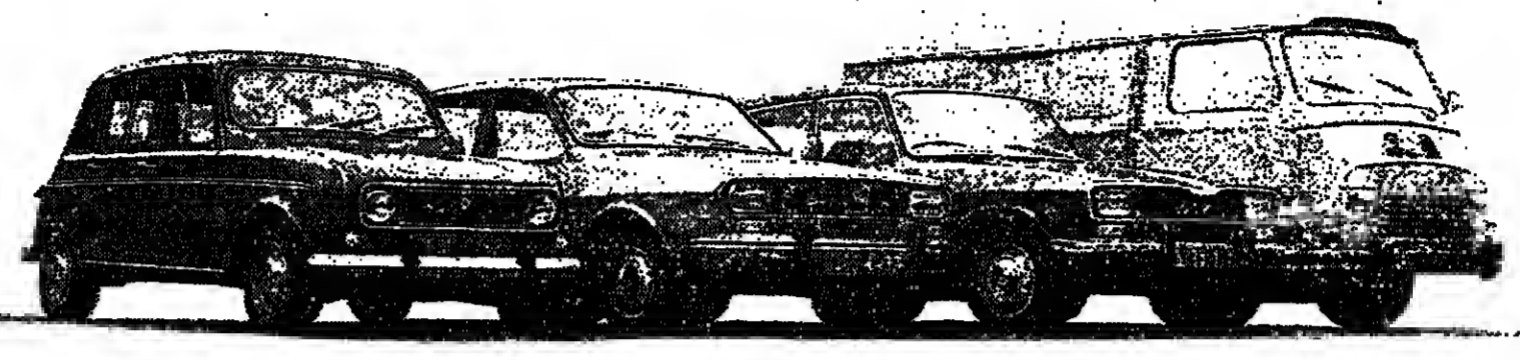
La partie qui oppose Mikhalovskaia à Spasskaia fut évidemment suivie avec une attention toute particulière...



La partie se déroula alors comme suit :

- Blancs Noirs
43 33-34 (a) 24-30 (b)
44 35-36 19-20
45 37-38 21-22
46 39-40 23-24
47 41-42 25-26
48 43-44 27-28
49 45-46 29-30 (c)
50 47-48 31-32
51 49-50 33-34
52 51-52 35-36
53 53-54 37-38 (d)
54 55-56 39-40 (e)
55 57-58 41-42 (f)
56 59-60 43-44 (g)
57 61-62 45-46 (h)
58 63-64 47-48 (i)
59 65-66 49-50 (j)
60 67-68 51-52 (k)
61 69-70 53-54 (l)
62 71-72 55-56 (m)
63 73-74 57-58 (n)
64 75-76 59-60 (o)
65 77-78 61-62 (p)
66 79-80 63-64 (q)
67 81-82 65-66 (r)
68 83-84 67-68 (s)
69 85-86 69-70 (t)
70 87-88 71-72 (u)
71 89-90 73-74 (v)
72 91-92 75-76 (w)
73 93-94 77-78 (x)
74 95-96 79-80 (y)
75 97-98 81-82 (z)
76 99-100 83-84 (aa)
77 101-102 85-86 (ab)
78 103-104 87-88 (ac)
79 105-106 89-90 (ad)
80 107-108 91-92 (ae)
81 109-110 93-94 (af)
82 111-112 95-96 (ag)
83 113-114 97-98 (ah)
84 115-116 99-100 (ai)
85 117-118 101-102 (aj)
86 119-120 103-104 (ak)
87 121-122 105-106 (al)
88 123-124 107-108 (am)
89 125-126 109-110 (an)
90 127-128 111-112 (ao)
91 129-130 113-114 (ap)
92 131-132 115-116 (aq)
93 133-134 117-118 (ar)
94 135-136 119-120 (as)
95 137-138 121-122 (at)
96 139-140 123-124 (au)
97 141-142 125-126 (av)
98 143-144 127-128 (aw)
99 145-146 129-130 (ax)
100 147-148 131-132 (ay)
101 149-150 133-134 (az)
102 151-152 135-136 (ba)
103 153-154 137-138 (bb)
104 155-156 139-140 (bc)
105 157-158 141-142 (bd)
106 159-160 143-144 (be)
107 161-162 145-146 (bf)
108 163-164 147-148 (bg)
109 165-166 149-150 (bh)
110 167-168 151-152 (bi)
111 169-170 153-154 (bj)
112 171-172 155-156 (bk)
113 173-174 157-158 (bl)
114 175-176 159-160 (bm)
115 177-178 161-162 (bn)
116 179-180 163-164 (bo)
117 181-182 165-166 (bp)
118 183-184 167-168 (bq)
119 185-186 169-170 (br)
120 187-188 171-172 (bs)
121 189-190 173-174 (bt)
122 191-192 175-176 (bu)
123 193-194 177-178 (bv)
124 195-196 179-180 (bw)
125 197-198 181-182 (bx)
126 199-200 183-184 (by)
127 201-202 185-186 (bz)
128 203-204 187-188 (ca)
129 205-206 189-190 (cb)
130 207-208 191-192 (cc)
131 209-210 193-194 (cd)
132 211-212 195-196 (ce)
133 213-214 197-198 (cf)
134 215-216 199-200 (cg)
135 217-218 201-202 (ch)
136 219-220 203-204 (ci)
137 221-222 205-206 (cj)
138 223-224 207-208 (ck)
139 225-226 209-210 (cl)
140 227-228 211-212 (cm)
141 229-230 213-214 (cn)
142 231-232 215-216 (co)
143 233-234 217-218 (cp)
144 235-236 219-220 (cq)
145 237-238 221-222 (cr)
146 239-240 223-224 (cs)
147 241-242 225-226 (ct)
148 243-244 227-228 (cu)
149 245-246 229-230 (cv)
150 247-248 231-232 (cw)
151 249-250 233-234 (cx)
152 251-252 235-236 (cy)
153 253-254 237-238 (cz)
154 255-256 239-240 (da)
155 257-258 241-242 (db)
156 259-260 243-244 (dc)
157 261-262 245-246 (dd)
158 263-264 247-248 (de)
159 265-266 249-250 (df)
160 267-268 251-252 (dg)
161 269-270 253-254 (dh)
162 271-272 255-256 (di)
163 273-274 257-258 (dj)
164 275-276 259-260 (dk)
165 277-278 261-262 (dl)
166 279-280 263-264 (dm)
167 281-282 265-266 (dn)
168 283-284 267-268 (do)
169 285-286 269-270 (dp)
170 287-288 271-272 (dq)
171 289-290 273-274 (dr)
172 291-292 275-276 (ds)
173 293-294 277-278 (dt)
174 295-296 279-280 (du)
175 297-298 281-282 (dv)
176 299-300 283-284 (dw)
177 301-302 285-286 (dx)
178 303-304 287-288 (dy)
179 305-306 289-290 (dz)
180 307-308 291-292 (ea)
181 309-310 293-294 (eb)
182 311-312 295-296 (ec)
183 313-314 297-298 (ed)
184 315-316 299-300 (ee)
185 317-318 301-302 (ef)
186 319-320 303-304 (eg)
187 321-322 305-306 (eh)
188 323-324 307-308 (ei)
189 325-326 309-310 (ej)
190 327-328 311-312 (ek)
191 329-330 313-314 (el)
192 331-332 315-316 (em)
193 333-334 317-318 (en)
194 335-336 319-320 (eo)
195 337-338 321-322 (ep)
196 339-340 323-324 (eq)
197 341-342 325-326 (er)
198 343-344 327-328 (es)
199 345-346 329-330 (et)
200 347-348 331-332 (eu)
201 349-350 333-334 (ev)
202 351-352 335-336 (ew)
203 353-354 337-338 (ex)
204 355-356 339-340 (ey)
205 357-358 341-342 (ez)
206 359-360 343-344 (fa)
207 361-362 345-346 (fb)
208 363-364 347-348 (fc)
209 365-366 349-350 (fd)
210 367-368 351-352 (fe)
211 369-370 353-354 (ff)
212 371-372 355-356 (fg)
213 373-374 357-358 (fh)
214 375-376 359-360 (fi)
215 377-378 361-362 (fj)
216 379-380 363-364 (fk)
217 381-382 365-366 (fl)
218 383-384 367-368 (fm)
219 385-386 369-370 (fn)
220 387-388 371-372 (fo)
221 389-390 373-374 (fp)
222 391-392 375-376 (fq)
223 393-394 377-378 (fr)
224 395-396 379-380 (fs)
225 397-398 381-382 (ft)
226 399-400 383-384 (fu)
227 401-402 385-386 (fv)
228 403-404 387-388 (fw)
229 405-406 389-390 (fx)
230 407-408 391-392 (fy)
231 409-410 393-394 (fz)
232 411-412 395-396 (ga)
233 413-414 397-398 (gb)
234 415-416 399-400 (gc)
235 417-418 401-402 (gd)
236 419-420 403-404 (ge)
237 421-422 405-406 (gf)
238 423-424 407-408 (gg)
239 425-426 409-410 (gh)
240 427-428 411-412 (gi)
241 429-430 413-414 (gj)
242 431-432 415-416 (gk)
243 433-434 417-418 (gl)
244 435-436 419-420 (gm)
245 437-438 421-422 (gn)
246 439-440 423-424 (go)
247 441-442 425-426 (gp)
248 443-444 427-428 (gq)
249 445-446 429-430 (gr)
250 447-448 431-432 (gs)
251 449-450 433-434 (gt)
252 451-452 435-436 (gu)
253 453-454 437-438 (gv)
254 455-456 439-440 (gw)
255 457-458 441-442 (gx)
256 459-460 443-444 (gy)
257 461-462 445-446 (gz)
258 463-464 447-448 (ha)
259 465-466 449-450 (hb)
260 467-468 451-452 (hc)
261 469-470 453-454 (hd)
262 471-472 455-456 (he)
263 473-474 457-458 (hf)
264 475-476 459-460 (hg)
265 477-478 461-462 (hh)
266 479-480 463-464 (hi)
267 481-482 465-466 (hj)
268 483-484 467-468 (hk)
269 485-486 469-470 (hl)
270 487-488 471-472 (hm)
271 489-490 473-474 (hn)
272 491-492 475-476 (ho)
273 493-494 477-478 (hp)
274 495-496 479-480 (hq)
275 497-498 481-482 (hr)
276 499-500 483-484 (hs)
277 501-502 485-486 (ht)
278 503-504 487-488 (hu)
279 505-506 489-490 (hv)
280 507-508 491-492 (hw)
281 509-510 493-494 (hx)
282 511-512 495-496 (hy)
283 513-514 497-498 (hz)
284 515-516 499-500 (ia)
285 517-518 501-502 (ib)
286 519-520 503-504 (ic)
287 521-522 505-506 (id)
288 523-524 507-508 (ie)
289 525-526 509-510 (if)
290 527-528 511-512 (ig)
291 529-530 513-514 (ih)
292 531-532 515-516 (ii)
293 533-534 517-518 (ij)
294 535-536 519-520 (ik)
295 537-538 521-522 (il)
296 539-540 523-524 (im)
297 541-542 525-526 (in)
298 543-544 527-528 (io)
299 545-546 529-530 (ip)
300 547-548 531-532 (iq)
301 549-550 533-534 (ir)
302 551-552 535-536 (is)
303 553-554 537-538 (it)
304 555-556 539-540 (iu)
305 557-558 541-542 (iv)
306 559-560 543-544 (iv)
307 561-562 545-546 (iv)
308 563-564 547-548 (iv)
309 565-566 549-550 (iv)
310 567-568 551-552 (iv)
311 569-570 553-554 (iv)
312 571-572 555-556 (iv)
313 573-574 557-558 (iv)
314 575-576 559-560 (iv)
315 577-578 561-562 (iv)
316 579-580 563-564 (iv)
317 581-582 565-566 (iv)
318 583-584 567-568 (iv)
319 585-586 569-570 (iv)
320 587-588 571-572 (iv)
321 589-590 573-574 (iv)
322 591-592 575-576 (iv)
323 593-594 577-578 (iv)
324 595-596 579-580 (iv)
325 597-598 581-582 (iv)
326 599-600 583-584 (iv)
327 601-602 585-586 (iv)
328 603-604 587-588 (iv)
329 605-606 589-590 (iv)
330 607-608 591-592 (iv)
331 609-610 593-594 (iv)
332 611-612 595-596 (iv)
333 613-614 597-598 (iv)
334 615-616 599-600 (iv)
335 617-618 601-602 (iv)
336 619-620 603-604 (iv)
337 621-622 605-606 (iv)
338 623-624 607-608 (iv)
339 625-626 609-610 (iv)
340 627-628 611-612 (iv)
341 629-630 613-614 (iv)
342 631-632 615-616 (iv)
343 633-634 617-618 (iv)
344 635-636 619-620 (iv)
345 637-638 621-622 (iv)
346 639-640 623-624 (iv)
347 641-642 625-626 (iv)
348 643-644 627-628 (iv)
349 645-646 629-630 (iv)
350 647-648 631-632 (iv)
351 649-650 633-634 (iv)
352 651-652 635-636 (iv)
353 653-654 637-638 (iv)
354 655-656 639-640 (iv)
355 657-658 641-642 (iv)
356 659-660 643-644 (iv)
357 661-662 645-646 (iv)
358 663-664 647-648 (iv)
359 665-666 649-650 (iv)
360 667-668 651-652 (iv)
361 669-670 653-654 (iv)
362 671-672 655-656 (iv)
363 673-674 657-658 (iv)
364 675-676 659-660 (iv)
365 677-678 661-662 (iv)
366 679-680 663-664 (iv)
367 681-682 665-666 (iv)
368 683-684 667-668 (iv)
369 685-686 669-670 (iv)
370 687-688 671-672 (iv)
371 689-690 673-674 (iv)
372 691-692 675-676 (iv)
373 693-694 677-678 (iv)
374 695-696 679-680 (iv)
375 697-698 681-682 (iv)
376 699-700 683-684 (iv)
377 701-702 685-686 (iv)
378 703-704 687-688 (iv)
379 705-706 689-690 (iv)
380 707-708 691-692 (iv)
381 709-710 693-694 (iv)
382 711-712 695-696 (iv)
383 713-714 697-698 (iv)
384 715-716 699-700 (iv)
385 717-718 701-702 (iv)
386 719-720 703-704 (iv)
387 721-722 705-706 (iv)
388 723-724 707-708 (iv)
389 725-726 709-710 (iv)
390 727-728 711-712 (iv)
391 729-730 713-714 (iv)
392 731-732 715-716 (iv)
393 733-734 717-718 (iv)
394 735-736 719-720 (iv)
395 737-738 721-722 (iv)
396 739-740 723-724 (iv)
397 741-742 725-726 (iv)
398 743-744 727-728 (iv)
399 745-746 729-730 (iv)
400 747-748 731-732 (iv)
401 749-750 733-734 (iv)
402 751-752 735-736 (iv)
403 753-754 737-738 (iv)
404 755-756 739-740 (iv)
405 757-758 741-742 (iv)
406 759-760 743-744 (iv)
407 761-762 745-746 (iv)
408 763-764 747-748 (iv)
409 765-766 749-750 (iv)
410 767-768 751-752 (iv)
411 769-770 753-754 (iv)
412 771-772 755-756 (iv)
413 773-774 757-758 (iv)
414 775-776 759-760 (iv)
415 777-778 761-762 (iv)
416 779-780 763-764 (iv)
417 781-782 765-766 (iv)
418 783-784 767-768 (iv)
419 785-786 769-770 (iv)
420 787-788 771-772 (iv)
421 789-790 773-774 (iv)
422 791-792 775-776 (iv)
423 793-794 777-778 (iv)
424 795-796 779-780 (iv)
425 797-798 781-782 (iv)
426 799-800 783-784 (iv)
427 801-802 785-786 (iv)
428 803-804 787-788 (iv)
429 805-806 789-790 (iv)
430 807-808 791-792 (iv)
431 809-810 793-794 (iv)
432 811-812 795-796 (iv)
433 813-814 797-798 (iv)
434 815-816 799-800 (iv)
435 817-818 801-802 (iv)
436 819-820 803-804 (iv)
437 821-822 805-806 (iv)
438 823-824 807-808 (iv)
439 825-826 809-810 (iv)
440 827-828 811-812 (iv)
441 829-830 813-814 (iv)
442 831-832 815-816 (iv)
443 833-834 817-818 (iv)
444 835-836 819-820 (iv)
445 837-838 821-822 (iv)
446 839-840 823-824 (iv)
447 841-842 825-826 (iv)
448 843-844 827-828 (iv)
449 845-846 829-830 (iv)
450 847-848 831-832 (iv)
451 849-850 833-834 (iv)
452 851-852 835-836 (iv)
453 853-854 837-838 (iv)
454 855-856 839-840 (iv)
455 857-858 841-842 (iv)
456 859-860 843-844 (iv)
457 861-862 845-846 (iv)
458 863-864 847-848 (iv)
459 865-866 849-850 (iv)
460 867-868 851-852 (iv)
461 869-870 853-854 (iv)
462 871-872 855-856 (iv)
463 873-874 857-858 (iv)
464 875-876 859-860 (iv)
465 877-878 861-862 (iv)
466 879-880 863-864 (iv)
467 881-882 865-866 (iv)
468 883-884 867-868 (iv)
469 885-886 869-870 (iv)
470 887-888 871-872 (iv)
471 889-890 873-874 (iv)
472 891-892 875-876 (iv)
473 893-894 877-878 (iv)
474 895-896 879-880 (iv)
475 897-898 881-882 (iv)
476 899-900 883-884 (iv)
477 901-902 885-886 (iv)
478 903-904 887-888 (iv)
479 905-906 889-890 (iv)
480 907-908 891-892 (iv)
481 909-910 893-894 (iv)
482 911-912 895-896 (iv)
483 913-914 897-898 (iv)
484 915-916 899-900 (iv)
485 917-918 901-902 (iv)
486 919-920 903-904 (iv)
487 921-922 905-906 (iv)
488 923-924 907-908 (iv)
489 925-926 909-910 (iv)
490 927-928 911-912 (iv)
491 929-930 913-914 (iv)
492 931-932 915-916 (iv)
493 933-934 917-918 (iv)
494 935-936 919-920 (iv)
495 937-938 921-922 (iv)
496 939-940 923-924 (iv)
497 941-942 925-926 (iv)
498 943-944 927-928 (iv)
499 945-946 929-930 (iv)
500 947-948 931-932 (iv)
501 949-950 933-934 (iv)
502 951-952 935-936 (iv)
503 953-954 937-938 (iv)
504 955-956 939-940 (iv)
505 957-958 941-942 (iv)
506 959-960 943-944 (iv)
507 961-962 945-946 (iv)
508 963-964 947-948 (iv)
509 965-966 949-950 (iv)
510 967-968 951-952 (iv)
511 969-970 953-954 (iv)
512 971-972 955-956 (iv)
513 973-974 957-958 (iv)
514 975-976 959-960 (iv)
515 977-978 961-962 (iv)
516 979-980 963-964 (iv)
517 981-982 965-966 (iv)
518 983-984 967-968 (iv)
519 985-986 969-970 (iv)
520 987-988 971-972 (iv)
521 989-990 973-974 (iv)
522 991-992 975-976 (iv)
523 993-994 977-978 (iv)
524 995-996 979-980 (iv)
525 997-998 981-982 (iv)
526 999-1000 983-984 (iv)
527 1001-1002 985-986 (iv)
528 1003-1004 987-988 (iv)
529 1005-1006 989-990 (iv)
530 1007-1008 991-992 (iv)
531 1009-1010 993-994 (iv)
532 1011-1012 995-996 (iv)
533 1013-1014 997-998 (iv)
534 1015-1016 999-1000 (iv)
535 1017-1018 1001-1002 (iv)
536 1019-1020 1003-1004 (iv)
537 1021-1022 1005-1006 (iv)
538 1023-1024 1007-1008 (iv)
539 1025-1026 1009-1010 (iv)
540 1027-1028 1011-1012 (iv)
541 1029-1030 1013-1014 (iv)
542 1031-1032 1015-1016 (iv)
543 1033-1034 1017-1018 (iv)
544 1035-1036 1019-1020 (iv)
545 1037-1038 1021-1022 (iv)
546 1039-1040 1023-1024 (iv)
547 1041-1042 1025-1026 (iv)
548 1043-1044 1027-1028 (iv)
549 1045-1046 1029-1030 (iv)
550 1047-1048 1031-1032 (iv)
551 1049-1050 1033-1034 (iv)
552 1051-1052 1035-1036 (iv)
553 1053-1054 1037-1038 (iv)
554 1055-1056 1039-1040 (iv)
555 1057-1058 1041-1042 (iv)
556 1059-1060 1043-1044 (iv)
557 1061-1062 1045-1046 (iv)
558 1063-1064 1047-1048 (iv)
559 1065-1066 1049-1050 (iv)
560 1067-

RENAULT SPECIAL SOCIETE



Comment en 1975 mieux gérer votre parc automobile.

Ne pas se tromper

En 1975, plus que jamais, toute erreur dans le choix automobile se paiera cher. C'est vrai pour les particuliers, ça l'est plus encore pour une société.

Ce n'est pas un hasard si plus d'un Français sur 3 roule en Renault et si Renault équipe près de 50 % des parcs Société, 65 % du parc location courte durée et possède un parc de 100 000 véhicules en location longue durée Renault Bail.

Et ce n'est pas un hasard si Renault a mieux surmonté que ses concurrents la crise automobile, améliorant même de façon spectaculaire ses positions sur le marché Français et à l'exportation.

C'est là le fruit d'une politique axée sur des modèles offrant un service maximum pour un coût minimum, le meilleur rapport prestations/prix et un souci très poussé de l'économie, tout en améliorant sans cesse sécurité et confort.

Répondre à tous vos besoins automobiles, à vos impératifs de gestion et de rentabilité, à vos exigences d'après-vente, à votre désir de tout résoudre avec un seul fournisseur : voilà ce que vous propose Renault pour 1975. Chiffres en mains et pièces à l'appui, jugez vous-même.

Si c'est une question de choix

Renault est le seul constructeur à vous proposer une gamme de 26 modèles de 4 à 9 chevaux fiscaux, ainsi que 8 modèles automatiques. Cette gamme répond pratiquement

à tous les besoins automobiles : pour un usage urbain, pour les routes en mauvais état, pour ceux qui font beaucoup de route, pour les transports encombrants, pour les voitures de direction.

 Renault 4 : 2 modèles (4 CV)	 Renault 12 : 6 modèles (7 CV) dont 2 breaks
 Renault 5 : 3 modèles (4 CV, 5 CV et 7 CV)	 Renault 16 : 4 modèles (8 CV)
 Renault 6 : 2 modèles (5 CV et 6 CV)	 Renault 15/17 : 4 modèles (7 CV et 9 CV) dont la Renault 17 Gordini
 Renault Fourgonnette : 3 modèles (4 CV à 5 CV)	 Renault Estafette : 6 modèles (7 CV)

Pour un confort maximum, 8 versions automatiques 7 et 9 CV en berline, break, ou en coupé. Renault 12, Renault 15, Renault 16 TX et Renault 17. Pour des besoins utilitaires : Vous pouvez disposer d'une gamme de 350 kg à 1200 kg en choisissant parmi les 3 modèles de fourgonnettes Renault 4 et les 6 modèles d'estafettes, sans oublier évidemment la gamme Saviem.

Si c'est une question de budget

Renault n'a pas attendu la crise de l'énergie pour concevoir des véhicules économiques. Et ceci sur tous les postes de budget automobile :

Renault propose le meilleur rapport prestations/prix en fonction de la cylindrée. La sobriété des Renault n'est plus à prouver, consultez d'ailleurs votre chef de parc à ce sujet.

La robustesse et la simplicité mécanique des Renault réduisent sensiblement le prix de revient kilométrique de nos modèles. Consultez le marché de l'occasion. Les Renault y sont fort bien cotées.

Si c'est une question de service

Premier Constructeur Français, Renault met à votre disposition le 1er réseau de France. Par la densité : près de 10 500 points service en France et à l'Étranger, par la qualité et le dynamisme des hommes, recyclés en permanence et la qualité des installations avec notamment plusieurs centaines de Stations Diagnostic dans la région parisienne.

Par ailleurs, Renault a conçu, à l'intention spéciale des sociétés, une convention nationale d'entretien et de réparations.

Enfin, Renault a créé pour les sociétés, une assurance groupée : un contrat d'assurance collectif, couvrant tous les risques à un tarif préférentiel.

Bref, Renault fait tout pour vous simplifier la vie. Vous avez suffisamment de préoccupations par ailleurs.

Si c'est une question de financement

Selon la taille de l'entreprise, la nature de ses besoins, la fréquence de renouvellement de son parc et ses moyens financiers, trois solutions s'offrent à vous : achat, leasing ou location. Trouver la plus rentable : voilà ce qu'il faut déterminer, chiffres à l'appui.

Pour cela Renault met à votre disposition, dans chaque succursale ou concession, un spécialiste Société. Avec vous, il étudiera votre cas particulier, sous tous ses aspects. Et il vous conseillera la formule la plus avantageuse. Renault lui a donné une consigne impérative : veiller sur vos intérêts. C'est ainsi que l'on garde ses clients.

Toujours pour vous simplifier la vie et vous affranchir des problèmes de gestion, Renault a créé la location Longue Durée Tout Compris. Ce forfait comprend l'entretien, la réparation, le remplacement du véhicule immobilisé et l'assurance de toutes vos Renault. Une seule facture mensuelle ou trimestrielle enregistrée dans les frais généraux.

RENAULT
les Renault sont lubrifiées par **elf**
1er constructeur français

Vous aimerez en savoir davantage ?

sur simple demande, nous vous adressons le nouveau dossier d'information « Renault spécial société »
Pour tous renseignements, appelez le 604 09.00

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Tel. _____

Renault Société - B.P. 142 - 92109 Boulogne-Billancourt
Télex 24 356 et 27 804.

Ne laissez pas vieillir exagérément votre parc

rustiques
du mont st-michel

HOLMES
créations masculines
soldes
22, av. Victor Hugo

CARNET

Naissances
— Christian et Nicole Levy-Casari, Xavier, Stéphanie et Bertrand ont la joie d'annoncer la naissance de
Bénédict,
le 18 janvier 1975,
Koutlassa, n° 4,
La Haye (Pays-Bas).

L'ATREILLE
LES SPÉCIALISTES DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
SOLDES ANNUELS
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6^e

ALDEBERT :
merci à tous

Qui, merci du fond du cœur à tous ceux qui n'ont pas cessé d'affluer, de téléphoner, d'écrire pour exprimer leur sympathie, leur solidarité.

Merci aux journalistes, aux collaborateurs tous accourus dans l'heure où l'information les a atteints, aux amis, aux clients dont la sincérité s'est spontanément exprimée, aux fournisseurs qui, sans hésiter, ont offert de mettre leurs stocks à disposition.

Aujourd'hui, la page est tournée.

En 100 ans d'existence, Aldebert a surmonté bien des événements, bien des épreuves. Il a toujours fallu du courage pour résister, de l'audace pour avancer.

Grâce à la convergence des activités et à d'importants efforts personnels, le stock d'Aldebert est reconstitué, vivifié par les nouveautés qui viennent d'arriver.

Les bijoux Aldebert sont d'une personnalité à part, avec des prix qui s'adressent à tous les budgets. Ses collections de montres de très grandes marques sont d'une diversité presque unique à Paris.

Aldebert est prêt à recevoir tous ses clients. Il vous attend et vous remercie de votre prochaine visite.

Aldebert, Joutillier - 1, bd de la Madeleine, 75001 PARIS - 261-53-27 +. Boutiques de Paris : Porte Maillot, 75017 PARIS - 753-23-28.

Décès
— M. René Bonissel, son épouse, M. Gérard Bonissel, son fils et ses enfants.
Les familles Suzanne Gauthiot, Jacques et Charlotte Lemerle, Bonissel, Durand, Ducombes, Marre, Sicaut,
Et tous ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme René BONISSEL, née Jeanne Gauthiot, survenue le 18 janvier 1975, l'inhumation a eu lieu, suivant la volonté de la famille, dans la plus stricte intimité dans le cimetière de famille, au cimetière du Montparnasse.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
38, rue Ernest-Renan, 93100 Issy-les-Moulineaux.

— Le docteur Roger Chasqués, Mme, née Rozan,
Et leurs enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur mère et grand-mère,
Mme Yvonne CHASQUÉS, née Virginie Mauré, survenue le 18 janvier 1975 et inhumée à Colombes dans l'intimité de sa famille et de ses amis, les plus chers.

— Mme Joseph Deflorey, son épouse, M. Henry Deflorey, son fils, Olivier, Bruno, Durand, ses petits-enfants,
M. et Mme Louis Deflorey, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Louis Benita, leurs enfants et petits-enfants, les familles Bidin, Thionne et Terrier,
La direction et le personnel des Etablissements Deflorey, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph DEFLOREY, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 14-18 et 39-40, survenue le 22 janvier 1975 à Villemonais (Essonne), dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 janvier, à Lognon (Ain), à 14 h. 30.

Un service religieux sera célébré en sa mémoire le mardi 29 janvier 1975, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier, au parloir, place du Président-Mittonard, Paris (7^e), 53, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

— Les lauréats du Prix des trois jurés morts pour la France, Henri Abraham, Eugène Bloch et Georges Strubel,
Et Mme Régine Bloch, ont la douleur de faire part du décès de

M. le doyen Paul MONTEL, de l'Académie des sciences, président du Comité du prix. (Lire page 21 la biographie de M. Montel.)

— Nous apprenons le décès de M. Louis PARIS, ancien maître de Tourcoing, survenu le 21 janvier.

né le 9 février 1897, à Tourcoing, Louis Paris était entré à la S.F.I.O. en 1925, prisonnier en 1940, il s'était évadé et avait participé à la création du mouvement de résistance Libération-Nord. Nommé vice-président de la députation communale de Tourcoing, après la guerre, Louis Paris avait été élu maire de sa ville natale en 1957. Réélu en 1959, il avait été battu en 1963. Louis Paris avait été conseiller général du canton de Tourcoing-Nord-Est de 1955 à 1961.

— Mme Georges Sampré, M. et Mme Jacques Sampré et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Paul Sampré et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Grémond et leurs enfants,
Mlle Marie-Chantal Sampré, Mlle Madeleine Riou,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges SAMPRÉ, huissier de justice honoraire, de la Chambre des huissiers de justice de la Seine, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier de l'Ordre national du Mérite, rappelé à Dieu le 23 janvier, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 janvier à 10 h. 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris (6^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.
« La Casita », 8, avenue Madeleine, 92500 Rueil-Malmaison.

Remerciements
— Tous les parents et amis de M. Robert LE CARPENTIER, les familles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de son décès, remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur.

— Madame Emilie Dovernay et sa famille, dans l'impossibilité de répondre personnellement à toutes les personnes et associations qui, par des envois de fleurs et des messages de sympathie, se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Paul DUVENAY, les prient de recevoir l'expression de leurs sincères remerciements, et l'assurance de toute leur gratitude.
Paris, Québec.

— Mme Edmond Crotierey, M. et Mme Alain Crotierey, Mme A.-B. White, M. et Mme Bernard Leclain, Mlle Claude Crotierey, Mme Jean-René Morin,
Et toute la famille,
remercient aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme. Bernadette PASSEUR, remerciant vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.
2, avenue Dode-de-la-Brunerie, Paris-16^e.

— Mme Stéphan Priezel, Anne et Stefan,
M. et Mme Jacques Weyl,
Mlle Véronique Freund-Priezel, ont touchés par les nombreux témoignages d'amitié qui leur furent adressés lors du décès de

M. STEPHAN PRIESEL, officier de l'Ordre national du Mérite, rappelé à Dieu le 23 janvier, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 janvier à 10 h. 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris (6^e).

Anniversaires
— Il y a trente ans disparaissait — Germaine MAYER, née en septembre 1945.

Elle fut toute l'âme de l'émancipation du camp d'Auschwitz, au moment où celui-ci allait être libéré.

Tout pendant ses occupations de résistante qui pendant son séjour d'abord au camp de Drancy, puis au camp d'Auschwitz et lors de son évacuation, Germaine Mayer fut l'âme d'une grande force de caractère et d'une totale abnégation envers ses compagnons de souffrance.

— M. Alain Fober, président du Sénat, a rendu le 23 janvier, dans les salons du Petit-Luxembourg, en présence de M. Jacques Soufflot, ministre de la Défense, les insignes de grand officier dans l'ordre national de la Légion d'honneur, au général B. Richard, commandant militaire du Palais du Luxembourg.

— Le Congrès de la Région de Paris consistera en participation avec le Comité politique et le Comité de la Région, à la mairie de Montrouge, la Nuit de la Région.

— Le général Stéphan Simon, son frère et sa femme, ont rendu le 23 janvier, à Paris, le général aux Bouquies de Paris, Librairie Flammarion, 103, rue de la Harpe, Paris, 5^e, porte Maillot.

Ceux qui pensent SCHWEPPEES pensent - Indian - Touis - Foubert aussi SCHWEPPEES Bitter Lemon.

DORIAN GUY
chemisier habilleur
56, avenue George-V
SOLDES
et
OCCASIONS
à partir
du Samedi 25
et jours suivants
pour Monsieur
de 9 h 50 à 19 h

VOG
SOLDES
2
DERNIERS
JOURS
24, 25
JANVIER
de 9 h 30 à 19 h 30
34 rue Tranchet PARIS

NEUILLY - s. - SEINE
Salle des ventes du Roule
150 av. du Roule, Neuilly-s-Seine
M^e Fout-de-Neully - 624-55-96
VENTE DE GRÉ A GRÉ
Samedi, dimanche et lundi
10 à 12 h 30 - 15 à 19 h 30
TAPIS D'ORIENT
et CHINOIS
IVOIRES et PIERRES DURES
D'EXTRÊME-ORIENT
(Itérés avec certains d'origine)
Achat tapis, tapisseries
et meubles anciens.

Les bons anonymes aussi s'achètent à la Caisse d'Epargne

En 1975 de nouveaux avantages :

Bons à 2 ans 8,0% brut	Bons à 3 ans 9,1% brut	Bons à 5 ans 10,5% brut
----------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------

3 années d'intérêts versés d'avance

Renseignez-vous à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance
celle de l'écureuil.

DÉFENSE
le choix des États
SOLE AIR POLAND
REPRÉSENTE
5 MILLIARDS DE FRAN

le pa
La gare
POUR
FERMER
ET
DEFINITIVEMENT
Le Pa
Du haut de sa
grand standing
La gare de l'Eu
dans chaque pays
la Défense
Pour vos ord
la résidence
CORN
Des votre en
Rouen

سكسلا الجول

150

DÉFENSE

Après le choix des États-Unis

LE MISSILE SOL-AIR ROLAND-2 REPRÉSENTE UN MARCHÉ MONDIAL DE 20 MILLIARDS DE FRANCS

Le général d'armée (cadre de réserve) Jean Crépin, président du groupement d'intérêt économique européen, a indiqué récemment que, du fait du choix par l'armée de terre américaine du missile sol-air à courte portée Roland 2 (le monde du 11 janvier), on peut raisonnablement escompter un marché aux États-Unis de 1.400 millions de dollars (environ 1.300 millions de francs). Ce succès est très important, a-t-il expliqué, parce que la décision américaine facilitera les ventes de Roland pour les pays de l'Otan qui souhaitent adopter un armement en service dans les forces françaises, occidentales et sans doute américaines.

A terme, a précisé le général Crépin, l'armée de terre américaine pourrait avoir besoin de vingt mille missiles et de quatre cents postes de tir au total. Les besoins de l'armée de terre française sont estimés, pour un premier contrat, à mille deux cents missiles et trente-cinq postes de tir. Non compris la commande américaine, a encore ajouté le président d'Euromissile, le marché mondial du Roland-2 est évalué, sur dix à douze ans, à cinquante mille missiles et un millier de postes de tir, soit environ 20 milliards de francs.

Roland-2 est un engin sol-air à courte portée pouvant être guidé soit par radar, soit optiquement, d'une portée de plus de 8 kilomètres. Il est installé en France sur le char de combat AMX-30.

LE PÉPÉE DE NORMANDIE-NIEMEN. — Para, la revue de l'aviation française éditée par le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.), publie dans sa dernière livraison, le volume VI sur l'épopée de Normandie-Niemen. Ce numéro met un point final à la rétrospective sur ce régiment, avec la campagne 1945 de Frusse orientale, l'armistice et le retour au Bourget. (Forre, Cidec A n° 213, 94396 Orly-Aérogare ; n° 70 ; prix : 20 F).

AU CONSEIL DE L'EUROPE

L'Assemblée a adopté la résolution du comité des ministres sur les concentrations d'entreprises

De notre correspondant

à l'échelle de l'Europe, les tendances à la concentration de presse, de coopération avec la profession sur tous ces aspects et de mener des actions de sensibilisation du public.

Conditions d'une télévision démocratique

L'Assemblée s'est également préoccupée de l'expression et de la gestion démocratiques des moyens de communication audiovisuels. Elle a adopté le rapport de M. Olaf Schweneke (socialiste allemand) qui définit les conditions minimales auxquelles doit répondre un service national de radio-télévision. Le « modèle » d'une radio-télévision qui doit être appliqué à l'échelon européen doit comprendre, en premier

lieu, l'obligation d'assurer un service complet pour l'ensemble du public. Il doit prévoir un choix multiple de programmes respectant l'intérêt des régions et des minorités, une large place pour la culture et l'éducation, une étroite coordination enfin et un échange de vues permanents avec les autres chaînes européennes de radio-télévision.

La liberté totale d'expression et l'absence de toute censure devraient être tempérées par l'exercice du droit de réponse et par la responsabilité des producteurs d'émissions devant des organismes non élus, parlementaires de préférence. Les individus doivent avoir un droit d'accès aux radiotélévisions et les associations de téléspectateurs doivent être encouragées et pouvoir s'exprimer sur l'antenne.

J.-C. HAHN.

Pour diffusion de « publications pomographiques » en Italie

Trois importants distributeurs de journaux ont été détenus une semaine

De notre correspondant

Rome. — Sept personnes, accusées de « fabrication et commerce de publications obscènes », ont été mises en liberté provisoire, jeudi 23 janvier, après une semaine d'incarcération à Milan. Le procès, conduit selon la procédure accélérée, n'aurait pas retenu l'attention si parmi les sept « pomographiques » ne figuraient trois distributeurs de journaux et non des moindres : MM. Luciano Mauri, Lorenzo Nicolini et Vittorio Parrini, qui occupent respectivement les fonctions d'administrateur délégué aux Messageries Italiennes, à la Marco et à la maison romaine Parrini.

Il était courant, jusqu'à présent, de procéder à l'arrestation périodique des directeurs responsables, de quelque solvance revues pomographiques d'une désolante monotonie qui envahissent les kiosques italiens. Relâchés quelques jours plus tard, ils pouvaient reprendre leur activité en toute impunité.

En décidant de poursuivre simultanément des agences de distribution, le juge Guido Viola a franchi un pas de plus. C'est, selon lui, le seul moyen de lutter efficacement contre la pornographie et d'en protéger les mineurs. Réponse de M. Luciano Mauri, dont les messageries emploient quatre cents personnes et diffusent les ouvrages des plus grandes maisons d'édition : « La loi ne nous oblige à vérifier que le nom du directeur responsable et de l'éditeur. Compte tenu des accords conclus, nous n'avons d'autre part aucun moyen de refuser la distribution de publications pornographiques. » Son collègue M. Vittorio Parrini a dit pour sa part au juge : « La loi ne me donne pas le droit d'exercer une censure et je me refuse de le faire. » Qu'advient-il de la liberté, a demandé M. Parrini, si

« L'Imprévu », nouveau quotidien du matin

Attendue dans les premiers jours de l'année et retardée en raison de longues et difficiles négociations avec le syndicat du livre C.G.T., la parution de « L'Imprévu », nouveau quotidien du matin, est annoncée pour le lundi 27 janvier.

« Tout arrive, même l'imprévu. » C'est ainsi que les codirecteurs rédacteurs en chef de la future publication se sont présentés à leurs confrères, réunis jeudi pour les entendre dans un petit cinéma de la rive gauche. Mêmes cheveux longs. Même costume « sport ». Mêmes phrases courtes. Même ton net, haqué. Incaïf, auquel le cadet — Bernard-Henri Lévy — ajoute une certaine manière, très rococo-dienne, de reprendre son souffle au milieu d'un mot et d'accélérer les dernières syllabes. L'aine — Michel Butel — n'a pas trente-cinq ans. Il sera, rue Montmartre, le doyen d'une équipe de trente personnes composée, pour les deux tiers, de journalistes professionnels.

L'Imprévu fera de l'austérité son principe moral et politique : seize pages. Petit format (celui du *Quotidien de Paris*). Peu de texte. Des salaires indexés sur les recettes. Et un prix de vente

(150 F) correspondant au prix coûtant. Les cofondateurs assurent que le journal est lancé grâce à des capitaux personnels et familiaux. Ils estiment-ils, leur permettront de tenir jusqu'à l'automne. Ils veulent à trente mille ou quarante mille le nombre de lecteurs nécessaires à la survie du journal — dont le premier numéro sera tiré à cent vingt mille exemplaires.

Bastiera à « forte craquer les vieux curieux journalistiques » en suscitant, le plus souvent possible, une lecture enrichissante, « révéuse ».

Démentant les bruits qui avaient couru sur leurs liens avec le parti de François Mitterrand, Bernard-Henri Lévy et Michel Butel (tous deux anciens rédacteurs à *Combat*) ont déclaré qu'« ils n'avaient pas l'intention de diriger un nouveau quotidien de P.S. ». Ils ont ajouté que le libéralisme, appliqué autrefois à *Combat* par l'équipe de Philippe Tesson — et actuellement au *Quotidien de Paris* — leur paraissait « nuisible à la santé d'un journal ». « *Chez nous*, ont-ils dit, il n'y aura pas de partage du pouvoir. En cas de discussions d'opinion au sein de la rédaction, la direction tranchera. Mais notre équipe a été formée avec tant de précautions que ce cas ne devrait pas se présenter. »

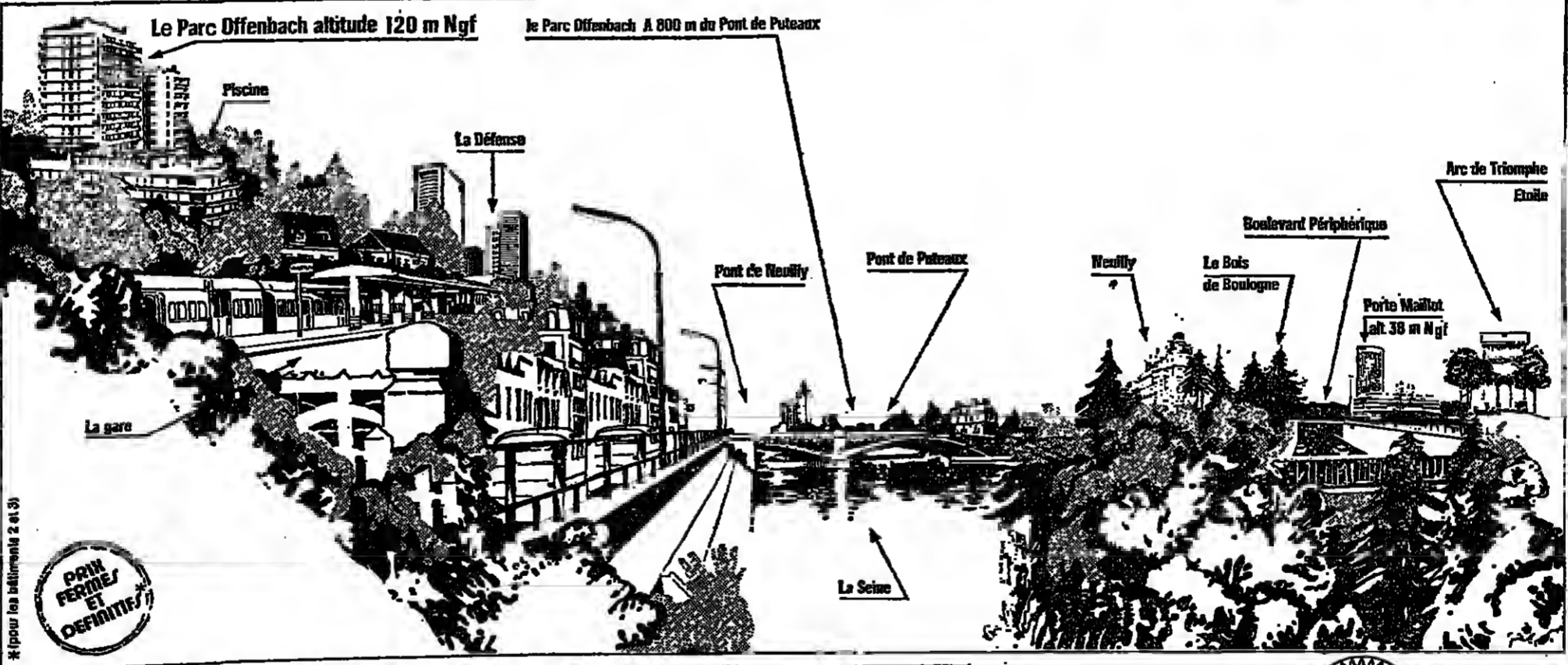
LOTÉRIE NATIONALE

PRIX D'AMÉRIQUE ET SWEEPSTAKE

Le Prix d'Amérique qui va être couru dimanche 26 janvier sur l'hippodrome de Vincennes, servira de support au sweepstake que la loterie nationale organise à cette occasion : le gros lot — 3 millions de francs — est suivi de deux lots de 500 000 F, de quatre lots de 100 000 F, de huit lots de 40 000 F et de deux cent trente et un lots de 10 000 F à 20 000 F.

LE JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN Juan Ignacio Luca de Tena, fils du fondateur du quotidien monarchiste ABC, directeur lui-même de ce journal, est mort à Madrid. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

le parc offenbach : paris à vos pieds...



Le Parc Offenbach
33 rue Cartault - 92800 Puteaux

Du haut de sa colline, le Parc Offenbach, résidence de grand standing vous offre dès le 1^{er} étage un panorama plein sud, de la Défense au Mont-Valérien.

La gare de Puteaux à 100 m. Plus de 100 trains par jour dans chaque sens qui vous mettent à quelques minutes de la Défense, de l'Etoile (par le RER), du centre de Paris par la gare St-Lazare.

Pour vos enfants, le groupe scolaire Jacquotot jointe la résidence. Pour vous Madame, les nombreuses rues commerçantes et le grand marché couvert de Chantecoq à 350 m.

Dès votre entrée dans l'appartement témoin, vous êtes séduit par la qualité et le fini des prestations.

Renseignements et vente sur place : tous les jours de 14 à 19 h, le samedi et le dimanche de 10 à 19 h et au siège de la GEFC 52 Champs Elysées ALMA 9898

Le studio au 5 pièces

GEFC CCI

Les salles de bains sont luxueusement traitées et équipées de baignoires "repos". Tous les appartements de la résidence bénéficient de nombreux placards et dressings aménagés, les cuisines entièrement meublées. Les séjours situés plein sud donnent accès par de larges baies coulissantes en aluminium anodisé, à des grands balcons terrasses carrelés. Protégés par des garde-corps en aluminium et aigüles teintés vous découvrirez la Seine, le Bois de Boulogne puis tout Paris des hauteurs de Meudon au Sacré-Cœur. Les appartements sont entourés d'un hectare de parc classé et bénéficient d'une piscine privée, plein soleil, située au dernier étage de l'un des immeubles.

WORKING SOLDERS

VOUS SOLDERS

2 DERNIERS JOURS

aussi Epargne

Bons à 5 ans 0.5%

Prévoyance

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

«DU SANG POUR DRACULA», de Paul Morrissey

Le comte Dracula dépeint. Il ne trouve plus en Roumanie une seule vierge à se mettre sous la dent. Son fidèle factotum lui conseille de se rendre en Italie, où l'Église veille encore sur la pureté des demoiselles. Il tombe dans une famille aristocratique, composée d'un père «blanc» (c'est sans doute la dernière composition de Vittoria de Sica), d'une mère prête à vendre sa progéniture au plus offrant, de quatre filles et d'un valet de ferme (Lino Galland), dont le vigoureux épouse n'a d'égal que le tel révolutionnaire.

Pauvre Dracula ! Dans quel guêpier s'est-il fourré ! En fait de vierges, les deux filles que le noble comte met à sa disposition sont des friponnes qui, du soir au matin, forment avec le velet de terme. A peine le comte a-t-il ébaubi leur sang qu'il changea de couleur, au rouls par terre, est pris d'affreux vomissements. Restent l'ainée, un tailleur hystérique, et la petite dernière, âgée de quatorze ans. Celle-ci, du moins, a le vertu requise. Malheureusement pour Dracula, le velet la démasqua et, après lui avoir joué un tour à sa façon, entreprend de le décoller, mercenaire par morceau, à coupe de hache.

«La Soupe froide» de Robert Poutet

Lassée de la vie urbaine, Sarah et Julie quittent Paris et s'installent dans une vieille ferme d'un village de l'Artois. Abel, fils de l'ébéniste et coq du village, pense les « tomber » facilement. Il emmène à la chaise aux Parisiennes son ami Luc, timide et réticent. Déception : Abel n'a aucun succès. Sarah et Julie lui prêtent toutes deux, son copain.

plus complexe que celui de la bucolique amoureuse. Ses deux filles — socialement mal définies — sont des dérangées qui apportent avec elles une morale qui dérange. Elles ont choisi Luc et se le partagent tranquillement. Or Luc, Italien d'origine et surnommé « le métèque », est aussi un étranger. Abel, jaloux, vexé, et le village troublé dans sa quiétude, s'en souviennent. D'où un conflit, qui s'aggrave progressivement.

9eme MOIS Emmanuelle TRIOMPHE PARAMOUNT MONTPARNASSE PARAMOUNT MAILLOT RIO OPERA / ORDENER / LE MERY

Mais si Robert Poutet montre à quelles situations dramatiques peut conduire une certaine forme d'intolérance, il fait suffisamment confiance à la nature humaine — à la jeunesse — pour que les drames provoqués par l'intolérance et les passions ne soient jamais irrémédiables. On aime cet optimisme, ce sens des nuances et de la liberté individuelle, même si le paysage ardéchois fait un peu trop paysage de vacances, même si des comédiens comme Raymond Bussières, Hubert D'Archiamps, Etienne Blarry, Marie Mariko et Roger Riffard forment une communauté villageoise un peu trop pittoresque.

PUBLICIS ELYSÉES vs PUBLICIS ST GERMAIN vs MAX LINDER vs LUX BASTILLE vs GRAND PAVOIS vs MOULIN ROUGE vs PARAMOUNT OPERA vs PARAMOUNT COBELINS vs PARAMOUNT MONTPARNASSE vs PARAMOUNT ORLEANS vs PARAMOUNT MAILLOT vs HARRY SALTZMAN vs ALBERT R. BROCCOLI présente ROGER MOORE dans le rôle de JAMES BOND 007

L'HOMME AU PISTOLET D'OR (THE MAN WITH THE GOLDEN GUN) réalisé par GUY HAMILTON COULEUR Studio Party vs ARTEL Villeneuve vs CARREFOUR Pantin vs ARTEL Rosny vs ARTEL Nogent vs GAMMA Argenteuil vs FLANADES Sarcelles vs BOBIGNY Il Bobigny vs GALYPSO Viry-Châtillon vs

En bref

Théâtre

« Le Fétichiste »

Gagnant le champ de manœuvre, un régiment de chasseurs à cheval emprunte une rue d'Alençon. Sur le trottoir une jeune fille, qui marche en sens inverse, perd sa petite culotte blanche de ballet. L'un des militaires, voyant cela, s'évanouit. Ainsi devint-on fétichiste, selon Michel Tournier.

Formes

GRAPHISMES

Pour célébrer, par leurs soins, la sortie de la plus importante monographie sur Emile Bernard l'initiateur (1), due à Jean-Jacques Luthi, les Éditions Caractères (2) présentent une série d'ouvrages de ce peintre un peu oublié, d'œuvres de ce peintre un peu oublié, d'œuvres de ce peintre un peu oublié, d'œuvres de ce peintre un peu oublié.

d'écrivains qu'il a fréquentés et souvent influencés. Ça compte dans l'histoire de la peinture. On aurait cependant aimé qu'il ait accordé plus d'attention à la scrupuleuse étude de notre ami Chaulieu (Le Monde du 29 décembre 1972), qu'il connaissait puisqu'il le cite dans sa bibliographie, sur « Paul Gauguin et Emile Bernard, ou les propos d'une amitié ».

Musique

Des éditeurs moroses

(Suite de la première page.)

Cette presse aurait une fâcheuse tendance, selon lui, à ne voir dans les fabricants de disques que de vils commerçants. « Nous essayons simplement de faire honnêtement ce commerce », explique M. Adès, et nous tentons de faire connaître la qualité et la rentabilité de nos produits. « C'est le président de la SNEPA, notre option n'est pas, comme le propose François Mitterrand, de séparer la culture de la rentabilité ».

Musique

Des éditeurs moroses

teurs de disques français. En effet, quel est le problème ? On utilise leurs produits sans rétribution, car « ils mettent du matériel coûteux d'enregistrement, des orchestres d'accompagnement, des studios, etc. ». Ce que M. Adès n'a pu préciser, ce sont les mesures de rétorsion que la SNEPA prendra au cas où les postes périphériques refusent d'acquiescer à cette attitude.

AVANT LE SALON DE LA HIFI PRIX EXCEPTIONNELS SUR DES CHAINES DE GRANDES MARQUES



Chaîne NIVICO - Ampli-tuner NIVICO 5515 (2 x 20 W - PO, GO, FM - sensibilité 2,2 W) - Platine GOLDRING G 102 (cellule magnétique) - 2 enceintes Hi-Fi-Sound 250 (2 voies - 25 W).

Prix E.A.F. : 5 381 F Prix spécial promotion : 3 500 F et aussi:

Chaîne SCANDYNA - Ampli-tuner SCANDYNA 2000 (2 x 25 W - PO, GO, FM - 5 prééglés) - Platine GOLDRING G 102 (cellule magnétique) - 2 enceintes Hi-Fi-Sound 250 (2 voies - 25 W). Prix E.A.F. : 3 965 F. Prix spécial promotion 2 600 F.

HIFI Vaugirard 273 à 277, rue de Vaugirard, 75015 Paris (près de la Porte de Versailles - Vaugirard) Tél. : 533-81-81

STUDIO DES URSLINES 10, rue des Ursulines, ODE, 39-19 2 films de Chris Marker QUATRE DROMÉDAIRES et YVES MONTAND LA SOLITUDE DU CHANTEUR DE FOND LE MONDE La réunion de ces 2 films compose un spectacle intelligent et brillant. Un double rendez-vous à ne pas manquer Jean de Baroncelli

STUDIO GIT LE CŒUR 12, rue Git le cœur (6e) (DAR. 80.25) LES MONGOLS le GODARD iranien (H. Chapuis)

CA SIMMONS I minute vitales toutes les douleurs CHINE gazette

La Bruyère
DANIEL GELIN
d'Hero
d'ISRAEL HOROVITZ

THÉÂTRE de la PORTE ST-MARIN
OPÉRA-BUFFE
23 h
PAR LE
FÉNOUENAL
BAZAAR
ILLIMITÉ
L'APOLOGUE

VENTE AUX ENCHÈRES
Aloin VAN JENNEPE organise
sa vente aux enchères annuelles
d'AFFICHES et DOCUMENTS
sur le CINÉMA (photos, scénarios,
brochures, press books)
dans le cadre de l'Hôtel Velasquez,
5, av. Velasquez (8^e), les
samedis 25 janvier et 1^{er} février,
à 13 h 30.

PALAIS DES CONGRES
Samedi 8 février à 20 h 30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 8 février à 10 h
ORCHESTRE DE PARIS
SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE
Hommage à Ravel
SERGE BAUDO
PHILIPPE ENTREMONT

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS
793-2143
LE PRECEPTEUR
DE LENZ
mise en scène de Bernard Sobel

U.G.C. BIARRITZ v.o. (359.42.33) • YVONNE v.o. (073.97.52)
CLEF-CENSIER v.o. (337.90.90) • U.G.C. ODEON v.o. (325.71.08)
U.G.C. MARBEUF v.o. (225.47.19) • GAUMONT MADELEINE v.o. (073.56.03)
CLICHT-PATHE v.o. (522.37.47) • MARIC CONVENTION v.o. (828.20.32)
LES "NATION" v.o. (343.04.87) • BIENVENUE-MONTPARNASSE v.o. (1544.25.02)

le nouveau film de
INGMAR BERGMAN
Scènes de la Vie Conjugale
interprété par LIV ULLMANN et ERLAND JOSEPHSON
avec BIRBE ANDERSSON
réalisé par INGMAR BERGMAN
CYRANO VERSAILLES v.l. • C 2 L ST. GERMAIN v.l. • CARREFOUR PANTIN v.l.
ARTEL PORT NOBERT v.l. • HOLLYWOOD ENGHEN v.l.
ATTENTION : Horaires spéciaux, veuillez consulter les salles

JEAN-LUC BIDEAU
l'homme du fleuve
Un film violent et grave, avec une impressionnante sur notre avenir de béton.
Pittoresque et généreux. ROBERT CHAZAL.
Des images qui font penser à Jean Renoir.
JACQUES SICLIER.

LE MARAIS
20 rue du Temple 95 • Tel. 293.5736
Maison Hôtel de Ville
LE GHETTO EXPERIMENTAL

THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS
MARTE MERCADIER
avec
DOMINIQUE PATUREL
et
BERNARD LAVALLETTE
dans
la Libellule
Mise en scène de RENE CLERMONT
L'Opéra de Paris au Théâtre des Nouveautés

Le Théâtre
OLIVIER HUSSENOT
LE FETICHISTE

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h 30 : La Belle au bois dormant.
Comédie-Française, 20 h 30 : La Cécilie.
Odéon, 20 h 30 : En attendant que le jour se lève.
Petit Odéon, 18 h 30 : Dialogues avec Leuco.
Château (Théâtre de la Renaissance), 20 h 30 : Les Caprices de Marianne.
Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Victoire de Los Angeles, 20 h 30 : La Création du monde et autres brèves.
Théâtre de l'Est parisien, 20 h 30 : L'Opéra de quat' sous. — Petit TEP, 20 h 30 : La Petite Couture ; C'est pas mon frère.

Les autres salles
Antoine, 20 h 30 : Le Tube.
Athénée, 21 h : La Fête de Chaillet.
Bouffes du Nord, 20 h 30 : Moby-Dick ; 21 h 30 : Les Chaises (étude pour marionnettes).
C. de la Madeleine, 20 h 30 : Les Carrouelles de Vincennes, Aquaplum, 20 h 30 : Tu ne vois rien.
Comédie Caumartin, 21 h 10 : Bouffes-Bouffes.
C. de la rue de la Harpe, 20 h 30 : Colombes.
C. de la rue de Valenciennes, 20 h 30 : Les Miroirs, 20 h 45 : Les portes claquent.
C. de la rue de Valenciennes, 20 h 30 : Le Théâtre de la Carrière.
Ecole normale supérieure, 21 h : Le Triomphe de l'amour.
Edouard-Vaillant, 21 h : La Mienne.
Espérance, 20 h 45 : La Chanson d'un gars qui a mal tourné.
Famille, 20 h 45 : Les Jeux de la nuit.
Gymnase, 20 h 30 : Cher monsieur Hébert, 21 h : Raymond Oetou.
Hautecourt, 20 h 45 : Le Cantatrice chante ; Le Legs.
Interclubs, 20 h 30 : Les Ombres de Luc.
Le Lucernaire, 20 h 30 : Buffet-Bouffes, 22 h : Les Larbins.
M. de la rue de Valenciennes, 20 h 30 : Noël.
Madelaine, 20 h 30 : Christmas.
Mithras, 21 h : Le Péri bleu ou les Miroirs des autours.
M. de la rue de Valenciennes, 21 h : Les Ombres de Luc.
M. de la rue de Valenciennes, 21 h : Madame Marquise.
Montparnasse, 20 h 30 : Marilina Jones ; 22 h : Solée Sarah.
Nouvelle Comédie, 21 h : Le Prince travesti.
Palais-Royal, 20 h 30 : La Cage aux folles.
P. de la rue de Valenciennes, 20 h 30 : Vie et mort d'une concubine.
P. de la rue de Valenciennes, 20 h 45 : Le Premier.
Porte-Saint-Martin, 20 h 30 : Good bye Mr. Freud ; 23 h : L'Apologue.
Régulier, 20 h 30 : Sudd.
Régulier, 21 h 10 : Le Chaillet (salle subventionnée).
Saint-André-des-Arts, 21 h : De la nuit.
Saint-Georges, 20 h 30 : Croque-Monsieur.
Strasbourg, 21 h : Les Vestra brisés ou la Vie secrète.
Téâtre, 20 h 30 : La Chose blanche ; 21 h 30 : La Chanson d'un gars qui a mal tourné.

Les théâtres de banlieue
Boulogne, T B E, 20 h 30 : La Guêpe.
Gennevilliers, 20 h 45 : Le Précepteur.
Nanterre, 20 h 30 : Quelle heure peut-il être à Valparaiso ?
Reuil-Malmaison, Espace Malmelton, 21 h : Les Contes d'Hoffmann.
Sarroville, Théâtre, 21 h : G. George Zamfir.

ELYSÉE LINCOLN - MADELEINE
CLICHT PATHE - MONTPARNASSE 25
ST. GERMAIN VILLAGE
CONVENTION GAUMONT
TRICYCLE (Anières)
MULTICINE PATHE (Champigny)
AVIATIC (Le Bourget)
JANE BIRKIN
Le plaisir
CONVENTION GAUMONT
SAINT-LAZARE PASQUIER
A partir du 29 : LA FAUVETTE
LES FILMS DU CYPRES
présentent
LA BIBLE
EN DESSIN ANIME
LA GENESE
Réalisation PIERRE ALIBERT
Décors JACQUES JOURDAN BERNARD HUE
Musique ANDRÉ CHÉNIÉ Editions Chevaliers
Distribué par VALORIA

ELYSÉE LINCOLN - QUINTETE - CLICHT PATHE
GAUMONT OPERA - CAMBROUZE GAUMONT GAMBETTA
TRICYCLE Anières - MULTICINE Champigny - VELIZY 2

LA BIBLE EN DESSIN ANIME LA GENESE

Vendredi 24 janvier

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les cafés-théâtres
Au Bee film, 18 h 30 : Chair pour Narcissus.
Bar du Marais, 22 h : Tu ne veux rien de bien méchant.
Café d'Edgar, 20 h 45 : Chorus oblige ; 22 h 30 : P. Pechin.
Café de la Gare, 20 h : Just a sweet dream ; 22 h : Les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre des Amandiers, 21 h : On et du.
Café-Théâtre de Neuilly, 21 h 15 : La Palata.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h : Collection ; 21 h : Huis clos ; 22 h 30 : Femmes parallèles ; 23 h 30 : Quand l'horloge grande, l'horloge parvienne.
Le Faanal, 21 h : Mr Barnett ; 22 h 45 : Othello à deux.

Les autres salles
Surocco, Théâtre Jean-Vincent, 21 h : Lot Balthazar.
Versailles, Théâtre Montantier, 21 h : Les Chats de l'autruche : Une visite du monde.
Vincennes, Théâtre Dantel-Sorano, 21 h : Hamlet ; 21 h : La Station Champbaudés.
Vitry, 20 h 45 : On couple pour l'hiver.

Les autres salles
Au Bee film, 18 h 30 : Chair pour Narcissus ; 20 h 45 : Dormir debout ; 21 h 30 : Les Amours de Jacques la Patallière ; 23 h : Baby Sitter.
Au Vival Chic parisien, 20 h 15 : Sainte Jeanne du Larzac ; 22 h 15 : Pd Val et P. Poch.
Bar du Marais, 22 h : Tu ne veux rien de bien méchant.
Café d'Edgar, 20 h 45 : Chorus oblige ; 22 h 30 : P. Pechin.
Café de la Gare, 20 h : Just a sweet dream ; 22 h : Les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre des Amandiers, 21 h : On et du.
Café-Théâtre de Neuilly, 21 h 15 : La Palata.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h : Collection ; 21 h : Huis clos ; 22 h 30 : Femmes parallèles ; 23 h 30 : Quand l'horloge grande, l'horloge parvienne.
Le Faanal, 21 h : Mr Barnett ; 22 h 45 : Othello à deux.

la soupe froide
ROBERT FOURET

"IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD"
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

NORMANDIE CAMEO BRETAGNE CLUNY-ECOLES
Périphérie : CYRANO VERSAILLES / ARTEL NOGENT

Le Jour de Noël, 22 h : D. Aldo
22 h : Les Amis sont avec ; 24 h
Autour en couple le vie.
Petit Casino, 21 h 15 : Le Sentier de
Grèce Garbo dans Piedra ; 22 h 45
L'Affaire du club de la jeune d'An
glois.
Le Pétrin, 24 h : Choqué, ça va
d'écouter.
Place du Marais, 20 h 30 : Variété ;
22 h 30 : Henri Gougaud.
Séniat, salle 1, 20 h 30 : Présent ;
22 h : La Jacquette ; Salle 2 ;
21 h : Match à la une ; 22 h 30
Séniat sid d'espions
Séniat, 21 h 30 : Comme un chien
moteur dans un arbre à viande.

Les chansons
Causse de la République, 21 h : De
toute façon, il nous reste le choral
Geax-Alex, 21 h : An oum du pays
et du fier.
Dis-Beurre, 22 h : L'Espir traudeux.

Le music-hall
Alcazar, 23 h : Paris-Broadway
Bobino, 20 h 30 : Serge et Stéphane
Reggiani.
Châtelet-Bochebert, 20 h 45 : De
Crockettes.
Crazy Horse Saloon, 22 h et 9 h 30
— Revue.
Folies-Bergère, 20 h 30 : J'aimé à
la fille.
Kiosque, 22 h 30 : Sous basse de
Paris.
Lido, 22 h et 9 h 45 : Grand jeu
Maya, 18 h 15 et 22 h 15 : G. au
Olympia, 21 h 15 : Michel Sardou
Palais des congrès, 21 h : Serge
Lama.
Palais des sports, 20 h 30 : Aldo
Stivell.

Les comédies musicales
Châtelet, 20 h 30 : Vaines de Vienne.

Le jazz
Théâtre de la Cité internationale,
21 h : Mary Faith Roads.

La danse
Nouveaux Carré, 20 h 30 : Ballet-
Théâtre Joseph, Euzillo.

Les concerts
Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Victoria
de Los Angeles, cantatrice (Gou-
nados, mélodies espagnoles du
quintisme au dix-septième siècle)
Hôtel Baroque, 20 h 15 : Elmore
Bazore, piano, et le Trio Revival
(Bach).
Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Trio
Dehussy (Jolivet, Ballif, Ercel,
Vares, Weber).
Eglise de Saint-Germain-des-Près,
Assemblée baroque de Bruxelles
(Blavet, Marok, Anglobert, Ra-
bault).
Eglise réformée d'Anteil, 20 h 45 :
Chorale Biphasse Calliat et A. Isoir,
orgue (Monteverdi, Aichinger,
Brahms, Poulenc, Frescobaldi,
Alain).

FILMS NOUVEAUX
LES FILMS DU CYPRES
présentent
LA BIBLE
EN DESSIN ANIME
LA GENESE
Réalisation PIERRE ALIBERT
Décors JACQUES JOURDAN BERNARD HUE
Musique ANDRÉ CHÉNIÉ Editions Chevaliers
Distribué par VALORIA

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD
THAT'S ENTERTAINMENT
Une fête de l'image, de la couleur et du son.
FRANCE-INTER (Pierre Bouffier)
Ce film superbe • merveilleux de poésie.
LE FIGARO (Michel Mohr)
Qualité exceptionnelle. LE PARISIEN LIBÉRÉ (André Lafargue)
Prenez votre élan et courez voir ce film.
TÉLÉ 7 JOURS (Jacqueline Michel)
Quelle fête ! FRANCE-SOIR (Robert Chazal)
Pur et merveilleux divertissement.
LE NOUVEL OBSERVATEUR (Jean-Louis Bory)
Deux heures et demie de bonheur fou.
L'AURORE (Odile Grand)
Un paradis perdu momentanément retrouvé.
JOURNAL DU DIMANCHE (Pierre Billard)
C'est une fête de rythme, de couleur et de gaieté.
Idéal pour bien commencer l'année. PARIS-MATCH
Film important ? Et comment, puisqu'il rend heureux !
PARISCOPE (José Besco)

سكن في الجنة

Je m'en souviens

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.
La cinémathèque
Challiot, 15 h. : A travers l'orage...

HARRY AND TONY (A. v.o.) :
Bout Mich, 5* (032-42-29); Publi-
cis-Madison, 5* (320-31-97); Aré-
quin, 5* (548-82-25); Plaza, 5*
(073-74-81).

MAI 68 (Fr.) : Dragon, 6* (348-
54-74).
MARIAGE (Fr.) : Biarritz, 6* (359-
42-23); Marivaux, 2* (742-52-30);
Soyuzdetfilm, 6* (321-12-12); OCC-
Odéon, 6* (325-71-01); Pabst, 10*
(228-82-34); Paramount-Mallot, 10*
(758-24-84).

LES AUTRES (Fr.) : Montparnas-
se, 14* (222-02-13); Saint-Las-
zare-Pasquier, 6* (387-35-43); Tem-
pliers, 5* (275-94-58); Athènes, 15*
(343-07-18); Marignan, 6* (358-
82-82).

LE VOYAGE D'AMELIE (Fr.) : Studio
de la Harpe, 5* (332-34-83); 14-Juil-
let, 11* (700-51-12).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Cinéma
des Champs-Élysées, 5* (389-61-70).
PICKPOCKET (Fr.) : La Paçoña, 1*
(531-12-15).

LES EXCLUSIVITÉS
ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.)
(*) : Quintette, 5* (032-36-40).

LES HOMMES DU CLAN (A. v.o.) :
Ermilage, 10* (230-12-71); v.f.,
Rex, 2* (238-82-53); Miramar, 14*
(328-41-02); Miraval, 14* (724-
20-70); Talairat, 15* (331-06-19);
Muret, 15* (288-22-75); Clichy-
Palais, 10* (387-71-29); Paramount-
Mallot, 10* (758-24-84).

LES PETITES AMOUREUSES (Fr.) :
Quartier-Latin, 6* (326-84-55); 14-
Juillet, 11* (700-51-12).

LES LOIS DE L'HOSPITALITE (A.
v.o.) : Panchéon, 5* (623-15-01).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Ecuriel, 10* (707-28-04) V. E. et
Dimanche.

LES HAUTES SOLITUDES (Fr.) :
Gérald, 4* (278-77-88). A 14 h. et
20 h. 15.

LES FILMS NOUVEAUX
SCENES DE LA VIE CONJUGALE.
film inédit de J. Bergman. —
v.o. Biarritz, 5* (359-42-29).

LES FILLES DE KA-MA-RE (Jap.
v.o.) : Studio Galand, 5*
(032-75-72).

LA GIPSE (Fr.) : Montparnas-
se-Pathe, 14* (228-02-15); Diderot,
15* (342-18-23); Gaumont-Sud, 14*
(331-51-18); Saint-Lazare-Pasquier, 5*
(387-35-43); Madréville, 5* (222-
32-81); France-Elysées, 5* (222-
32-73); Concorde, 5* (339-82-84).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publi-
cis-Défense (La Défense-Publicité),
(758-24-84); Paramount-Galté, 14*
(328-30-34).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publi-
cis-Défense (La Défense-Publicité),
(758-24-84); Paramount-Galté, 14*
(328-30-34).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publi-
cis-Défense (La Défense-Publicité),
(758-24-84); Paramount-Galté, 14*
(328-30-34).

CONCORDE v.o. / ST. GERMAIN STUDIO v.o.
GAUMONT-LUMIERE v.f. / MONTPARNASSE-PATHE v.f. / CLICHY-PATHE v.f.
CAMBRONNE v.f. / GAUMONT SUD v.f. / LES "NATION" v.f.



Du sang pour DRACULA

écrit et réalisé par Paul Morrissey

interdit aux moins de 18 ans

v.f. - PATHE Champigny / AVIATIC Bourget / TRICYCLE Asnières / ARIEL Rueil / TANNERIE Versailles

VERDER L'INDIEN (A. v.o.) : An-
dromède, 5* (278-87-89).

LES FILLES DE KA-MA-RE (Jap.
v.o.) : Studio Galand, 5*
(032-75-72).

LA GIPSE (Fr.) : Montparnas-
se-Pathe, 14* (228-02-15); Diderot,
15* (342-18-23); Gaumont-Sud, 14*
(331-51-18); Saint-Lazare-Pasquier, 5*
(387-35-43); Madréville, 5* (222-
32-81); France-Elysées, 5* (222-
32-73); Concorde, 5* (339-82-84).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publi-
cis-Défense (La Défense-Publicité),
(758-24-84); Paramount-Galté, 14*
(328-30-34).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publi-
cis-Défense (La Défense-Publicité),
(758-24-84); Paramount-Galté, 14*
(328-30-34).

LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publi-
cis-Défense (La Défense-Publicité),
(758-24-84); Paramount-Galté, 14*
(328-30-34).

LA MAISON DES 7 PECHES
(Seven Sinners)
Marlene Dietrich et John Wayne
Au MAC MARON (17). Tél. LTD 24 81

La soupe froide
IL FAUT UNE FOIS HOLLYWOOD
Image de la course et du sport
Les merveilleux de Paris
Personnel
Chien et tour et vous en fait
LES FILMS
LES FILLES DE KA-MA-RE
LES FILLES DE KA-MA-RE
LES FILLES DE KA-MA-RE

501-601

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	5,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	35,02
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ - BANLIEUE SUD
recrute
INGÉNIEURS
25 ans minimum
Pour développement de semi-conducteurs hyperfréquences. Bonnes connaissances en technologie et si possible en mesure.
Envoyer curriculum vitae à n° 89.445.
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

offres d'emploi

REGIONAL DEALERS
An established international organization is looking for regional dealers to expand its sales operations in Holland. We are leaders in our field and extremely successful.
Leadership, ability to recruit and motivate men & efficient sales management accomplishments are possessed by the people we wish to speak with.
Our Regional dealers are backed up with large sales promotion material, movie projectors and the sales tools to do the job.
We are not a fund - but a fund background or success with selling of intangible real estate, insurance or investment will be helpful. Yet, some of our key dealers have gone from selling samples into our business with amazing success.
Successful applicants, in addition to attractive commissions, will receive an insider's stock option that can produce an additional windfall at profit.
All applications will be acknowledged and treated in strictest confidence. Give full details of your background and accomplishments.
Interviews will be held in February in major Dutch cities.
Write to: P.P.C.A./Int. Division, 6, rue de Elve, CH 1204 Geneva (Switzerland).

offres d'emploi

SINTRA
recherche
INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
3 A 5 ANS EXPERIENCE
ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE
POUR :
ASSURER LA PROMOTION D'ÉTUDES AVANCÉES ET LA LIAISON AVEC LES ORGANISMES PUBLICS D'AIDE À LA RECHERCHE
(D.G.R.S.T., D.R.M.E., etc...)
ADRESSE CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉE À :
SINTRA
DIRECTION OU PERSONNEL
28, rue Malakoff - 92000 ANTIÈRES.

emplois féminins

Jeune famille allemande avec 2 petits enfants recherche une fille capable de partir en vacances avec eux à Heidelberg. Ecrire : Mme TUMMERS, D-4221 Mülheim, Chemnitzstr. 23, S.F. 1000.
Sur DARC MONCEAU
Gens. Mursu ou Gouvernante expérimentée, de préférence française pour s'occuper d'un nouveau-né et d'un enfant de 3 ans. Temps plein, salaire, nourriture, log. compris. Très bon salaire. M. Mme MICHEL, 14, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
ADMINISTRATEUR DE BIENS
recherche
AIDE-COMPTABLE
FEMME
M. TEMPEL, TEL. LAM. 47-21
USINE LEVALLOIS-PERRET :
STENO-DACTYLO
chiffres. Ecrire sous n° 508 à : GAUTRIAU-PUBLICITE, 14, rue Claude, 75009 Paris, 9.
importante Société immobilière
PORTE D'ORLÈANS
recherche
SECRETAIRES
administratives, qualifiées, minimum 5 ans d'expérience dans un service public ou immobilier. Ecrire à : M. B. J. L., 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.

demandes d'emploi

Jeune homme 21 ans, tit. D.V., C.N., emplois multiples. M. HERRIAU, 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
Demandeur 31 ans, PE, 13 ans, 30 ans, C.A.P., S.P., lib. de suite, lieu de trav. bent. Ouest. Ecr. n° 7.614, Régle-Drac, 15 bis, r. Rémur, Paris-20. Tél. : 303-71-40.
Étudiant psychologue, 22 ans, 20 ans de stage, maîtrise, maîtrise angl. cour., ch. empl. pl. temps part. M. A. B. J., 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
Écriture A. B. J., 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
CADRE 38 ans, responsable au plus haut niveau. Gestion entreprise familiale en construction pendant de nombreuses années l'essentiel de la reprise. Recherche un emploi stable. Ecrire PHILIPPE, 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
J'AI 51 ANS
Après avoir dirigé la partie administrative d'une entreprise familiale en construction pendant de nombreuses années l'essentiel de la reprise. Recherche un emploi stable. Ecrire PHILIPPE, 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
J. N. 28 ans, B.T.S.C., niveau O.E.C.S., 2 ans expérience dans travaux informatiques, comptabilité, langues étrangères. Recherche emploi région indifférente. Ecrire à : M. B. J. L., 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.
INGÉNIEUR début, rech. emploi Paris province, 2.200 F/mois. Ecr. n° 15.178, Monde + Pub. S. r. des Italiens, 75002 Paris-2.
J.F. 25 ans, bon prés., anal. cour. dactylo-comptable, libre de suite, écrit. réact. et sérieux. Tél. : 303-71-40, après 17 h.
Lic. droit des affaires, civilité, 28 ans, 10 ans d'expérience, rech. emploi service juridique et fiscal dans entreprise ou cabinet. Ecr. n° 15.178, Monde + Pub. S. r. des Italiens, 75002 Paris-2.
PÉDICURE D.E.
supplém. ch. empl. dans centre médical (kiné), pédic., Paris, banlieue Ouest. Étude toutes propositions. M. B. J. L., 15, rue de Valenciennes, Paris-10. Tél. : 303-71-40.

emploi régionaux

IMPORTANT SOCIÉTÉ
PECHINEY UGINE KUHLMANN
recherche pour USINE
RÉGION RHONE - ALPES
JEUNE INGÉNIEUR
ENTRETIEN
ou MEME DÉBUTANT
FORMATION SOUS TRAITE : A.M.
Écrire avec C.V. et références, n° 4735, LEVY-TOURNAY, 4, cité Péguy, Paris-9, qui tr.

HERRIAU
Premier fabricant français de récepteurs de batteries recherche pour élargir son Directeur Commercial
UN ANIMATEUR VENDEUR
qui, après une période de formation, deviendra
CHEF DES VENTES
Fonctions : aider son équipe à recruter, développer les ventes du réseau de concessionnaires, travail itinérant à 50 % dans le tiers Nord de la France
Profil : enthousiaste, imaginaire, aimant le vente et le travail en équipe, expérience souhaitable des biens d'équipement.
Adresser C.V., photo et références à HERRIAU, 2, P. 123/50405 - Cambrai.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
BATIMENT - T.P. - INGÉNIEURIE
Siège banlieue Ouest de Paris
recherche
CONTROLEUR DE GESTION
ayant au moins 5 ans d'expérience pratique de la fonction dans la filiale française d'une société américaine.
Situation très intéressante sous les ordres directs du P.D.G. en liaison avec le Conseil d'Administration.
Disponibilité immédiate appréciée.
Réponse assurée sous huitaine à toute candidature adressée confidentiellement à n° 802.
PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.
Discrétion absolue garantie.

STE DNERA recherche
INGÉNIEUR
DIPLOME GDE ÉCOLE
pour poste
CNEF PLATE-FORME
essais, télec. Radar, photo, 15 ans exp. min. Anglais souhaités. Ecrire au télec. DNERA, 6, r. de Valenciennes, 92-ARGENTEUIL, T. 301-32-40.
Bureau d'études parisiennes, spécialisée aménagement urbainisme et transports, recherche
SPECIALISTE
TRANSPORTS
3 à 5 ans exp. Formation scientifique. Études complémentaires en économie sociale, Ecr. avec C.V. manuscrit et photo récente à n° 7.514, P. LICHIAU, 16, rue Leveau, 75003 Paris, Codex 02, qui transmettra.
ORGANISME P.A.R.A.PUBLIC - PARIS
recherche PRATICIEN DE LA
FORMATION
EN GROUPE
ou animateur des sessions dans le domaine des postes et modes de travail. La poste nécessite des connaissances en psychologie humaine et fondamentale. Niveau scolaire équivalent (après années d'études de médecine par exemple). Directeur, fréquente France.
- Nombreux avants sociaux, - 40 heures par semaine.
Adress. C.V. et références à n° 7.514, P. LICHIAU, 16, rue Leveau, Paris-3, qui transmettra.
Important organisme Parisien recherche
NGR CENTURY
compétent pour période transitoire d'un évènement promotionnel sur ordinateur. Niveau scolaire équivalent de l'information.
- En collaboration à l'élaboration de la production d'entreprises.
- En charge des fonctions de conseil au plus haut niveau.
Vous pourrez ainsi valoriser vos connaissances en matière de développement et d'innovation.
Des postes sont à pourvoir à : Paris, Rouen, Versailles, Evreux, Lille, Caen, Amiens, LYON, St-Etienne, Valence.
De préférence téléphones : 78-72-41 ou 352-59-53.
votre activité au Service PLEIN EMPLOI, 118, rue Raymond, PARIS-20, qui transmettra.

crit

FRANC-ALLEM. STENO
Traduct. commerciale, sal. élevé
M. DE LAUNAY, 15, rue de Valenciennes, Paris-10.
METZ et spolios. CONSEIL
en économie sociale et familiale, intervenant dans les organismes de sécurité sociale, Adresser C.V. et photo à n° 15.178, Monde + Pub. S. r. des Italiens, 75002 Paris-2.
ENGLISH-CONVERS. COMM.
Priv. your resid. exp. Amer. Tél. 254-96-79, 9-12, after 18 h.
Expert-comptable stagiaire donne cours comptabilité droit économie. Tél. : 78-59-71.

enseignement

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES
Cours intensifs à tous les niveaux.
Date d'entrée en cours au choix de l'étudiant.
Laboratoire de langues / services d'aide au logement
Cours de Secrétariat (3 trimestres)
COURS À LONDRES, MOSCOW, SUSSEX, READING ET BIRMINGHAM
Ecrire à L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.1)
28-32 Oxford Street London W1A 4DY
Apprenez l'allemand en Allemand
Französisch-Institut MAWRIZKI D-9900 Meiningen
Witthenblum-Str. 12/14
Cours de vacances
Cours permanents
Formation professionnelle.
Certificat commercial en tenue étrangère.
traducteur interprète.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
appareils de mesure électriques, contrôle industriel, robots et automatisés, recherche par poste définies. Régle-Drac, 15 bis, r. Rémur, Paris-20.
INGÉNIEUR
FORMATION ÉLECTRICIEN ou ÉLECTRONIEN. Can. breveté et diffuseur produits de la Société en clientèle industrielle.
- Résidence indispensable dans secteur.
- Statut salarié.
Écrire avec C.V. et références à n° 802, SOCIÉTÉ MORS BRION LEROUX, 5, rue de Valenciennes, 75001 Paris.
UNIVERSITÉ GRENOBLE
cherche recherche technicien spécialiste conduite et entretien de CHAUFFÈRES ET REGULATION DE CHAUFFAGE
Poste stable. Connaissances électriques générales indispensables. U.S.M.G., S.P. 20, Centre de tri, 38000 GRENOBLE CEDEX
CADRE
spécialisé en hématologie et anatomie pathologique animale. Envoyer C.V. avec références et brevets à HAVAS, Grenoble, sous le n° 11.029.
Société réalisme installations de maintenance de maintenance (effectif 200 pers., C.A. 20 M.) recherche son
DIRECTEUR COMMERCIAL
form. NEC. ES/CS ou équival. 35 ans minimum.
Il devra :
- Animer équipe de techniciens-chercheurs et représentants ;
- Développer les ventes ;
- Etablir des contacts au plus haut niveau avec les grosses sociétés françaises (verrière, sidérurgie, automobile, etc.).
Adress. C.V. détaillé et présent. à HAVAS ANGOULEME, n° 11.029.

IMPORTANT GROUPE
PARFUMERIE - COSMÉTIQUE
recherche
CADRES
Responsables Commerciaux
CONFIRMÉS
NIVEAU E.S.C. ou E.S.S.E.C.
Expérience vente produits grande consommation. Séjours prolongés en résidence Outre-Mer. Anglaise indispensable.
DISCRETION TOTALE ASSURÉE
Ecrire à n° 89.780, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra - PARIS (1^{er}) D. TRAN.

REVUE JURIDIQUE
recherche rédacteur spécialisé en matière de sécurité sociale. Ecr. avec C.V. et photo à n° 82.7, r. de Valenciennes, 75002 Paris.
Vous deviendrez
des Professionnels du Marché de l'Écriture
- En participant aux activités d'une société moderne spécialisée en matière de l'information ;
- En contribuant à l'amélioration de la production d'entreprises ;
- En chargeant des fonctions de conseil au plus haut niveau.
Vous pourrez ainsi valoriser vos connaissances en matière de développement et d'innovation.
Des postes sont à pourvoir à : Paris, Rouen, Versailles, Evreux, Lille, Caen, Amiens, LYON, St-Etienne, Valence.
De préférence téléphones : 78-72-41 ou 352-59-53.
votre activité au Service PLEIN EMPLOI, 118, rue Raymond, PARIS-20, qui transmettra.

autos-vente

CAUSE DOUBLE EMPLOI
Cède leasing Jaguar XJ 6 L 1974.
Ecr. n° 7.705, le Monde + Pub. S. r. des Italiens, 75002 Paris-2.
Apprenez l'allemand en Allemand
Französisch-Institut MAWRIZKI D-9900 Meiningen
Witthenblum-Str. 12/14
Cours de vacances
Cours permanents
Formation professionnelle.
Certificat commercial en tenue étrangère.
traducteur interprète.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SUISSE
de la construction métallique et caoutchouc cherche à céder pour tous les pays d'Europe (Suisse, Espagne et Portugal exceptés)
LICENCE ROTOPARK®
De conception révolutionnaire le ROTOPARK est un nouveau système de parking sous-sol, de grande capacité, entièrement automatisé, à commande électronique.
Des ROTOPARK® fonctionnent déjà en Suisse et au Japon.
Ses avantages sont exceptionnels : à volume de construction égal, le ROTOPARK double la capacité de parking, il convient aux codes urbains à forte densité, aux zones intra-urbaines, routières et aériennes, se place sous un immeuble ou un emplacement public. Les voitures sont prises en charge et redéposées dans une cabine, moteur arrêté, dans une cellule protégée. Sa conception d'intégration au paysage, au chauffage, au éclairage.
De plus, ROTOPARK s'intègre au génie civil traditionnel.
Tous ces avantages assurent une rentabilité excellente.
Pour tous renseignements, s'adresser à :
GIOVANOLA FRÈRES SA
CH-1870 Monthey, Suisse
Tél. : 025/4 19 31 - Telex 24 473.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
TRANSPORTS
disposera dans le Nord
D'UN POSTE DE HAUT NIVEAU
soyez spécialiste de l'entretien routier et ferroviaire, régle. intérieur et extérieur. Connaissances transport maritime appréciées. Expérience dans un poste de haute qualification, et de hauts responsables. Adm. Ind. des Nations, 75002 Paris-2.
ARCHITECTE
opération de réaliser des plans architecturaux pour sites, plans d'aménagement, etc. de service et coordination des travaux de construction et d'aménagement, bureaux d'architectes, dynamisme à tous les responsabilités techniques. - Ecrire avec C.V., références professionnelles et brevets à M. FRIQUET, 23 bis, rue Grenier, 75013 Paris, qui transmettra.
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA CORSE
recrute pour
AJACCIO
BASTIA
SARTIÈRE
Techniciens supérieurs pour études routières et urbanisme : expérience professionnelle acquise, rémunération mensuelle 1.500 francs. - Ecrire avec C.V. à la Direction départementale de l'équipement, arrondissement Ajaccio, 2, avenue de l'Impérial, Ajaccio.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche pour son CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION situé à MONTROUGE
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

IMPTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
CENTRE TECHNIQUE
implanté dans
LA BANLIEUE SUD
1 ATE III
2 ATE 2B
pour participer à l'étude et au développement du système de visualisation couleur.
L'un des postes comporte des déplacements en France et à l'étranger de courte durée.
BTS ou formation équivalente.
Bonnes connaissances de l'électronique de puissance.
Transport assuré par lignes de car.
Ecrire, en précisant expérience, n° 90.148, ConTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, 91.

TRADUCTEUR
ayant une excellente connaissance des langues française, anglaise, allemande.
SOLIDES RÉFÉRENCES EN AÉRONAUTIQUE.
Tél. pour rendez-vous : 345-37-27, ou 352-59-53.
Bureau d'étude architecture engineering rech. cadre social. Ecr. avec C.V. photo et brevet. T.A.D. 42, r. David-13.

propositions diverses
PRDPR. et INVEST.
Notre SOCIÉTÉ VOUS ASSURE LE PAIEMENT INTÉGRAL et mensuel de vos appartements en cas de déchéance ou d'absence de location. - Pour tous renseignements téléph. à 355-94-86.

emplois féminins

SECRETAIRES DE DIRECTION
confirmées
Pour Etablissement hospitalier
Possibilité logement célibataire.
Avantages sociaux, restaurant.
Adresser C.V., photo et références à :
M. CERVENKA, LA MOUSE 57005 STYEROK, CEDEX.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (en particulier ayant travaillé en Operating System).
Le candidat retenu sera âgé au minimum de 35 ans et devra posséder les qualités humaines indispensables à l'exercice de la fonction de directeur et de contrôler une équipe de 40 personnes.
PRÉPARATEURS DE TRAVAUX
Ils ont en charge des systèmes d'exploitation évolués IBM 370 OS/VS, ils collaborent avec les équipes d'analyse, de programmation et d'exploitation pour réaliser la mise en exploitation et des applications de gestion.
Env. C.V. et références au n° 774, à Créteil, Danphine, 41, av. de Friedland, Paris (8^e), qui tr.

importantes sociétés

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche
UN CHEF D'EXPLOITATION
confirmé sur des matériels, langages et systèmes IBM (

RELIGION

Dans une demande de question orale au premier ministre

M. JEAN BONHOMME député U.D.R.

S'ÉLÈVE CONTRE L'ARTICLE DU « CANARD ENCHAÎNÉ » CONCERNANT Mgr TORT

M. Jean Bonhomme, maître de Chausse, député U.D.R. du Tarn-et-Garonne, a communiqué, le jeudi 23 janvier, avant les obsèques de Mgr Tort, évêque de Montauban, le texte d'une question orale avec débat qu'il se propose de poser au premier ministre et dans laquelle il déclare :

« L'information déformée et incontrôlée lancée sur la vie privée des citoyens et des familles a déjà coûté de nombreux voyages. »

« Un communiqué paru le 22 janvier dans le Canard enchaîné constitue un degré de plus dans l'outrage et l'outrage, par les allusions et les insinuations qu'il contient, à la liberté d'information et de l'expression et d'information à ses limites, comme toutes les libertés, et ne peut en aucun cas impliquer la liberté de vivre aux familles. Elle est en passe de devenir, si on n'y porte pas remède, un instrument d'implémentation et de terrorisme intellectuel. »

Il demande au premier ministre et de rechercher des moyens permettant de lutter contre de tels excès et de promouvoir un code d'honneur du journaliste, tendant à faire respecter l'authenticité et éviter l'agression morale. »

« Les obsèques de Mgr Roger Tort. — Une trentaine d'évêques et de vicaires généraux ont assisté aux obsèques de Mgr Roger Tort à Montauban, le 23 janvier. Dans son allocution, Mgr Collin, archevêque-coadjuteur de Toulouse, chargé de l'enquête sur les circonstances de la mort de l'évêque, a notamment déclaré : « Ces circonstances encore mal connues ajoutent encore à notre souffrance. »

« L'association « Vérité et justice » du cardinal Daniélou » (créée à l'initiative des « amis de l'Église », catholiques traditionnalistes, dont le principal animateur est M. Pierre Debry), s'étonne dans un communiqué que le cardinal Daniélou n'ait pas pris la même position lors de la mort du cardinal Daniélou que celle qu'il a adoptée aujourd'hui après le décès de Mgr Tort. »

Le communiqué indique, d'autre part, que « d'ores et déjà l'association a pu établir, à partir de témoignages de première main, que le pape qui fut le cardinal Daniélou lorsqu'il est mort se trouvait dans le cadre d'un apostolat qui l'avait conduit à plusieurs reprises à tenter d'aider des jeunes en difficulté. »

A Notre-Dame de Paris

LE CARDINAL MARTY : l'ordre établi ne cache plus le désordre humain.

Le cardinal Marty, dans l'homélie qu'il a prononcée, le 23 janvier, à la cérémonie eucharistique de Notre-Dame de Paris, dans le cadre de la Semaine pour l'unité, a commenté un court passage sur les difficultés de la situation actuelle que le respect des principes évangéliques pourrait surmonter :

« L'ordre établi, a-t-il dit, ne cache plus le désordre humain. Les structures économiques ou politiques n'obéissent plus à leurs maîtres et fonctionnent à rebours. Les influences sociales se multiplient. L'incertitude morale ne cesse de grandir, tout craque. On arrive à parler de guerre. »

Face à une situation « gravement déficitaire »

LE PROJET DE BUDGET DU SAINT-SIÈGE EST RETENÉ

Cité du Vatican (A.F.P.). — Le projet de budget du Saint-Siège pour 1975 a été retenu par la commission cardinale compétente, révèle une circulaire du cardinal Jean Villot, secrétaire d'État, datée du 18 janvier. La décision a été prise lors de la dernière réunion, le 14 janvier, des chefs des dicastères (sorte de conseil des ministres), consacré aux problèmes financiers du Saint-Siège.

C'est la première fois que les trois cent quarante-neuf citoyens et les quelque trois mille employés de la curie romaine sont informés d'une manière aussi complète de la situation économique de Vatican. Le pape, écrit le cardinal Villot, « a demandé que l'indépendance mobile soit augmentée à partir du 15 janvier de 24 000 lire (environ 100 F). Cette augmentation représente pour le Saint-Siège une lourde charge, supérieure à ses possibilités. Dans cette situation générale déficitaire, un réajustement de ce budget est donc nécessaire en vue de réduire les dépenses », ajoute le cardinal Villot.

« Le mouvement Una Voce, constitué par M. et Mme Corbelli-Salimac pour défendre l'emploi liturgique de latin et le chant grégorien dans l'Église catholique, célébrera le dixième anniversaire de sa fondation le 15 février, à 15 heures, au Palais des congrès à Versailles. »

Mgr PIERRE CHAGUÉ NOUVEL ÉVÊQUE DE GAP

Paul VI a nommé évêque de Gap Mgr Pierre Chagué, actuellement évêque-auxiliaire de Lyon. Il succède à Mgr Coffy devenu archevêque d'Albi.

(Né à Dijon le 27 juillet 1920, Mgr Chagué a fait ses études à Lyon. Ordonné en 1943, il a été successivement vicaire à Belleville-sur-Saône, directeur spirituel puis aumônier de l'École de la Vierge, animateur du mouvement Jeunes Séminaristes et directeur de deux centres. Il a été missionnaire diocésain, responsable de l'équipe des missionnaires diocésains des charbonniers de Lyon à partir de 1960, puis curé archiprêtre de Belleville-sur-Saône (1963-1968). Le 16 juillet 1968, il était nommé évêque-auxiliaire de Lyon avec résidence à Bozons. Mgr Chagué est membre de la commission épiscopale de l'opinion publique.)

INSTITUT

« L'Académie française, la commission de la réforme de l'orthographe à presque terminé ses travaux. Dans sa séance du 6 février, elle procédera à la mise au point définitive du projet. Parmi les dernières propositions élaborées figure la simplification de certaines désinences des verbes en «-er, «-er qui, tous, seraient allongés sur la conjugaison de parler, on achèver, je chuchote, je furete... Le tréma ne serait placé que sur la voyelle qui doit être prononcée, et la réforme s'étendrait à l'anglais, par exemple, qui s'écrirait, papère. »

informations catholiques internationales

Dans son numéro du 15 janvier

DES CHRETIENS TRES ANGLAIS : LES ANGLICANS

LE NUMERO - 3,50 F. ABONNEMENT 1 AN : 70 F 163, boulevard Malesherbes 75-PARIS 17^e (227-95-86) C.C.P. PARIS 82-10-20

BON pour un numéro GRATUIT N'oubliez pas de nous donner votre nom et votre adresse.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Air Inter en 1975

- Augmentation des tarifs de 8 à 9 %
• Ni licenciements massifs ni fusion

« Il n'a jamais été question de licenciements massifs : les bruits relatifs à une fusion avec d'autres compagnies françaises sont sans aucun fondement... »

La passe difficile que traverse la compagnie intérieure ne met en cause ni son existence ni sa raison d'être, comme l'avait laissé craindre d'impressionnantes déclarations gouvernementales...

« Pour relancer le trafic qui fléchit et écarter sa clientèle, pour les trois quarts composés d'hommes d'affaires, la compagnie intérieure va s'efforcer de modifier sa politique commerciale par le biais de deux propositions...

A PROPOS DE...

LES ACCIDENTS AÉRIENS EN 1974

Voler sans crainte

Les accidents d'avion ont causé l'an dernier la mort de mille cinq cents trente-cinq passagers. Il y en avait eu un millier seulement en 1973.

« Comme les bêtes tuées, ou du moins un objet inutile, l'avion fait peur. Intrigue. On aime entendre parler... »

« Le vent, les courants, les turbulences, les compagnies régulières est en constante régression : de l'ordre de 0,05 catastrophe pour 100 000 heures de vol. Le nombre des victimes pour 100 millions de passagers kilométrés a fortement baissé... »

« Avec la mise en service d'avions gros-porteurs qui permettent de réduire la fréquence des vols... »

URBANISME

QUINZE PROPOSITIONS DU MÉDIATEUR

« Environ quinze propositions de réforme ont été faites au ministre de l'équipement et annoncé le jeudi 23 janvier M. Aimé Paquet, médiateur, qui présentait un premier bilan de son action dans le secteur de l'équipement. »

« Les plaintes adressées à la médiation ont en effet montré la nécessité de faire des réformes, notamment dans les domaines suivants : les enquêtes d'utilité publique doivent être simplifiées et permettre une meilleure information des habitants... »

« VILLEZ AUX DÉTAILS » — Depuis l'assemblée générale des architectes-conseils du ministre de l'équipement, M. Robert Galley... »

« LA CAISSE DES DÉPÔTS OPTIMISÉE » — M. Léon-Paul Leroy, directeur de la Caisse des dépôts, a indiqué qu'en 1975, comme en 1974, la Société centrale d'équipement et territoire (S.C.E.T.) et la Société centrale immobilière de construction de la Gironde... »

« LA SUISSE DÉCIDE D'ARRÊTER » — À partir du 15 janvier 1975, les mesures restrictives appliquées à la construction depuis le 26 décembre 1972 conformément au plan de lutte contre l'inflation... »

SCIENCES

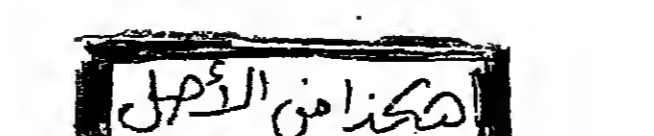
MORT DU MATHÉMATICIEN PAUL MONTEL

M. Paul Montel, mathématicien, doyen d'âge et d'érudition de l'Académie des sciences, est décédé mercredi 23 janvier à Paris.

« Né à Nice, le 29 avril 1878, M. Paul Montel est entré en 1894 à l'École normale supérieure. Trois ans plus tard, agrégé de mathématiques, il commença une carrière professionnelle... »

« Les travaux de M. Montel ont porté sur diverses branches des mathématiques, l'analyse, la géométrie, le mécanisme rationnel... »

Advertisement for GECAMINES, République du Zaïre, Société d'Etat. Avis d'appel d'offres internationaux pour la fourniture de TABLEAUX BLINDES MT à disjoncteurs débrouillables. 3 tableaux 15 kV, 1 tableau 6,6 kV, 2 cellules individuelles 6,6 kV.



JUSTICE

L'affaire des compagnies pétrolières

MM. CAROUS (SHELL) ET DENY (TOTAL) SONT INCLUPÉS D'ENTENTE ILICITE

M. Léonard Carous, président-directeur général de Shell France et M. Louis Denny, président-directeur général de Total à un moment des faits, ont été inculpés, jeudi 23 janvier par M. Elie Leques, doyen des juges d'instruction de Marseille, d'entente illicite et d'entrave aux enchères. Cela porte à quatre, le nombre de dirigeants de sociétés pétrolières inculpés.

A sa sortie du cabinet du juge d'instruction, M. Léonard Carous, qui a déclaré avoir été inculpé en application des articles 412, 419 et 423 du code pénal, a consenti à la presse la lecture à trois marchisants de deux rapports justifiant partiellement l'entente sur le marché.

Le conseil demande à l'arrogation des privilèges fiscaux accordés à ces sociétés, à la nationalisation d'un secteur public pulsant, fournissant la base d'une véritable politique pétrolière d'intérêt national.

● **Prix « Bride abattue »** : quatre nouveaux détenus. — Quatre policiers marseillais transférés à Paris viennent d'être nommés, jeudi 23 janvier, par M. Jean Michaud, premier juge d'instruction, chargé de l'affaire du prix « Bride abattue ». Il s'agit de MM. Raymond Tosi, quarante-six ans, gérant de société, deux de ses conseillers, Jean Henricq, trente-huit ans, caissier, et Lucien Blanchard, quarante-huit ans, vendeur, et M. Paul Boldrin, cinquante-deux ans, chauffeur, prévenus de complicité de tentative d'escroquerie et d'instruction à la législation sur les courses de chevaux et qui ont été écroués.

ÉCROUÉ DEPUIS PLUSIEURS MOIS À LA PRISON DES BAUMETTES

Un ancien membre du SAC, inculpé d'escroquerie (1 million de francs), met en cause deux de ses collègues

Le Service d'action civique (SAC) est-il impliqué dans une affaire d'escroquerie actuellement en cours d'instruction à Marseille ? Le principal inculpé, M. Dominique Calzi, ancien subordonné d'ancien dirigeant et ancien membre du SAC, lui-même détenu à la prison des Baumettes, met en cause depuis plusieurs mois, en mettant en cause deux responsables, MM. Christian Pradel et Charles Branger — fausses identités ? — dont la trace n'a cependant pu être

retrouvée jusqu'ici par le magistrat chargé du dossier, M. Aubry.

M. Dominique Calzi est convaincu d'avoir escroqué, en se servant d'un copainisme dont la réputation subside, sous les drapeaux de World Sale (L.W.S.), de Genève, qui a dupé plusieurs milliers de personnes dans toute l'Europe en leur proposant, contre le versement d'une caution, un imaginaire travail à domicile. Le montant des escroqueries

aurait atteint environ un million de francs. Etait-ce le moyen auquel le SAC aurait eu recours pour alimenter ses caisses, ou M. Calzi cherche-t-il à admettre ses responsabilités en se servant d'un copainisme dont la réputation subside, sous les drapeaux de World Sale ? Enfin, la découverte d'un important stock d'armes dans les locaux loués par M. Calzi à Genève n'est pas l'élément le moins troublant de l'affaire.

De notre correspondant régional

Inculpé le 24 juin 1974, d'escroqueries et tentatives d'escroqueries (2), M. Calzi reconnaît sans difficulté son rôle dans l'affaire L.W.S. mais affirme qu'il a agi sur les instructions de MM. Pradel et Branger, deux « chargés de mission » parisiens du SAC, auxquels il aurait été présenté par deux autres responsables de l'organisation, MM. Gérard Kappé, de Marseille, et H. Masoué, de Paris.

M. Calzi dit-il la vérité ? Ni les commissions rogatoires lancées par le magistrat instructeur, ni la confrontation organisée récemment à Marseille avec MM. Kappé et Masoué, n'ont permis d'identifier les deux personnes accusées. Une photographie prise lors d'une manifestation publique à Lyon, en 1974, et sur laquelle figurait M. Pradel, vient cependant d'être remise à M. Aubry par le conseil municipal de M. Calzi, M. Bernardini.

Une nouvelle commission rogatoire, dont le dossier est en cours d'instruction de Lyon a été saisie par M. Aubry, apportant-elle des renseignements décisifs ? L'orientation de l'affaire en dépend. M. Calzi n'a certainement pas inventé les personnalités qu'il met en cause. En arrivant à Genève, il a d'ailleurs déjà mandaté par M. Pradel et Charles Branger, auxquels il aurait remis par la suite, dans plusieurs villes d'Europe, les sommes « drainées » par L.W.S.

MENACES DE MORT CONTRE UN JOURNALISTE

« L'Humanité » a, le 24 janvier, indiqué, dans une information relative à l'escroquerie de L.W.S., que son correspondant à Marseille, M. Alex Fanani, a proposé de cet être atteint, reçu par téléphone des menaces de mort. Au nom de M. Fanani, M. Serge Ugolini, avocat au barreau de Marseille, a remis au procureur de la ville une lettre qui dément ces faits et a déposé une plainte auprès du parquet.

Au tribunal de Paris

PEINE DE PRISON AVEC SURSIS PARTIEL POUR LE CRÉATEUR DE « SPÉCIPHARMA »

Le troisième chambre correctionnelle de Paris a rendu, jeudi 23 janvier, un jugement condamnant à quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, et à 10 000 F d'amende, M. Jean-Jacques Lourioux, cinquantehuit ans, créateur de la société Spécipharma ; cette société procurait des capitaux aux jeunes entrepreneurs d'énergie de stabiliser grâce à ceux qui lui prêtait des capitaux. M. Lourioux incitait les débiteurs à renouveler leurs dettes, et à solliciter des avances à échéance et il mettait les nouvelles lettres en circulation sans retirer les anciennes. Le déficit atteint ainsi 29 millions de francs en mai 1968.

L'ordre des pharmaciens obtient 10 000 F de dommages et intérêts, les parties civiles obtiennent, au total, 500 000 F environ. Les autres prévenus condamnés sont : M. Anthony Billardet (dix-huit mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende), M. Gilles Henry et Henri Pierrat (treize mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende) et une dizaine de pharmaciens prévenus (amendes de 1 000 à 5 000 F).

GUY PORTE

FAITS DIVERS

Après l'attentat d'Orly

UN DÉMENTI DE M. MICHEL POMIATOWSKI

Dans un communiqué publié le 23 janvier, M. Michel Pomiatowski, ministre de l'Intérieur, déclare qu'il n'a pas autorisé le journaliste, reproduit par un journal du matin, selon lequel la police aurait été préalablement informée de l'attentat de dimanche dernier à l'aéroport d'Orly et aurait décidé de ne pas arrêter les terroristes armés de lance-roquettes avant leur tentative.

« De même, est totalement erronée l'information selon laquelle le même quotidien, selon laquelle deux complices des terroristes auraient été sur l'un des parcs de stationnement d'Orly ». « Le ministre de l'Intérieur souligne qu'il n'a pas été informé de la mission diplomatique qui a été associée au transport des armes destinées aux terroristes d'Orly, transport qui, selon notre contre, n'a pas été effectué par un corps diplomatique étranger ».

Le démenti du ministre de l'Intérieur vis-à-vis de la presse, pour ce qui concerne le fait que la police aurait été informée de l'attentat, et l'absence de renseignements sur le transport des armes destinées aux terroristes d'Orly, transport qui, selon notre contre, n'a pas été effectué par un corps diplomatique étranger.

MESURES DE SÉCURITÉ DANS LES AÉROPORTS

M. Kurt Hammarhjeldt, directeur de l'Association des transporteurs aériens internationaux (I.A.T.A.), a adressé aux présidents des cent deux compagnies régulières membres de cette organisation un mémorandum dans lequel il leur demande de s'assurer que les mesures de sécurité recommandées par l'I.A.T.A. soient prises dans les aéroports et avions sous leur contrôle et les autorités des aéroports.

Le maximum de mesures de sécurité doit être pris dans les petits et les grands aéroports du monde entier sous peine de mettre en péril le transport aérien, souligne-t-il.

Depuis l'attentat d'Orly, les autorités gouvernementales et aéroportuaires prennent des mesures de précaution. Mais les décrets interdisant l'accès aux terrasses des aéroports de Tegel à Berlin-Ouest, et de Nice-Côte d'Azur.

● **Deuxième accident d'un car scolaire** : Le gros d'un car de ramassage scolaire a détalé près de Launac (Haute-Garonne) le jeudi 23 janvier. Plusieurs enfants ont été contusionnés ou blessés par des débris de verre et quatre d'entre eux ont dû recevoir des soins à l'hôpital. Le parquet a fait mettre l'autobus sous scellés et ordonné un examen technique. Avant les vacances de Noël, sur ce même véhicule, un pneu avait déjà éclaté au cours de la tournée de ramassage. M. J. Y. avait pas eu d'accident. (Corresp.)

● **Un incendie de trois étages** s'est déclaré dans un quartier populaire de la périphérie de Casablanca (Maroc) s'est effondré jeudi 23 janvier. Douze cadavres ont déjà été retirés des débris. Selon des rumeurs, neuf personnes seraient encore ensevelies. (A.F.P.)

L'intoxication des écoliers de Créteil

M. PIERRE BILLOTTE MET HORS DE CAUSE LE GROUPE JACQUES BOREL

Après l'intoxication alimentaire de trois cents écoliers de Créteil (le Monde du 24 janvier), M. Pierre Billotte, député et maire (U.D.R.) de la ville, a eu cours d'une conférence de presse, jeudi 23 janvier, affirmant que l'entreprise de restauration chargée de préparer les repas pour les groupes scolaires était responsable de l'accident. Il s'agit de la Générale de restauration, filiale du groupe Jacques Borel.

Parallèlement aux analyses faites au laboratoire de bactériologie alimentaire et industrielle, la municipalité de Créteil a demandé des contre-analyses qui seront effectuées sous la responsabilité du docteur Babel, attaché à la section départementale de l'action sanitaire et sociale.

Les résultats de ces analyses doivent être connus lundi 27 janvier.

D'autre part, dans une lettre adressée au maire de Créteil, la section locale du parti communiste demande « que toute la lumière soit faite sur cette regrettable et scandaleuse affaire ».

« Elle exige notamment : « Que soit constituée une commission d'enquête avec la participation des associations de parents d'élèves, des syndicats d'enseignants et des agents de service, afin d'établir les responsabilités. » « Que les résultats des travaux de cette commission soient rendus publics. » « Que les familles dont les enfants ont été intoxiqués et les enseignants soient dédommagés. » « Que soit publiée publiquement le contenu du contrat qui est établi entre la municipalité et la maison Borel. »

LA POLICE AUTRICHIENNE SAISIT 500 KILOS DE HASCHISCH

(De notre correspondant.) — Vienne. — L'Autriche est-elle en train de devenir le principal plaque tournante de l'approvisionnement de la drogue ? C'est la question que se posent les responsables du ministère de l'Intérieur autrichien après la découverte, le 23 janvier, par la police de ce pays, dans la petite ville de Steinach (Tyrol) de 500 kilos de haschisch. La drogue avait été dissimulée dans une cache pratiquée sous le toit d'une maison. C'est la prise la plus importante réalisée à ce jour en Autriche.

L'arrestation il y a quelques jours, à la frontière bavaroise, d'un Allemand originaire de Berlin, a permis aux policiers autrichiens de réussir leur opération. L'homme avait attiré l'attention des douaniers allemands en présentant de faux papiers ; il transportait dans sa voiture un kilo de haschisch.

Exceptionnel: un PIC* sur Paris

LE BELVÈRE

au Pré-Saint-Gervais



*Prêt immobilier Conventionné - taux moyen actuel 9,70% sur 20 ans pour 80% du prix.

Un crédit à 9,70% pour devenir propriétaire d'un appartement qui se trouve presque à Paris, c'est un avantage exceptionnel! Mais le Belvédère possède d'autres atouts. A 200 m, un embranchement sur la périphérique. 3 lignes de métro à votre disposition (3 bis, 7 bis, 11). 4 arrêts d'autobus desservant par les lignes 61, 105, 130, 170. des appartements conçus pour la vie moderne et une architecture agréable, entourée de verdure. Ou, avec un financement de 80% du prix en PIC. l'appartement-témoin du Belvédère vaut le détour! Il est situé au 91, avenue du Belvédère, au Pré-Saint-Gervais.

Renseignements et vente sur place les samedi et dimanche de 14 h à 18 h et en semaine, sauf le mardi, de 14 h à 19 h ou à la Boutique OCIL, 55, bd Malesherbes, PARIS 8^e, 337 32 28

OCIL

Je dois venir sans engagement de mandat

Non. Adresser à: M. J. Y. 51, rue de Valenciennes, Paris 11^e, 51 20 10. M. J. Y. 51, rue de Valenciennes, Paris 11^e, 51 20 10. Casier 08

Président-directeur M. Aubry n'a pas officiellement à connaître de l'élément le plus troublant de toute cette affaire : la découverte au siège de L.W.S. à Genève, d'un stock de différents types d'armes de guerre, de revolvers, de munitions, de mitrailleuses, de pistolets, de pistolets mitrailleurs de fabrication suisse, permettant d'élucider des milliers de différents casiers. La police genevoise les a fait acheminer au Palais de Justice de Marseille, où elles sont entreposées depuis l'été dernier.

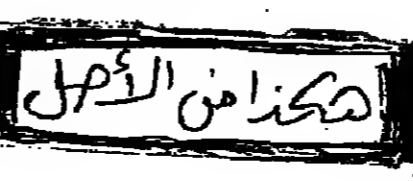
(1) Il s'agit tout d'abord été condamné le 12 février 1974, à deux ans d'emprisonnement avec sursis pour émissions de chèques sans provision, sous divers noms, plusieurs autres, puis à d'autres peines d'emprisonnement ferme pour des délits d'escroqueries et complicités d'escroqueries, qui avaient amené la révocation du sursis précédent.

(2) Castagno, qui a fait un mois de détention, a été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, et laissé en liberté.

● **Affaire Dega en appel** : arrêté le 29 mars. — La deuxième chambre de la cour d'appel de Paris, qui vient de rendre plusieurs audiences à l'affaire Dega, rendra son arrêt le 29 mars. Seuls huit « fraudeurs » avaient fait appel du jugement de la troisième chambre correctionnelle de Metz du 18 janvier. La condamnation de l'ancien inspecteur des impôts do séditions arrondissement à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis et 30 000 F d'amende, est définitive.

● **Le bureau de l'Association nationale des avocats de France**, renouveau le 18 janvier, est composé de M. Jean Corbiolou, président. Denis de Ricq, premier vice-président ; Gérard Cahen, Bernard du Graunet, Jacques Duboué, Bernard Henry, Jean-Baptiste Sialoni, Pierre Dumuy, Pierre Gravellier, Georges Foulie, vice-présidents ; Jean - Pierre Duffaut, secrétaire général ; Robert Merroux, Patrick Chabichant, Jean-Paul Duteil, secrétaires généraux adjoints ; Jacques Turjan, trésorier ; Jean-Philippe Pintrand, trésorier adjoint.

● **M. Jean-Pierre Chabichant**, député du Territoire de Belfort (P.R.) a été nommé au poste de ministre de la Justice, à l'occasion d'une question écrite, et des raisons sur lesquelles il se fonde pour dénier (aux militants du G.A.R.) le caractère politique de ses actions qui ont entraîné pour leur instruction de la cour de sûreté de l'Etat, juridiction politique par excellence.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EUROPE

L'ajournement du débat des Neuf sur les prix agricoles irrite paysans et industriels

L'ajournement du débat des Neuf sur les prix agricoles de la campagne 1975-1976 a provoqué quelques mouvements vagues dans le milieu paysan et aussi chez les industriels.

Le « tri sélectif » de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.) se tient d'importance en ce qui concerne les aides directes qui seront versées aux cultivateurs pour maintenir leur revenu, et si ces aides sont admissibles pour compenser les accidents exceptionnels (une chute de 15,9 % du pouvoir d'achat en 1974), estime la F.N.S.E.A., elles deviennent inacceptables quand elles prétendent se substituer à une fixation des prix à un niveau équitable.

Le ton des organisations paysannes dissidentes est plus vif encore. La réunion de Bruxelles a été un échec, a-t-on dit au MODF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) pense que « le gouvernement va tirer profit de ce débat pour se présenter en défenseur des cultivateurs et se tirer d'affaire avec quelques primes et ristournes limitées à un nombre réduit d'exploitants comme les aides à la production de viande qui ne touchent que 10 % des éleveurs ».

La Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) qui regroupe les éléments conservateurs de la paysannerie, craint que les Neuf ne s'orientent désormais « vers un compromis inacceptable ». Ces deux organisations évoquent « une relance de l'action syndicale », autrement dit de nouvelles manifestations.

Enfin, les industriels laitiers (FNIL) s'inquiètent des conditions d'application rétroactive de l'augmentation du prix des produits laitiers, car l'an passé déjà cette technique leur avait occasionné de nombreuses difficultés avec les circuits de distribution.

A L'ÉTRANGER

MALGRÉ LES DÉCLARATIONS GOUVERNEMENTALES Le nouveau budget japonais ne freinera pas l'inflation

De notre correspondant

Tokyo. — Le budget japonais pour l'année fiscale 1975 (1^{er} avril 1975-31 mars 1976) présenté par le nouveau cabinet Miki s'élève à plus de 30 000 milliards de yens, soit 480 milliards de francs. Il représente une augmentation de 26 % des dépenses de l'État par rapport au budget de 1974.

Le ministre des finances, M. Ohira, s'est efforcé de tenir les promesses faites par M. Miki à son arrivée au pouvoir, quand celui-ci s'est engagé à stabiliser les prix, à instaurer plus de justice sociale et à augmenter les dépenses pour le bien-être public. Mais malgré la très sévère restriction que traverse l'économie japonaise, l'objectif officiellement affiché reste la lutte contre l'inflation. Les pouvoirs publics ont donc présenté leur projet à la presse et au Parlement comme un budget d'austérité de caractère anti-inflationniste.

À y regarder de plus près, on n'est cependant pas complètement convaincu par ces déclarations officielles. Sans vouloir l'admettre, le gouvernement a préparé un budget moins restrictif qu'il ne le dit, et d'apparence les premiers signes d'une action contre la récession.

En premier lieu, on peut constater que la croissance des dépenses publiques est plus rapide que celle du produit national brut : 25 % contre 26 %.

En second lieu, l'augmentation très rapide des dépenses de bien-être et de sécurité sociale (plus de 35 %) stimulera la consommation. Cela dit, le budget a tout de même certains aspects restrictifs : le déficit budgétaire sera cette année de 9,4 % au lieu de 12,6 % en 1974.

M. Miki avait promis une réforme fiscale, mais celle-ci est réduite à peu de choses : une taxation légèrement accrue des revenus du capital, des profits immobiliers, des valeurs mobilières, de l'alcool. Mais il n'y a pas de dégrèvement de l'impôt sur le revenu ni de taxation accrue des revenus des médecins : ce plan a échoué avant le vote général qu'il avait soulevé.

En revanche, M. Miki a fait un effort, comme il l'avait promis, sur le plan des dépenses pour le bien-être et la sécurité sociale. Celle-ci ont en hausse de 35,6 % et représentent un peu plus de 18 % de l'ensemble du budget. Mais, même ainsi, le Japon demeure fort en retard sur les pays d'Europe occidentale en matière de sécurité sociale.

Le budget de l'éducation et de la recherche scientifique a été également favorisé, avec un accroissement de 34 %, ainsi que les prêts aux collectivités locales, en hausse de 30 %, et les subventions à la construction d'habitations (+ 21 %).

Par contre, on a réduit fortement les dépenses de travaux publics, le cabinet Miki renouant aux programmes dépendants qu'avait débordés son prédécesseur, M. Tanaka, en des temps meilleurs. Autoroutes, trains rapides et ponts géants devront attendre. Le projet de lancer sur la mer intérieure une série de ponts gigantesques, sur trois itinéraires, pour relier l'île de Shikoku à l'île principale est abandonné.

ROBERT GUILLAIN.

REVENUS

En juillet

UN SALARIÉ FRANÇAIS SUR TROIS GAGNAIT ENCORE MOINS DE 1 500 FRANCS PAR MOIS

Selon une enquête réalisée par l'I.N.S.E.E. sur les bas salaires — rémunérations nettes après paiement des cotisations sociales — en juillet 1974, un salarié sur trois (34 %) gagnait à l'époque moins de 1 500 F par mois, c'est-à-dire 5 620 000 personnes. La proportion était respectivement de 31 % dans le secteur privé, 72 % pour l'agriculture, mais 18 % pour les personnels de l'État et 76 % pour ceux des collectivités locales, en raison notamment de l'importance des agents contractuels. Au-dessous de 1 300 F mensuels on comptait encore 20 % des salariés.

Ce sont surtout les femmes qui se situent au bas de l'échelle hiérarchique des revenus : 44 % des femmes salariées — contre 24 % des hommes — gagnaient moins de 1 500 F par mois. Les salariés les plus défavorisés travaillent dans les secteurs de l'habillement et de l'hygiène (éboueurs, services de nettoyage), 74 % des effectifs occupés dans ces secteurs ayant une rémunération mensuelle inférieure à 1 500 F. À l'inverse, on n'en compte que 5 % dans l'industrie du pétrole.

D'importantes différences sont à relever selon les régions : alors que 17 % des salariés parisiens gagnaient en juillet moins de 1 500 F par mois, c'était le cas d'un salarié sur deux (53 %) dans le Limousin et d'une façon plus générale, de 45 % dans les régions les moins industrialisées, « la France de l'Ouest ».

Ces résultats de l'enquête l'I.N.S.E.E. confirment l'analyse actualisée que le Monde du 18 juin 1974 avait publiée, à partir d'une étude de cet organisme portant sur les salaires de 1971.

SYNDICATS

Lors de son prochain congrès, la C.G.T. veut « gagner des millions de consciences » à la lutte

« Gagner des millions de consciences » à l'action revendicative et à la lutte pour les changements les plus fondamentaux, tel sera le mot d'ordre du prochain congrès de la C.G.T. qui se tiendra au Bourget (Seine-Saint-Denis) du 22 au 27 juin 1975.

Les dirigeants de la C.G.T. ont présenté le projet de document d'orientation soumis à des assises, qui, coiffant avec le quatre-vingtième anniversaire de la constitution de la C.G.T., ont une importance exceptionnelle. En effet, pour MM. Séguy et Krassoul, le congrès analysera la véritable nature de la crise — qui ne justifie en rien la résignation des travailleurs — et dégagera les objectifs à atteindre collectivement. Il renforcera le rassemblement des forces populaires pour la victoire du programme commun, ainsi que la puissance, et la capacité d'organisation, d'initiative et d'influence de la « première centrale nationale de France » (deux millions quatre cent mille adhérents selon ses dirigeants).

Le projet d'orientation va être diffusé abondamment à Mitterrand, a souligné M. Séguy, à tous les niveaux, un large débat démocratique ; nous voulons des discussions sans précédent.

Les cégétistes ont rappelé que leur dernier congrès, en 1973, s'était tenu peu de temps avant l'adoption du programme commun de la gauche, auquel ils ont réaffirmé leur fidélité. « Plus encore que l'union, c'est son contenu qui est le capitalisme. Avec l'emploi-à-tout-va », ont dit les syndicalistes.

Répondant à une question, M. Berteloot a estimé que, si les relations sont meilleures entre la C.G.T. et la C.F.D.T. qu'entre la P.C. et le P.S., c'est que les deux centrales ouvrières sont unies par un programme syndical. À sujet des visées du socialisme, « les divergences entre nous ne sont pas de nature à nous empêcher de nous unir », a-t-il ajouté. La politique, soulignant en conclusion les cégétistes, « assainit » les relations entre le P.S. et le P.C. La C.G.T. est-elle favorable à une centrale unique au Portugal ? « Nous ne voulons pas créer de difficultés au Portugal par nos déclarations », a répondu M. Séguy. Nous comprenons leur souci de garantir une certaine indépendance, mais nous ne sortons pas d'un demi-siècle de fascisme. « Quant à rendre obligatoire, par la loi, le statut de l'enseignant, en France, nous n'aborderons la question de cette façon ; mais nous ne sortons pas d'un demi-siècle de fascisme ».

Remous à la C. G. C.

autour de la succession de M. Malterre

Tangage à la C.G.C. au moment où le commandant Malterre s'apprête à quitter la barre. Il a annoncé depuis plusieurs mois, qu'il ne renouvellerait pas sa candidature à la présidence de la confédération lors du prochain congrès, à la fin du mois de mai. Après un temps d'hésitation, la succession se révèle fort disputée, et les rivalités de personnes, déshabillées sans doute que les entrées de l'été, créent de graves tensions internes. Non sans étonnement à la surface, comme c'est le cas avec l'instance gérée par Malterre contre M. Besjean, président du syndicat de la banque C.G.C.

Ce dernier, avec MM. Robert (métallurgie) et Le Ferme (V.R.P.), avait préparé une réforme des statuts qui, en 1970, permettait à certains syndicats (V.R.P., fonction publique, etc.) de voter à la confédération une cotisation sensiblement plus faible que, par exemple, celle des syndicats d'industrie (autre que Besjean, etc.). Cet allégement financier n'empêchait cependant pas les bénéficiaires de garder, au congrès, le même nombre de mandats calculé en fonction des effectifs.

Étant entré en conflit avec M. Malterre, dont il paraissait braver le statut, M. Besjean démissionna unilatéralement de sa présidence au profit de M. Malterre, à la date prévue ? M. Malterre envisage-t-il de se maintenir sur la passerelle pour mieux payer les coups de rivaux ? De toute façon, cela ne fera que diffuser la compétition déjà

EMPLOI

DES SALARIÉS OCCUPENT LEUR USINE PRÈS D'ABBEVILLE

Plus de 500 personnes sur un effectif total de 940 occupent, depuis jeudi 23 janvier, l'usine d'appareils de chauffage Auer à Abbeville (Somme), pour protester contre un licenciement collectif : 80 selon les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., 66 selon la direction). En raison des difficultés économiques, l'entreprise a vu le nombre de ses effectifs passer de 940 à 440 en décembre 1974. La durée du travail a été réduite de 18 heures par semaine. A Abbeville, 400 salariés de l'usine Schullerberg ont défilé le même jour dans les rues de la sous-préfecture de la Somme pour protester contre 72 licenciements.

À Reims, nous signalons notre correspondant, les travailleurs de l'usine Marché où 300 personnes sont menacées de licenciement, ont obtenu jeudi 23 janvier, entre 18 heures et minuit, le directeur général de la société, M. Pascol, venu d'Italie pour examiner la situation.

AUTOMOBILE

La régie Renault propose de réduire la durée du travail de vingt-cinq minutes par semaine

À la régie Renault, les syndicats consultent les travailleurs sur la réponse à donner, le mois prochain, aux propositions finalement faites par la direction, le 22 janvier, concernant l'évolution des salaires pendant l'année 1975. La C.F.D.T. les estime « passionnément faibles » dans un tract diffusé à Billancourt.

Pour l'essentiel, les salaires seraient augmentés de 5 % au minimum pendant le premier semestre, des ajustements assurés par une évolution des salaires égale à celle de l'indice officiel des prix. Une prime de 110 francs sera versée comme en 1974, revivifiée selon le même indice. La durée du travail, pour chacune des deux années à venir, serait, selon les équipes, réduite de 25 minutes environ par semaine sans perte de salaires. Le congé d'attente, sorte de pré-retraite, à partir de soixante-deux ans, se-

rait avancé d'un an pour les salariés ayant plus de trente ans d'ancienneté. Différentes améliorations concernent le régime de prévoyance.

« Nous sommes loin du statut unique permettant l'égalité des droits pour tous », conclut la C.F.D.T., qui compte, pour le moment, les propositions de la direction avec ses propres revendications : augmentation uniforme des salaires de 20 francs, garantie de progression du pouvoir d'achat et grille unique des classifications ; semaines réduites à quarante heures de présence pour tous ; retraite à points pour tous ; extension à tout le personnel des mesures obtenues par les cadres sur le décalé, l'invalité, la rente décalée pour les enfants à charge et sur les congés d'ancienneté.

Un syndicat C.G.T. est estimé ainsi les propositions de la direction des modifications, comme à la C.F.D.T., on appelle un développement de l'action.

IMMIGRATION

La police expulse les grévistes de la faim d'un local paroissial du 13^e arrondissement

Enit travailleurs étrangers — un Algérien, trois Marocains et quatre Tunisiens, — qui, depuis le début de la semaine, faisaient la grève de la faim, dans une annexe de l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, à Paris-13^e (le Monde du 23 janvier), en ont été expulsés par la police vendredi matin 24 janvier, à 7 heures. Ils ont été conduits au commissariat central du troisième arrondissement, au commandant de l'un des Français qui habite comme eux, de la grève de la faim pour obtenir « la carte de travail et le respect de l'arrêt du Conseil d'État annulant certaines dispositions des circulaires Marcellin et Fontanet ». Les Français a été libéré après une vérification de son identité. En revanche, on ignorait toujours, au fin de matière, le sort de ses compagnons.

C'est à 7 heures du matin que des policiers — certains en civil, d'autres en uniforme — débarquant de cinq fourgonnettes et d'un autocar, ont frappé à la porte du local paroissial où une dizaine de personnes, dont les huit travailleurs immigrés, venaient de passer la nuit. Le local fut immédiatement investi par les forces de l'ordre. Le frère Bernardin fut réveillé dans sa chambre, au premier étage de la cure, par un officier de police. Malgré ses protestations — les policiers n'étaient, selon lui, munis d'aucun mandat, — les huit travailleurs immigrés, ainsi qu'un de leurs compagnons, un jeune Français appartenant au « collectif immigrés » de la paroisse, furent amenés au commissariat central de l'arrondissement.

À ce jeune Français, qu'ils ont relâché presque aussitôt, un policier déclara par la suite que les immigrés étaient envoyés « à l'hôpital ».

Dans un communiqué, le section du troisième arrondissement du parti socialiste, qui a manifesté « contre l'arrestation » des grévistes de la faim et demandé « leur libération immédiate ». Elles se déclarent « solidaires de la lutte des travailleurs immigrés pour leur dignité » et réclament « l'application effective de l'arrêt du Conseil d'État », ainsi qu'une carte de travail pour tout travailleur pouvant justifier d'un emploi. Elles demandent aussi que « le pouvoir capitaliste cesse de bafouer sa propre légalité » et que « l'égalité des droits de tous les travailleurs soit enfin reconnue ».

Le « collectif immigrés » de la paroisse Saint-Hippolyte proteste quant à lui contre ces « tentatives d'intimidation », ajoutant que le gouvernement a déjà recouru,

sans succès « à de telles méthodes pour tenter de briser le mouvement des travailleurs immigrés à Arrignon et à Montpellier ». Le « collectif immigrés » annonce que « des Français ont rejoint une nouvelle grève de la faim ou même endormi ». De leur côté, sur l'initiative d'un comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés, plusieurs personnalités ont envoyé un télégramme au président de la République et à M. Michel Poniatowski.

(Lors d'un récent débat télévisé, M. Paul Bignon, secrétaire général chargé des travailleurs immigrés, avait exposé ses projets et ses espoirs sur ce qui, malgré l'appareil de manipulation, reste un sort de travailleurs. Certes, il n'était pas question — malgré l'arrêt du Conseil d'État — d'annuler, le 23 janvier, certaines dispositions des circulaires Marcellin et Fontanet de recourir, sur les usagers de consigne et de régularisation déclarés en vue d'assurer une meilleure régulation, plus strictes, des flux migratoires. Cependant M. Bignon avait manifesté son intention d'accroître et de diversifier les structures d'accueil mises à la disposition d'une main-d'œuvre nécessaire à l'économie nationale. Les méthodes utilisées par la police semblent montrer que le ministre de l'Intérieur ne fait guère état de son rôle de régulateur.)

LA C.R.E. VA AFFECTER 100 MILLIONS DE DOLLARS à l'opération d'urgence engagée par les Nations unies en faveur des pays du tiers-monde les plus gravement touchés par la hausse du pétrole. Au total, la Communauté aura fourni 250 millions de dollars, alors qu'elle était proposée d'en verser 500. — (Corresp.)

Découvrez trois nouveaux intérêts au Crédit Lyonnais.

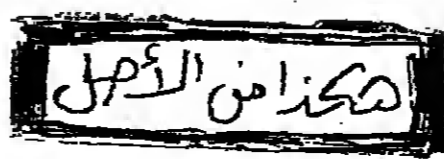
L'intérêt du Compte sur Livret passe de 5,75% à 7%. 7% d'intérêt et votre argent reste disponible à tout moment.

L'intérêt du Plan d'Épargne Logement passe de 8% à 9%. 9% net d'impôts... et à la def, si vous le désirez, un prêt intéressant.

L'intérêt des Bons anonymes à 5 ans passe de 9% à 10,5%. 10,5% d'intérêt... en toute discrétion... voilà un placement intéressant.

Plus que jamais c'est le moment d'aller dans l'une des 2500 agences du Crédit Lyonnais. On vous y conseillera au mieux de vos intérêts.

CREDIT LYONNAIS
l'autre façon d'être une banque



LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Le dépôt de bilan d'une entreprise lyonnaise du bâtiment ou le temps des regrets

De notre correspondant régional

Lyon. — Les mille salariés de la société Jangot-Sonnebec réunies (S.S.R.), entreprises lyonnaises de bâtiment et de travaux publics qui a dépassé son bilan le 13 janvier, auront en cette fin de semaine une idée un peu plus précise du sort qui leur sera fait. Les représentants devaient rencontrer, ce 24 janvier, l'administrateur judiciaire désigné par le tribunal de commerce de Lyon pour être informés notamment des premières mesures de licenciement collectif.

La faillite brutale de la société Jangot-Sonnebec a surpris ses propres salariés. L'entreprise paraissait en effet avoir pour elle cette solidité que donne l'ancienneté. Fondée en 1895 par deux associés sous le nom de Jangot-Bonneton, elle avait été jusqu'en 1967 une solide affaire régionale avec deux succursales, l'une à Roanne dans la Loire, l'autre à Montbéliard dans la Drôme.

LES NOUVEAUX PRÊTS INTERMÉDIAIRES DU DÉVELOPPEMENT. M. Koman Bedi, ministre des affaires économiques et financières de Côte-d'Ivoire et président du comité de développement du Fonds monétaire international, a précisé lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 23 janvier, que ce comité se proposait de créer en juin une formule intermédiaire de prêts aux pays sous-développés, dont le taux serait inférieur à celui du marché, mais supérieur à celui des prêts à très bas taux de l'AIID (Association internationale pour le développement) et des prêts nouveaux seraient à 4 % et d'une durée de trente ans. Une première dotation en capital de 1 milliard de dollars permettrait de consentir en 1976 des prêts pour 4 à 5 milliards.

CLASSES MOYENNES

M. VINCENT ANSQUER POURRAIT PROPOSER LA CRÉATION D'UN ORGANISME PUBLIC

M. Vincent Ansquer, ministre du Commerce et de l'artisanat, met actuellement la dernière main à un rapport sur les classes moyennes, rapport qui sera remis le 15 de janvier à M. Chirac. Ce rapport pourrait conduire à la création d'un organisme public des classes moyennes en tenant compte des exigences d'autres pays d'Europe en ce domaine. Il existe en effet, en Allemagne notamment, un institut national de ce type.

Le premier ministre a fait allusion à ces travaux dans une interview que publia le *Voleur*, magazine mensuel de la Confédération des petites et moyennes entreprises.

Après avoir rappelé le rôle joué par les classes moyennes, « et le rôle de notre société, qui se veut libérale », M. Chirac affirme qu'elles constituent un véritable tissu d'activités et d'échanges. Elles contribuent à la survie et au développement de beaucoup de nos régions. On a même pu parler, pour certaines activités agricoles, commerciales ou artisanales, d'un véritable « service public de droit privé ».

« Il est donc souhaitable, conclut M. Chirac, que ces classes moyennes prennent conscience de leur unité et qu'elles s'organisent pour pouvoir se faire entendre des pouvoirs publics ».

L'INDUSTRIE DE LA BONNETERIE ESPÈRE DOUBLER SES EXPORTATIONS EN TROIS ANS

L'industrie de la bonneterie a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de francs, en progression de 14,5 % par rapport à l'année précédente, a annoncé M. Albert Sejournaud, président de la Fédération de l'industrie de la maille et de la bonneterie, le 23 janvier. La crise affectant le secteur textile depuis l'automne 1974 n'a que peu touché la bonneterie jusqu'à présent.

LA SOCIÉTÉ DES VINS DE FRANCE ENTRE CHEZ NICOLAS

La Société des vins de France, dont le président-directeur général est M. Paul Crémeux, vient d'acquiescer en Bourse pour 13 % du capital des établissements Nicolas, soit la Banque, banque d'affaires de la B.N.P. (8,33 %). Au cours de cette opération, qui s'est déroulée dans un climat amical, M. Paul Crémeux a nommé M. Nicolas, directeur général des produits Dubouché, Cizanne, Buxy et une filiale du Crédit agricole, l'Union d'études et d'investissements, à la présidence des sociétés dans le secteur des vins fins (Beauchat, Maître Vigneron) et dans les spiritueux. M. Crémeux a accepté ainsi son emprise sur un marché caractérisé en France par l'éparpillement de ses fournisseurs, les petites commandes viticoles du Midi.

ÉNERGIE

De l'or noir à l'or jaune

(Suite de la première page.)

Le « recyclage » des pétrodollars a été qualifié à Alger de « hold-up de siècle ». La revalorisation des réserves officielles d'or y est apparue comme une nouvelle « agression » de l'Occident. Le dernier « tirage » de l'impérialisme pour spolier le tiers-monde. Le métal jaune tient une fois de plus la vedette et empoisonne les relations internationales.

L'OPEP avait pourtant procédé un an plus tôt, s'agissant du « brut », à peu près de la même manière. L'embargo arabe avait fait « flamber » le prix du baril et elle avait même pu se payer le luxe d'une apparente modération en « attachant » — c'est le cas de le dire — des prix inférieurs aux tarifs spéculatifs qui s'établissent alors sur le marché libre.

Quelle socialisation ? Il est vrai que les pays de l'OPEP sont fondés à craindre que la revalorisation des réserves officielles d'or n'entraîne une nouvelle décadence monétaire de l'Occident capitaliste, puisque, en procédant aux facilités de paiement ou d'emprunt aux pays industrialisés, elle ne les incite pas à freiner efficacement leur inflation.

Une échéance de rationalité avait été prévue par le chah d'Iran le 23 décembre 1973, lorsqu'il annonça le second doublement des prix du pétrole. Il avait justifié les nouveaux tarifs du « brut » par le fait que le coût marginal de l'énergie de substitution, depuis cette époque, le prix du pétrole brut a encore augmenté, notamment du fait de

la malaise croissante des pays producteurs sur les actifs des sociétés opérant sur leur territoire. L'Iran n'a rien fait pour freiner cette augmentation ; on peut donc douter que pour le chah l'argument du coût marginal ait été fondamental.

Il est dommage que les pays industrialisés n'aient pas eu recours à la socialisation au moment même où la rente pétrolière leur échappait. Il serait cependant assez logique de croire qu'une poignée de Crésus pourra continuer à accumuler d'énormes richesses sans avoir à en rendre compte à quelque jour, d'une manière ou d'une autre, devant la communauté internationale.

PHILIPPE SIMONNOT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PEUGEOT S.A.

Peugeot S.A. dément formellement les informations qui ont été publiées au sujet des conditions de redressement de Citroën et du financement de l'année 1975, notamment la référence à un nouveau concours du P.D.G.

S.A. FINANCIÈRE ÉTERNIT

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la S.A. Financière Eternit, tenue le 23 janvier 1975, a adopté les résolutions prévoyant la transformation de la société en société à capital de surveillance et de gestion et a autorisé le directeur à augmenter le capital social jusqu'à un montant maximum de 200 millions de francs.

GISEMENT DE FRIGG

Pour contribuer au financement de la mise en exploitation du gisement de Frigg en mer du Nord, deux crédits totaux de 300 millions de dollars viennent d'être accordés : — un de 150 millions de dollars aux filiales britanniques et norvégiennes des groupes ILL-Aquila et TOTAL Compagnie Française des Pétroles ainsi qu'à NORSE HYDRO, pour les installations de production du champ ; ce crédit est consenti par syndicat bancaire dirigé par la Banque Nationale de Paris ; la Chase Manhattan Bank, le Crédit Lyonnais, la Bank of America, Orion Farm Bank, Comstock International, Dresner Bank, Bergson Privatbank ; — l'autre de 150 millions de dollars aux filiales britanniques des groupes TOTAL Compagnie Française des Pétroles et ILL-Aquila, pour le système de transport du gaz ; ce crédit est consenti par un syndicat bancaire dirigé par Morgan Guaranty Trust, la National Westminster Bank, la Société Générale, chefs de file, la First National City Bank, la Manufacturers Hanover Bank, la Banque Paribas et la Banque Royale du Canada (France), chefs de file.

LE PROGRAMME NUCLEAIRE FRANÇAIS SERA ARRÊTÉ LE 28 JANVIER

Comme prévu, aucune décision n'a été prise par le conseil interministériel sur l'énergie qui s'est tenu jeudi 23 janvier, à l'hôtel Matignon. C'est le 28 janvier, à l'occasion d'un conseil central de planification qui se tiendra à l'Élysée, que seront définitivement arrêtées les grandes orientations de la politique énergétique française à moyen terme. Le conseil fixera notamment le rythme des commandes des centrales nucléaires.

« Il ne s'agit pas pour la France de choisir le tout nucléaire », a déclaré à ce propos M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui était le président de l'Association de la presse économique et financière, mais de couvrir environ 20 % de nos besoins énergétiques en 1985 avec de l'électricité d'origine nucléaire. Pour l'instant, il semble acquis que sept centrales seront commandées en 1976 et 1977.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
6 heures	6 1/2	7 1/2	7 1/2
1 mois	7 1/2	8 1/2	8 1/2
3 mois	7 7/8	8 3/4	8 3/4
6 mois	7 7/8	8 3/4	8 3/4

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Textiles « Sonitex »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries Textiles lance un appel d'offres international pour la réalisation d'un projet de :

TISSAGE FINISSAGE SOIERIES

La remise des offres aura lieu, au plus tard, le 15 mars 1975, à 12 heures.

Les cahiers des charges pourront être retirés dès la parution de cette annonce à :

SONITEX - Division Projets et Réalisations, 5, rue Abane-Ramdane - 4^e étage - ALGER.

Les offres seront remises à la date indiquée, à la même adresse.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Textiles « Sonitex »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries Textiles lance un appel d'offres international pour la réalisation d'un projet de :

3 TISSAGES FINISSAGE LAINE CAPACITÉ TOTALE 28.000.000 MÈTRES/LINEAIRES

La remise des offres aura lieu, au plus tard, le 12 avril 1975, à 12 heures.

Les cahiers des charges pourront être retirés dès la parution de cette annonce à :

SONITEX - Division Projets et Réalisations, 5, rue Abane-Ramdane - 4^e étage - ALGER.

Les offres seront remises à la date indiquée, à la même adresse.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Textiles « Sonitex »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries Textiles lance un appel d'offres international pour la réalisation d'un projet de :

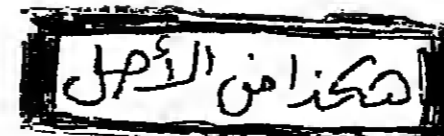
FILATURE TISSAGE COTON 15.000.000 M2

La remise des offres aura lieu, au plus tard, le 15 mars 1975, à 12 heures.

Les cahiers des charges pourront être retirés dès la parution de cette annonce à :

SONITEX - Division Projets et Réalisations, 5, rue Abane-Ramdane - 4^e étage - ALGER.

Les offres seront remises à la date indiquée, à la même adresse.



LES MARCHÉS FINANCIERS

L'or noir à l'or jaune

PARIS

Bull en vedette dans un marché bien tenu. La Bourse de Paris a franchi le cap de la liquidation...

LONDRES

La hausse s'accroît. Le mouvement de hausse s'accroît (indice à l'ouverture, l'indice des industriels gagne encore 6,1 points...

NEW YORK

Nouvelle avance. Malgré l'apparition de ventes bénéficiaires, à l'approche de la clôture, qui ont effacé une partie...

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Large table with multiple columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various international stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 23 JANVIER - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS, Dernier cours. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: COURS, Dernier cours. Lists gold market prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: COURS, Dernier cours. Lists gold market prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: COURS, Dernier cours. Lists gold market prices.

ATTENDU LUM
M. Sadate est a
de plusieurs
LUM: PAG

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LA CAUSERIE « AU COIN DU FEU » DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

— Les maîtres et les projets de réforme électorale de M. Pompidou.

— LIBRES OPINIONS : « A quel bon le parti radical ? », par Didier Barthelemy.

8. DIPLOMATIE

9. EUROPE

10 à 12. ASIE

12. AFRIQUE

13. AMÉRIQUES

14. SOCIÉTÉ

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 15 à 20

- Les rêves des riches : à Nice, un nouveau piège à pétrodollars. Les souhaits des pauvres : en Lorraine, un bon pays à la table familiale.
- Les villes d'art à la Côte d'Azur.
- En Algérie, sur les chemins de l'histoire.
- Sports : Eilatbél au temps de Toni Salter.
- Photo-cinéma : Lumières d'istitude.
- Média, maisons, plaisirs de la table, jeux, hippisme.

23. PRESSE

25 à 27. ARTS ET SPECTACLES

- FORMES : graphismes.

31. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- TRANSPORTS : les prévisions d'Air Inter pour 1975.

31. RELIGION

- Le budget du Vatican est déficitaire.

32. JUSTICE

- MARSAILLE : un ancien membre du SAC inculpé d'escroquerie met en cause deux de ses collègues.

33-34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- AUTOMOBILE : la réglementation propose de réduire la durée du travail de vingt-cinq minutes par semaine.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)
Andouilles ciselées (29 et 30)
Carré (29) ; Saucisson (29)
« Journal officiel » (14) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (29) ; Finances (33)

Le numéro du « Monde » daté 24 janvier 1975 a été tiré à 566 971 exemplaires.

Louer une voiture se fait de plus en plus Européen : 645.21.25.

JACQUES DEBRAY TAILLEUR SOLDES

Costumes et Pardessus 650 F
Vestes 400 F ; Pantalons 130 F
31, bd Malesherbes - ANJ. 18-41
fermé lundi

COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE

VIERGE EXTRA « OLIVOLI »
Produit naturel de l'olive fraîche
Garantie extraits par PREMIÈRE PRESSION A FROID
et clarifiée par simple décantation et filtration.
FRANCO DE PORT
A PARTIR DE 5 LITRES
Demander Documentation gratuite N° 9 à la :
SIE PROVENÇALE OLÉICOLE
13 - SALON-DE-PROVENCE

A C D E F G H

A Madagascar Grave malaise politique à Tananarive

Un grave malaise politique règne depuis quinze jours à Tananarive, où l'état d'alerte a été annoncé jeudi 23 janvier (dernières éditions du Monde du 24 janvier). Placé à la tête d'un gouvernement d'union nationale, pour une période transitoire de cinq ans, à l'issue du référendum du 8 octobre 1972 (1), le général Gabriel Ramanantsoa doit faire face à de sérieuses difficultés.

Jeudi, le colonel Richard Ratsimandrava, ministre de l'Intérieur, a démissionné car il a qualifié de « fausses rumeurs destinées à semer le trouble dans les esprits ». Selon le ministre, les autorités n'ont jusqu'à présent procédé qu'à « une enquête disciplinaire concernant certains gendarmes », mais aucun officier ou sous-officier n'aurait été arrêté.

Les représentants des agences internationales à Madagascar sont tenus à une certaine réserve, à laquelle échappe traditionnellement la presse malgache. L'hebdomadaire catholique *Lumière*, réputé pour la qualité de ses informations, révélait, dès le 11 janvier, que le quartier général d'Ampanihy, où siège le gouvernement, avait à plusieurs reprises, connu des mouvements de troupe insolites : « Certains officiers impatients auraient décidé de faire quelque chose pour sauver le pays ». De son côté, le quotidien *Madagascar-Matin* fait état, vendredi 24 janvier, d'une mutinerie, qui aurait été conduite — le 31 décembre dernier — par le colonel Brechard Rajaona-

L'AFRIQUE de l'Algérie au Niger

La mer Méditerranée est, en hiver, baignée par la lumière de l'été. A 2 heures de Paris, des stations annuées, accueillantes, confortables, ouvertes sur la vie.

Un exemple : 8 jours à Tizest, Paris/Paris à partir de ... 785 F

Les oasis en toute liberté
Au volant d'une FIAT, vous découvrez la fraternité des oasis ; les immenses palmiers de Benihasen, l'architecture rigoureuse de Ghardaja, les sources sauvages, ainsi de jeux aux couleurs d'orientalisme qui jalonnent la piste transsaharienne.

Circuit de 8 jours en voiture indépendante pour 4 personnes.
Paris/Paris à partir de ... 1.250 F

Le Hoggar

Fantastique chaos de roches et d'édifices colorés de feu, éclairés par une multitude d'étoiles.

9 jours de randonnée
Paris/Paris à partir de ... 2.200 F

Expédition Tassili - Niger - Hoggar

Comme les caravanes venues de bien avant, vous suivez la piste jusqu'au Hoggar. Entre ciel et terre, vous découvrez cet appel silencieux qui donne envie d'aller plus loin au bout de l'horizon.

12 jours de randonnée
Paris/Paris à partir de ... 3.850 F

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1^{er}
260.34.35

Pour recevoir notre brochure vacances en Algérie, remplissez ce bon après l'avoir rempli. Un 29 A
Nom
Adresse

Comment obtenir, sans se déranger, un taux d'intérêt de

12,50%

En écrivant directement à notre Banque pour l'ouverture d'un compte bloqué

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

Document N° 443-H sur simple demande

L'O.L.P. DÉMENT QUE LE COLONEL KADHAFI AIT REFUSÉ DE LIVRER DES FÉDAYIN AUTEURS D'UN DÉTOURNEMENT D'AVION

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — M. Yasser Abu Rabbo, porte-parole officiel de l'O.L.P., dément les déclarations du président Sadate parues dans le *Figaro* du 24 janvier, selon lesquelles le colonel Kadhafi aurait refusé de livrer à l'O.L.P. les auteurs du détournement, en novembre dernier, d'un VC-10 britannique vers Tunis. « En fait, à priori, nous n'avons jamais eu de contacts avec le colonel Kadhafi », déclare-t-il. « Les déclarations du *Figaro* sont actuellement l'objet d'une enquête de la part des autorités libyennes. L'interrogatoire en cours nous a déjà fourni les renseignements qui ont permis aux services de l'O.L.P. de prendre les précautions qui s'imposent dans plusieurs pays arabes. Nous ne sommes pas prêts à accepter que la Libye refuse de nous livrer les fédayins ».

Les auteurs du détournement du VC-10 britannique, ainsi que les sept fédayin libérés par la Hollande et l'Égypte à la suite de cette opération, étaient livrés le 8 décembre à l'O.L.P. Ils étaient parés vers Benghazi à bord d'un avion libyen, en compagnie de M. Abou Ayad, le numéro deux du P.O.L., qui avait servi d'intermédiaire entre les autorités libyennes et les avions de l'air.

Dans les milieux palestiniens de Beyrouth, on indique que plusieurs pays arabes — notamment l'Égypte, l'Irak, la Libye et les États-Unis — ont, dans le passé, refusé de livrer des terroristes à l'O.L.P., malgré les réquêtes répétées et instantanées de celle-ci. Cependant, le Koweït et le Bahreïn ont rendu des terroristes aux services de sécurité de l'O.L.P. Ces terroristes, indiquent-ils, ont été condamnés à de lourdes peines de prison, et certains ont été exécutés. Les faits des travaux forcés dans les maquis situés sur le mont Hermon. Parmi eux figurent des commandos qui ont été livrés par l'Égypte, l'Italie et l'Allemagne fédérale.

Pourquoi l'O.L.P. ne dénonce-t-elle pas les pays arabes qui s'abstiennent de lui livrer des terroristes ? L'explication de M. Amratt, répondant, est tribunaire : financièrement, politiquement et parfois militairement des pays arabes, et il lui est difficile de dénoncer publiquement leur attitude. « Nous sommes cependant que l'O.L.P. invite des représentants de la presse internationale à assister à la mise en jugement de terroristes ».

Sandro Munari (Lancia Stratos) vainqueur du Rallye de Monte-Carlo

Monte-Carlo. — L'Italien Sandro Munari (Lancia Stratos), qui a remporté le 24 janvier le 53^e Rallye de Monte-Carlo, aura accompli l'exploit d'être constamment en tête de l'épreuve. Il était le seul rescapé de l'équipe officielle Lancia.

De notre envoyé spécial

Son succès en 1975 aura été relativement plus facile, et Munari l'a reconnu dès la ligne d'arrivée de la dernière épreuve spéciale : « En 1973, a-t-il déclaré, je ne disposais pas d'une voiture aussi puissante que celle-ci. En 1974, j'ai eu l'occasion de tester la Stratos sur les routes de l'Alpe, dont les performances étaient très voisines. Rien de tel cette année, la Stratos était tout fait au-dessus du lot ».

C'est, bien entendu, le relief de l'impression générale que ce soit dans l'épreuve de sélection disputée à la fin des limonaies de concentration, dans le parcours commun où se jouent l'épreuve complémentaire de classement, Sandro Munari a fait à peu près ce qu'il a voulu, quand il l'a voulu. Il semble même que jamais une voiture n'ait été si à l'aise que celle de Sandro Munari.

Les équipages de Fiat, qui ne pouvaient espérer pour battre Munari qu'un incident mécanique ou une faute de conduite, en ont été réduits à en découdre entre eux.

FRANÇOIS JANIN, Classé premier du Rallye de Monte-Carlo, 1. Sandro Munari (Lancia Stratos) ; 2. Henri Mikko (Fiat 124 Abarth) ; 3. Jean-Pierre Pichon (Fiat 124 Abarth) ; 4. Fulvio Bacchi (Fiat 124 Abarth) ; 5. Jean-Pierre Pichon (Fiat 124 Abarth) ; 6. Jacques Henry (Alpine Renault) ; 7. Jean-Pierre Pichon (Fiat 124 Abarth) ; 8. Guy Fréquel (Alfa-Romeo 2000) ; 9. 1 h. 5 min. 1 sec. etc.

A LA FÉDÉRATION DE CORRÈZE L'élection de M. Charbonnel est annulée par la commission des conflits de l'U.D.R.

La commission nationale des conflits de l'U.D.R. réunie jeudi 23 janvier à Paris sous la présidence de M. Chabasse, avocat à la cour (le Monde du 23 janvier), a décidé à l'unanimité de valider les six cent vingt-quatre adhésions nouvelles de militants de l'U.D.R. enregistrées dans la circonscription d'Ussel depuis le 3 décembre 1974.

La commission a estimé en effet qu'aux termes des statuts de l'U.D.R. « les adhésions qui ne donnent pas lieu à difficultés n'ont pas à être examinées par le comité fédéral et qu'il est d'usage qu'elles soient transmises directement par le secrétaire de fédération au comité national ».

En conséquence, le comité fédéral réuni à Brive le 20 janvier n'a pas délibéré valablement puisqu'il n'a pas tenu compte de ces adhésions nouvelles, et l'élection de M. Jean Charbonnel à la présidence de ce comité n'est pas valide.

Le comité fédéral de la Corrèze est donc de nouveau convoqué pour vendredi 24 janvier à 21 heures, à Tulle, chef-lieu du département — et non à Brive, où il s'était réuni — et il siègera sous la présidence de M. Yves Guéna, secrétaire général adjoint de l'U.D.R. — et non sous celle de M. Charbonnel. Le comité appelé à désigner son président et ses délégués au conseil national doit comprendre désormais huit représentants de la circonscription de Brive, deux de celle de Tulle et trois de celle d'Ussel, dans laquelle M. Jacques Chirac a été élu député et où son influence est prépondérante.

Le maire de Brive saisit les tribunaux

M. Charbonnel nous a déclaré vendredi matin 24 janvier qu'il déposerait contre cette décision un recours devant le tribunal de grande instance de Paris, garant du droit des associations (l'U.D.R. est une association de la loi de 1901), pour lui demander de trancher de la validité de l'élection de Brive et aussi pour « prendre toutes dispositions afin qu'un terme soit mis à l'arbitraire à qui s'exerce à la direction de l'U.D.R. ».

M. Charbonnel assure qu'au-

En mars M. GISCARD D'ESTAING EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A l'occasion de la conférence, qui aura lieu en début de mars, à Bangui, les chefs d'Etat africains signataires de la convention de Yaoundé, et à laquelle il doit assister, M. Giscard d'Estaing fera, soit avant l'ouverture de travaux, soit après la clôture, un séjour officiel en République centrafricaine.

soldes

ANNUELS NICOLL DERNIERS JOURS

COSTUMES, un très grand choix dans des prix de série sacrifiés à :
550 F
COSTUMES, fantaisies les plus diverses, exécutées en couleurs mode.
630 F

COSTUMES peignés classiques et fantaisies mode.
forme droite, deux boutons.
650 F
COSTUMES avec ou sans gilet, dans toute la gamme de draperies « sélection NICOLL »
250 et 290 F

la totalité du rayon de PARDESSUS soldée avec une remise de 40 %

SLAZERS, sur ou bleu marine, forme droite, coupe tradition.
360 F
VESTONS sport, coloris variés, poches pleines, fermeté modeste.
330 F
PANTALONS coupe ouverte polyester et lainé, gris et marron uni.
160 F

VESTONS sport, fins de série dessous, sans ou avec gilet.
360 F
VESTONS sport, grande variété de qualité (HARRIS TWEED tradition).
450 F
PANTALONS, la gamme complète des coupes et finesses unies, et toutes les fantaisies sport mode.
280 et 230 F

CHERMES, un choix important de diverses finesses de série.
60 F
PLACE NETTE dans les Rayons de Cravates, Bonnettes et accessoires du Trousser masculin.

Rayon spécial pour hommes grands et hommes forts

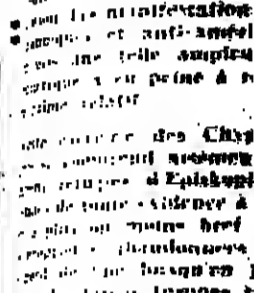
NICOLL

La tradition anglaise au service de l'élégance masculine
29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

Magnifique ouvert sans interruption de 9 h à 19 h. Le Lundi de 14 h à 19 h.

La tension gréco-turque

Le retour à la normalité en Grèce, après deux semaines de tensions, a été interrompu par la décision de la présidence de la République de nommer à la présidence de la République M. Charbonnel, une mesure qui a été considérée comme une violation de la neutralité avant la session du comité central, le 3 février, et surtout du conseil national du 23 février.



Dale Carnegie

Sachez parler en public dans 4 mois

EXPRIMEZ VOS IDÉES
Développez vos idées
Facilitez vos contacts
Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100% pratique, enseignée dans 25 pays de tous continents.

Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à leur domicile, par correspondance, sur les modalités de la conférence d'information gratuite.

Mardi 28 Janv. à 19 h
Ecole des Chefs d'Entreprise, 24, rue Hamelin - 75016 Paris

Le mariage est un engagement de vie. C'est pourquoi il faut être sûr de son choix. C'est pourquoi il faut se renseigner. C'est pourquoi il faut aller à la conférence d'information gratuite.

سكرا من الاموال